

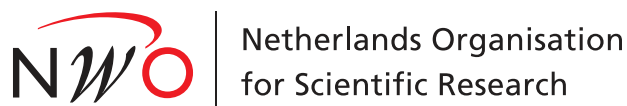
Répercussions sur la protection

Comment le renforcement des capacités de gestion des frontières impacte la vulnérabilité des migrants au Niger et au Mali

Par JONAS BERGMANN, JULIAN LEHMANN,
THOMAS MUNSCHE & WILLIAM POWELL

DOCUMENT DE RECHERCHE
Novembre 2017

Lorsque les gouvernements donateurs répondent aux mouvements de migration mixte en augmentant l'aide aux pays d'origine et de transit, ils font face à un épineux dilemme. Dans un premier temps, ils cherchent à limiter la traversée irrégulière des frontières et réduire les migrations secondaires. Pourtant, cette même mesure pourrait affaiblir le développement local et régional, qui sont souvent favorisés et soutenus par l'ouverture des frontières. En outre, les bailleurs de fonds sont tenus par leurs obligations légales concernant les droits de l'homme et le droit des réfugiés. Les projets de renforcement des capacités pour la gestion des frontières financés par les bailleurs de fonds tentent de résoudre ce dilemme. Cependant, étant donné la répartition du pouvoir entre les bailleurs de fonds, les pays de transit, les pays d'origine et les migrants, il y a un risque que la protection soit négligée. Cette étude se penche sur les bénéfices et risques potentiels associés à l'augmentation du renforcement des capacités de gestion des frontières au Niger et au Mali, et propose des moyens d'aborder la protection de manière plus efficace.



Ce rapport a été rédigé dans le cadre d'un projet de recherche appliquée, mené conjointement par le Global Public Policy Institute (GPPi) et le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC)/ Secrétariat Régional pour la Migration Mixte (RMMS) Afrique de l'Ouest, de mars à octobre 2017. Il a été financé par l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NWO). Les auteurs remercient Dr Katrin Kinzelbach pour avoir piloté la recherche et Jean-Christophe Saint-Esteben pour avoir facilité la contribution de DRC sur ce projet. Felix Hoffmann et Marie Wagner ont apporté un soutien essentiel à la recherche à Berlin, tandis que Moustapha Abba, Eloi Agaze, Albert-Philip Burger D'Haem et Corita Tassi ont apporté leur soutien à Bamako et Niamey. Nous sommes également reconnaissants des commentaires approfondis de Bram Frouws, Katrin Kinzelbach, et Philipp Rotmann sur une version antérieure de ce rapport. Nous remercions également Pierre Ortlieb qui a édité le texte final, Baudouin Brou Careme pour sa contribution aux graphismes, Katharina Nachbar pour la mise en page, Emilie Sakai pour la traduction et Amélie Gatoux pour l'édition de la version française.

Table des matières

Table des matières	4
Résumé détaillé	5
Introduction	8
Renforcement des capacités pour la gestion des frontières: la quadrature du cercle ?	8
Approche de recherche, méthodes et sélection de cas	11
Etat des connaissances	15
« L'attention à la protection » de la gestion des frontières	15
Effets (non) escomptés: aggraver les vulnérabilités	18
Les lacunes dans la littérature et la valeur ajoutée de cette étude	24
Le cas du Niger et du Mali	25
Les flux de migration mixte et les vulnérabilités	25
La portée et la forme du renforcement des capacités de gestion des frontières	29
« L'attention à la protection »: avantages et limites des formations	33
Le renforcement des capacités et les conséquences (non) escomptées sur les vulnérabilités	38
Recommandations: déplacer la protection de la périphérie vers le centre	58
Annexe 1: Organisations consultées	62
Annexe 2: Résultats des exercices de cartographie	64
Références	71

Résumé détaillé

Lorsque les gouvernements donateurs répondent aux mouvements de migration mixte en augmentant l'aide aux pays d'origine et de transit, ils font face à un épineux dilemme. Dans un premier temps, les bailleurs de fonds cherchent à limiter la traversée irrégulière des frontières et réduire des migrations secondaires. Pourtant, cette même mesure pourrait affaiblir le développement local et régional, qui sont souvent favorisés et soutenus par l'ouverture des frontières. En outre, les bailleurs de fonds sont tenus par leurs obligations légales concernant les droits de l'homme et le droit des réfugiés, et leurs réponses aux mouvements de migration mixte doivent être conformes à ces obligations. Les projets de renforcement des capacités pour la gestion des frontières financés par les bailleurs de fonds tentent de résoudre ce dilemme. Ils ont été utilisés comme un outil pour tenter de rendre la gestion des frontières plus prévisible et plus transparente, tout en restant attentif aux problèmes de protection. Le renforcement des capacités pour la gestion des frontières est également une priorité dans l'agenda international. La déclaration de New York qui pose les fondements du pacte mondial pour les migrations souligne que c'est un instrument central de la coopération en matière de gestion frontalière.

L'intérêt actuel des bailleurs de fonds pour le renforcement des capacités en gestion des frontières présente une occasion de réexaminer de quelle manière ces mesures répondent efficacement aux vulnérabilités des migrants dans le contexte de mouvements mixtes et les mises en garde dont il faut tenir compte. L'amélioration de la protection n'est en aucun cas un résultat garanti. Selon les études, il existe quatre hypothèses sur la manière dont le renforcement de la gestion des frontières pourrait aggraver la vulnérabilité des migrants : (1) en créant des risques pour la stabilité et les moyens de subsistance, (2) en limitant la protection et le droit de demander l'asile, (3) en créant des conditions qui encouragent la répression et les mauvais traitements envers les migrants, et (4) en poussant les migrants sur des routes dangereuses. Etant donné la répartition du pouvoir entre les bailleurs de fonds, les pays de transit, les pays d'origine et les migrants, ainsi que les tensions entre les intérêts sécuritaires et les préoccupations liées à la protection, il y a un risque que la protection soit négligée. L'augmentation des vulnérabilités des personnes en déplacement pourrait devenir la conséquence malheureuse du renforcement des capacités pour la gestion des frontières.

Cette étude se penche sur les bénéfices et risques potentiels associés à l'augmentation du renforcement des capacités de gestion des frontières au Niger et au Mali, et propose des moyens d'aborder la protection de manière plus efficace. Entre le Niger, le Mali et les autres pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la libre circulation a longtemps été la norme, alimentant les dynamiques économiques et sociales au sein des pays et plus largement dans la région. La question d'une gestion frontalière efficace y est largement absente et le flux de migration mixte vers le nord a fait du renforcement des capacités en gestion frontalière un secteur en pleine expansion. Depuis 2007, au moins 69 projets de ce genre, avec

un volume financier combiné d'au moins 1,2 milliards d'euros, ont été mis en place ou approuvés pour le Niger et le Mali, comme on peut le constater dans un exercice de cartographie réalisé pour cette étude. Bon nombre de ces projets ont pour objectif d'améliorer une gestion des frontières tournée vers la sécurité. D'autres sont plus explicitement orientés vers une réponse aux besoins de protection des personnes en déplacement, parfois en parallèle avec des activités de renforcement du contrôle aux frontières. La méthode la plus fréquemment utilisée pour renforcer les capacités est la formation. Plus généralement, les formations peuvent aussi indirectement favoriser la coopération. Néanmoins les faits suggèrent que les bailleurs de fonds ne peuvent espérer améliorer la protection en se limitant à financer et exiger des formations.

Il est important de noter que le renforcement des capacités prend des formes différentes, et apparaît dans un contexte politique complexe où diverses pressions politiques et autres motivations sont en jeu, telles que le soutien budgétaire. Dans ce contexte, il est difficile de soustraire une forme particulière d'activité de renforcement des capacités et d'en mesurer les effets spécifiques sur la vulnérabilité des migrants. En attendant, cette étude conclut que l'accroissement des capacités et la volonté de contrôler les frontières au Niger et au Mali a aggravé la vulnérabilité des personnes en déplacement dans ces pays en accord avec au moins trois des quatre hypothèses examinées dans ce rapport. La stabilité a été mise en péril, entre autres par les interventions influençant les dynamiques politiques au sein de la CEDEAO, en mettant un frein à d'importantes stratégies de subsistance de « l'industrie de la migration » sans fournir d'alternatives adéquates, en pesant sur la migration circulaire, en engendrant une vision négative de la migration et par conséquent en alimentant la discrimination. D'après les entretiens menés avec des acteurs présents dans les deux pays, le risque le plus immédiat concerne l'utilisation de routes migratoires plus dangereuses, et, dans une moindre mesure, une brèche ouverte pour la maltraitance et l'exploitation des migrants.

A court terme, les mesures répressives actuelles semblent avoir réduit le nombre de personnes se déplaçant le long des routes établies. Néanmoins le nombre réel de personnes toujours en déplacement, notamment le long des routes plus précaires, demeure incertain. De plus, les mesures visant à réduire la migration irrégulière ont probablement rendu tous les migrants plus vulnérables ; ainsi, à moyen terme, les stratégies déployées pour contrôler la migration irrégulière pourraient exacerber l'instabilité et les autres causes profondes de la migration et du déplacement.

Pour réduire les risques potentiels que peut engendrer le renforcement des capacités de gestion des frontières sur la vulnérabilité des personnes en déplacement, et pour accroître le potentiel positif de ces programmes, les gouvernements donateurs devraient prendre les mesures suivantes :

1. Maintenir la stabilité et la sécurité des moyens de subsistance.

Les bailleurs de fonds devraient réaliser au préalable des analyses de risques et des évaluations d'impact ; surveiller les effets négatifs inattendus sur les moyens de subsistance, sur la stabilité et l'intégration régionale ; faciliter une conception inclusive des programmes de renforcement des capacités, et permettre l'ajustement des activités tout au long du cycle du projet.

2. Soutenir la protection et garantir l'accès à l'asile.

Les bailleurs de fonds devraient s'assurer que leur soutien n'aggrave pas la vulnérabilité des migrants, que les migrants vulnérables ont accès à la protection, et que le droit de demander l'asile est maintenu. Les donateurs devraient développer une stratégie de protection synchronisée où toutes les activités de protection sont coordonnées entre les bailleurs de fonds et les agences de mise en œuvre de ces activités. La formation des gardes-frontières et autres personnels du gouvernement devrait être complétée par d'autres efforts de protection, tel que le soutien des opérations de recherche et de sauvetage et l'aide au renforcement du système d'orientation et d'assistance pour les migrants vulnérables. Les bailleurs de fonds devraient soutenir la détermination du statut des demandeurs d'asile, apporter une aide humanitaire et contribuer à trouver des solutions durables, notamment la réinstallation.

3. Prévenir les mauvais traitements et la répression.

Lorsqu'ils augmentent leur soutien au contrôle des frontières, les bailleurs de fonds devraient en même temps augmenter leur soutien à la surveillance des droits de l'homme et la capacité de surveillance. Les donateurs devraient également demander aux agences chargées de la mise en œuvre de mettre en place un système de plainte. Lorsqu'une plainte est déposée, ils doivent être prêts à enquêter. Lorsque nécessaire, les donateurs devraient dénoncer les violations des droits de l'homme et suspendre le financement des responsables de ces violations. Enfin, ils devraient investir dans les infrastructures de la justice et de la lutte contre la corruption dans les pays bénéficiaires afin de limiter les risques potentiellement plus importants d'exploitation des migrants qui vont subir des contrôles accrus par les autorités de l'Etat.

Introduction

Renforcement des capacités pour la gestion des frontières: la quadrature du cercle ?

La migration mixte, qui désigne le mouvement simultané, sur les mêmes routes, de migrants involontaires ou volontaires,¹ est récemment devenue une priorité dans les programmes des pays de destination du Nord. Pour « gérer » la migration, les responsables politiques tentent à la fois d'accroître le développement dans les régions d'origine et limiter la traversée irrégulière des frontières le long des routes migratoires internationales, tout en respectant leurs obligations légales. Le renforcement des capacités pour la gestion frontalière² est une réponse qui tente de combiner quelques-uns de ces objectifs. C'est un terme générique qui désigne les interventions de formation ou de don d'équipement, et qui cherche à accroître la connaissance, la compétence, l'aptitude, les ressources, les structures et les processus des autorités gouvernementales ou acteurs non gouvernementaux concernés.³

Le renforcement des capacités pour la gestion des frontières comporte un ensemble de mesures qui combinent des systèmes de pression, d'incitation, de financement et de soutien technique pour changer et exiger de la législation nationale qu'elle limite la migration irrégulière,⁴ et complémente la collaboration directe telle que les patrouilles conjointes et la surveillance.⁵ Le renforcement des capacités demeure également une priorité au niveau international: dans la Déclaration de New York de 2016, adoptée à l'unanimité par les 193 Etats Membres des Nations Unies, les Etats signataires s'engagent: « Nous renforcerons la coopération internationale en matière de gestion des frontières, y compris la formation et l'échange des meilleures pratiques »

-
- 1 Nous définissons le cadre de la migration mixte comme des zones dans lesquelles les mêmes routes et moyens de transport sont utilisés par les migrants réguliers et irréguliers (des personnes se déplaçant pour des raisons diverses, avec ou sans autorisation des Etats), y compris les réfugiés et demandeurs d'asile, victimes de la traite, apatrides, mineurs non accompagnés et séparés, et autres personnes vulnérables en déplacement. Sauf indication contraire, ce rapport utilise le terme "migrants" ou "personnes en déplacement" comme une catégorie générale pour toutes les personnes qui se trouvent dans le cadre de migration mixte.
 - 2 La gestion des frontières désigne "les mesures destinées à faciliter le mouvement autorisé des personnes et à détecter et prévenir l'entrée illégale d'étrangers dans un pays donné. Voir <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>.
 - 3 Cette définition est tirée de IOM, ed. *The Future of Migrations: Building Capacities for Change* (Geneva: International Organization for Migration, 2010), 101. Le terme "renforcement des capacités" est utilisé pour désigner l'usage commun parmi les bailleurs de fonds et agences de mise en œuvre des projets. L'étude reconnaît l'absence d'une définition convenue et le chevauchement considérable avec d'autres concepts, tels que le développement des capacités et la coopération technique.
 - 4 Ruben Zaiotti, ed. *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of Remote Control Practices* (Routledge, 2016).
 - 5 Un exemple d'une coopération de ce type est la collaboration directe avec Frontex (telle que l'opération conjointe HERA 2006 et l'opération Sophia 2015) ou d'autres formes plus indirectes.

et « Nous intensifierons notre appui dans ce domaine et contribuerons au renforcement des capacités selon que de besoin. »⁶ Le renforcement des capacités pour la gestion des frontières illustre la tension qui existe souvent entre les priorités du programme de sécurité et le besoin de faciliter la migration, le développement et la protection des personnes en déplacement. Les responsables politiques se retrouvent confrontés à une pression nationale considérable pour résoudre ce dilemme. Le renforcement des capacités de gestion frontalière se situe entre les programmes de sécurité et de développement et peut, en théorie, à la fois servir d'outil pour renforcer la protection et conduire à accroître les risques pour la protection des migrants.

Cependant, étant donné que la coopération en gestion des frontières est souvent basée sur une relation de pouvoir asymétrique entre des Etats aux priorités concurrentes sur la migration⁷ et les migrants, il y a un réel risque que l'intérêt pour la protection des personnes en déplacement soit négligé. Ainsi, le renforcement des capacités pour la gestion des frontières pourrait augmenter la vulnérabilité des personnes en déplacement. Néanmoins ce risque est encore très peu étudié. Ce rapport analyse l'impact des efforts actuels pour augmenter les capacités en matière de gestion des frontières sur la vulnérabilité des personnes en déplacement en utilisant l'étude de cas du Niger et du Mali, et propose des moyens de rendre le renforcement des capacités plus apte à répondre à ces vulnérabilités.

6 United Nations General Assembly, "New York Declaration for Refugees and Migrants," (New York City:United Nations General Assembly, UNGA, 2016), para 24.

7 Colleen Thueze and Sara Rosengaertner, "Who Owns and Drives Capacity-Building?," *Forced Migration Review* 28(2007); Martin Geiger and Antoine Pécoud, "The Politics of International Migration Management," in *The Politics of International Migration Management*, ed. Martin Geiger and Antoine Pécoud (London: Palgrave Macmillan UK, 2010); Fabian Georgi, "For the Benefit of Some: The International Organization for Migration and Its Global Migration Management," in *The Politics of International Migration Management*, ed. Martin Geiger and Antoine Pécoud (London: Palgrave Macmillan UK, 2010); Martin Geiger et Antoine Pécoud, "International Organisations and the Politics of Migration," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 40, no. 6 (2014).

Box 1: Renforcement des capacités et développement des capacités

La capacité est un concept très large, incluant « l'aptitude des personnes, organisations et de la société dans son ensemble à gérer leurs affaires de manière efficace ». ⁸ Le renforcement ou le développement des capacités désigne donc « le procédé par lequel les personnes, organisations et la société dans son ensemble libèrent, renforcent, créent, adaptent et maintiennent leurs capacités au fil du temps. » ⁹ Le concept est un élément essentiel de la coopération au développement et contient une grande variété de mesures possibles, y compris « l'accès aux instruments internationaux, dialogue politique, coopération technique (dont les activités conjointes de recherche et d'innovation), la formation (transfert de connaissances et développement des compétences) et le don d'équipement et matériels essentiels. » ¹⁰ Originally, the concept of capacity development emerged in the 1990s in response to critica l'origine, le concept de développement des capacités est apparu dans les années 1990 en réponse aux critiques adressées à l'aide au développement et à la coopération technique ¹¹ et faisait partie d'une évolution plus large vers une approche plus participative du développement. ¹² Depuis le début des années 2000, presque toutes les agences d'aide au développement multilatérales ou bilatérales et les ONG ont adopté le développement des capacités dans leurs programmes. ¹³

8 OECD, "The Challenge of Capacity Development: Working Towards Good Practice," *OECD Journal on Development* 8, no. 3 (2008).

9 Ibid.

10 European Commission, "Joint Communication to the European Parliament and the Council: Capacity Building in Support of Security and Development – Enabling Partners to Prevent and Manage Crisis," (Brussels: European Commission, 2015).

11 Cette critique concerne le manque d'appropriation locale et de durabilité de nombreuses interventions - Samuel Otoo, Natalia Agapitova, et Joy Behrens, "The Capacity Development Results Framework: A Strategic and Results-Oriented Approach to Learning for Capacity Development," (World Bank Institute, 2009). Ceci a été vu comme résultant principalement des programmes guidés par les bailleurs de fonds, ainsi que de modèles uniformes reflétant l'expérience en développement des bailleurs de fonds. Voir Ionel Zamfir, "Understanding Capacity-Building/Capacity Development: A Core Concept of Development Policy," (European Parliamentary Research Service, 2017).

12 Zamfir, "Understanding Capacity-Building/Capacity Development: A Core Concept of Development Policy."; OECD, "Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Co-Operation," (1996); OECD, "Oecd 2008 – the Challenge of Capacity Development."; Otoo, Agapitova, and Behrens, "The Capacity Development Results Framework: A Strategic and Results-Oriented Approach to Learning for Capacity Development."; Anthony Land et al., "Reflecting on 25 Years of Capacity Development and Emerging Trends," in *Capacity Development Beyond Aid*, ed. Anthony Land, et al. (The Hague and Maastricht: SNV Netherlands Development Organisation and the European Centre for Development Policy Management (ECDOM), 2015).

13 Zamfir, "Understanding Capacity-Building/Capacity Development: A Core Concept of Development Policy," 2. For instance, the 2005 Paris Declaration of Aid Effectiveness highlights the importance of capacity development and the mostly supporting role that donors should play, see OECD, "Paris Declaration of Aid Effectiveness," (Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, OECD, 2005), 22. L'Agenda 2030 pour le développement durable (objectif de développement durable 17.9) présente un objectif pour le soutien international efficace de renforcement des capacités pour tous les objectifs de développement durable. Les bailleurs de fonds ont promis à plusieurs reprises de renforcer les capacités des pays partenaires à tous les niveaux afin d'avancer vers le développement durable, y compris dans les documents de référence sur les partenariats de coopération en développement, le programme d'action d'Accra, et le programme d'action d'Addis Abeba de la troisième conférence internationale sur le financement du développement.

Les interventions de renforcement des capacités des Etats et institutions partenaires ont aussi commencé à apparaître en dehors des programmes de développement « traditionnels », comme la gestion des frontières où les acteurs utilisent communément le terme de renforcement des capacités (capacity building).¹⁴ Dans la coopération en matière de gestion des frontières, le renforcement des capacités comporte un ensemble de mesures qui combine des systèmes de pression, d'incitation, de financement et de soutien technique pour changer et exiger de la législation nationale qu'elle limite la migration irrégulière,¹⁵ et complémente la collaboration directe telle que les patrouilles conjointes et la surveillance.¹⁶ La politique européenne de voisinage, l'approche globale des migrations et de la mobilité, et plus récemment le partenariat avec les pays tiers pour les migrations dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration, ainsi qu'une série de processus régionaux, comme le processus de Rabbat (2006), le processus de Khartoum entre l'Union européenne et les pays de la Corne de l'Afrique (2014), et le sommet de la Valette sur la migration (2015) sont des exemples de telles mesures et cadres politiques.

Approche de recherche, méthodes et sélection de cas

Le Niger et le Mali sont les pays de transit les plus importants sur la route de la Méditerranée centrale qui relie l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb puis l'Europe. Les routes qui traversent les deux pays représentent des pôles importants pour les flux de migration mixte en Afrique de l'Ouest, et les deux pays sont également des lieux stratégiques pour le renforcement des capacités de gestion des frontières.

Les déplacements en Afrique de l'Ouest sont stimulés par une variété de facteurs, tels que le changement climatique, le commerce, le travail, l'urbanisation, l'accroissement de population et les changements démographiques, la pauvreté et les conflits. La migration régulière intra-régionale domine cette zone où les protocoles de la CEDEAO garantissent la libre circulation, la résidence et l'établissement des personnes possédant les documents adéquats. Ceci est aussi le cas pour le Niger et le Mali. Dans une moindre mesure, les deux pays sont aussi des pays d'origine pour les migrants et personnes déplacées. Les deux pays connaissent également les flux de migrants de retour, et servent de pays de transit pour les migrants saisonniers et permanents, ainsi que pour les demandeurs d'asile en route vers le Maghreb et l'Europe.

14 S'appuyant sur la définition de l'OIM, le renforcement des capacités est utilisé pour décrire les efforts pour accroître la connaissance, les capacités, compétences, ressources, structures et processus des autorités gouvernementales et acteurs non gouvernementaux concernés.

15 Zaiotti, ed. *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*.

16 Un exemple d'une coopération de ce type est la collaboration directe avec Frontex (telle que l'opération conjointe HERA 2006 et l'opération Sophia 2015) ou d'autres formes plus indirectes.

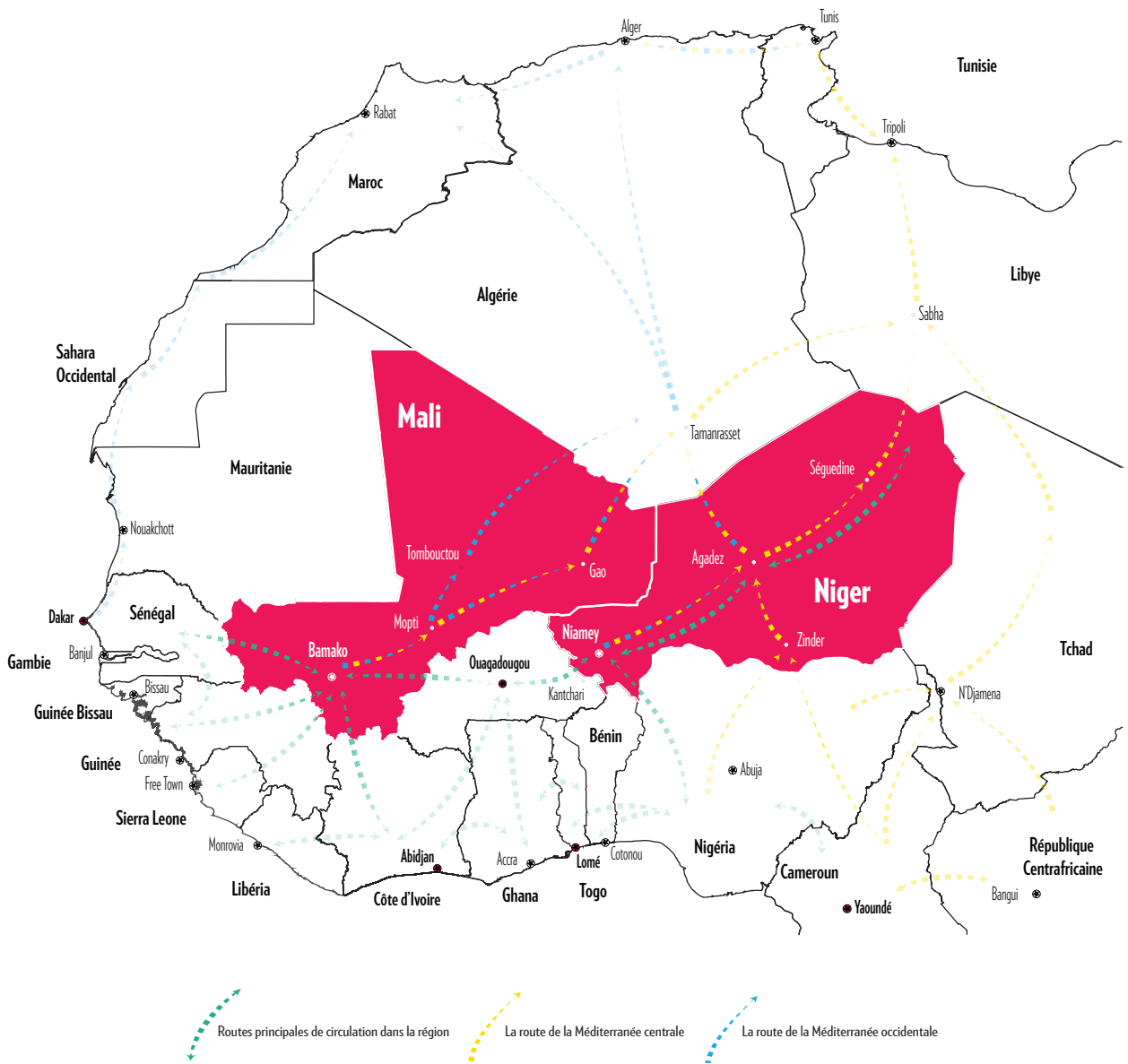


Figure 1: Routes de migration mixte en Afrique de l’Ouest, ainsi que les routes circulaires à l’intérieur de la région et les routes vers la Méditerranée.

Pour les mouvements vers le nord en dehors de la zone CEDEAO, les gens font souvent appel aux réseaux de trafic de personnes. Par ailleurs, les enfants constituent une part importante des personnes en déplacement dans ces pays et on y trouve également des victimes de la traite de personnes.¹⁷ La Libye, point de départ principal des migrants qui traversent la Méditerranée vers l'Europe, demeure caractérisée par une insécurité et un état défaillant. Etant donné le nombre croissant de migrants qui arrivent en Europe par la mer, l'Union Européenne s'est intéressée aux voisins méridionaux de la Libye. Il y a trois couloirs pour entrer en Libye du sud : la route orientale du Soudan, la route occidentale du Mali ou du Nigéria via l'Algérie et la route centrale par le Niger, avec des indications récentes de dispersion de cette route à travers le Tchad.¹⁸

La route à travers le Niger est la plus importante, conduisant jusqu'à Agadez au Nord, et continuant directement vers la Libye ou l'Algérie. Bien que la route à travers le nord du Mali, qui s'étend principalement de Gao à l'Algérie mais aussi au Niger, soit devenue plus difficile depuis que le conflit malien a éclaté en 2012, elle demeure une voie importante pour les maliens et les migrants en provenance de la côte atlantique.

Etant donné l'importance du Niger et du Mali en tant que pays de transit et les inquiétudes concernant les problèmes de sécurité au niveau régional tels que les conflits armés ou le terrorisme, les donateurs ont exprimé un intérêt certain et ont investi lourdement dans le renforcement des capacités pour la gestion des frontières dans ces deux pays.

Pour les migrants de l'Ouest et d'une certaine mesure de l'Afrique centrale, le Niger et le Mali sont les pays de transit de la CEDAO les plus importants sur le passage qui mène au Nord. Etant donné l'importance du Niger et du Mali en tant que pays de transit et les inquiétudes concernant les problèmes de sécurité au niveau régional tels que les conflits armés ou le terrorisme, les donateurs ont exprimé un intérêt certain et ont investi lourdement dans le renforcement des capacités pour la gestion des frontières dans ces

deux pays. Par exemple, en septembre 2017, la Commission européenne a suggéré que les Etats membres renforcent la capacité des gardes-frontières dans les pays tiers le long de la route migratoire de la Méditerranée centrale afin de contrôler les frontières¹⁹ et soutenir la surveillance des frontières dans le sud de la Libye, au Niger et au Tchad.²⁰

Cette étude a enregistré 69 activités de renforcement des capacités au Niger et au Mali, financées par des bailleurs de fonds divers entre 2007 et 2017,²¹ avec un volume financier total d'au moins 1,2 milliards d'euros (voir annexe 2). Au sein d'un contexte plus large de financement qui comprend le renforcement des capacités et la gestion

17 UNICEF, "Mixed Migration in West and Central Africa: Key Trends Affecting Children, Challenges and Opportunities for Advocacy and Programming," in *Working Paper Series. Perspectives on Migration and Children* (Dakar: UNICEF WCARO - West and Central Africa Regional Office, 2016); Loïs Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move," (Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS) West Africa, 2017); Thomas Munsch, William Powell, and Sonia Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger," (Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS) West Africa, 2017).

18 IOM, "Rapport De Mission Sur L'évaluation Des Routes Migratoires Du 19-25 Juillet," (International Organization for Migration, 2017).

19 Pour une caractérisation des routes migratoires, voir le chapitre de l'étude de cas.

20 Council of the European Union, "Migration: State of Play and Next Steps - Exchange of Views," (Brussels: Council of the European Union, 2017).

21 Nous supposons une partialité temporelle dans les données accessibles au public et dans les données archivées reçues des agences. Cette partialité engendre probablement une attention disproportionnée sur les projets récents aux dépens des projets plus anciens. C'est pourquoi, la cartographie n'apporte pas une base assez solide pour analyser le développement en nombre et en portée des projets de renforcement des capacités dans le temps.

des frontières, l'UE est le principal bailleur de fonds dans la région: les ressources disponibles et les engagements envers le G5 pays s'élèvent à 8 milliards d'euros.²²

Ce rapport s'est construit sur trois phases de recherche dans lesquelles nous avons utilisé une combinaison de méthodes qualitatives.

Premièrement, nous avons contextualisé la question de recherche à travers les données et débats existants sur la gestion des frontières et la vulnérabilité des migrants à travers un examen de la documentation générale et des entretiens préliminaires au sein du siège de différentes organisations internationales. Sur la base de ce travail préparatoire, nous avons déduit des hypothèses sur les risques et bénéfices potentiels pour la protection, liés à l'augmentation des capacités en gestion des frontières qui pourraient être testées dans cette étude de cas. Celles-ci sont résumées dans la section 2 du rapport.

Deuxièmement, nous avons cartographié les projets pertinents de renforcement des capacités menés ces dix dernières années au Niger et au Mali à travers une recherche documentaire et une vérification auprès des acteurs clés. Les résultats sont présentés en annexe 2. Pour affiner le programme de recherche, nous avons ensuite catégorisé les projets en fonction de leurs objectifs et le type d'activités choisies. Etant donné qu'une grande partie des mesures de renforcement des capacités de gestion des frontières se concentrent sur les formations, plusieurs parties de la recherche ont consisté à étudier l'efficacité de ces formations.

Troisièmement, les auteurs ont conduit un total de 49 entretiens individuels semi-structurés avec un total de 72 personnes interrogées telles que des bailleurs de fonds, des acteurs opérationnels, gouvernements, chercheurs locaux, et des organisations de la société civile au Niger, au Mali et au Sénégal entre mai et septembre 2017. Le Sénégal a été choisi pour compléter les renseignements obtenus dans les pays de l'étude de cas, avec une perspective régionale. En raison de la situation sécuritaire difficile dans les pays de l'étude de cas, les entretiens se sont pour la plupart déroulés à Niamey et à Bamako. Ceci ayant rendu l'accès aux migrants complexe, les entretiens ont été complétés par les données de l'initiative « Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative » (4Mi), mise en œuvre par le Conseil Danois pour les Réfugiés et le Secrétariat Régional pour la Migration Mixte (RMMS) Afrique de l'Ouest. Le 4Mi obtient des données d'un réseau de moniteurs recrutés localement dans les pôles stratégiques de migration qui conduisent des entretiens approfondis avec des migrants sur les conditions de leurs mouvements et leurs besoins en protection.²³ En plus de ceci, les auteurs ont mené des entretiens téléphoniques avec cinq des moniteurs dans des lieux de transit en dehors des capitales. Les résultats des études de cas sont présentés dans le chapitre 3 de ce rapport, suivi de recommandations sur les moyens de mettre en œuvre le renforcement des capacités de gestion des frontières de manière à ce que la vulnérabilité des personnes en déplacement ne soit plus considérée comme à la marge mais soit placée au centre des préoccupations.

22 Les pays du G5 countries comprennent le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

23 Pour plus d'information, voir <http://westafrica.regionalmms.org/index.php/4mi-page/about-4mi>.

Etat des connaissances

Dans cette section, nous examinons les études menées sur les effets du renforcement des capacités de la gestion des frontières et comment ces activités peuvent contribuer à rendre le contrôle aux frontières plus attentif aux questions de protection. Nous synthétisons également les hypothèses sur la manière dont le renforcement des capacités de gestion des frontières peut volontairement (ou non) exacerber la vulnérabilité des personnes en déplacement. Les vulnérabilités dans les contextes de migration mixte sont variées. La vulnérabilité face aux dangers physiques ou mentaux résultent d'une interaction dynamique entre *les circonstances individuelles ou collectives* (réseaux sociaux, accès aux ressources, âge, genre, etc.) et les *facteurs du milieu environnant* (exposition à des risques spécifiques dans le pays d'origine, de transit ou de destination).²⁴ Lorsque les migrants se déplacent de manière irrégulière, ce qui est souvent le cas dans la migration mixte, ils font face à des niveaux particulièrement élevés de risques tels que les menaces d'extorsion, de détention, le danger de la traite et d'autres formes de violence.²⁵ Généralement, il existe davantage d'études qui examinent les *effets établis du renforcement des capacités* de contrôle aux frontières sur la vulnérabilité, plutôt que d'analyser les *effets des activités de renforcement des capacités* en elles-mêmes. Par conséquent, les données sur les effets des activités de renforcement des capacités sur la vulnérabilité des personnes qui se déplacent au travers des frontières restent relativement limitées.

« L'attention à la protection » de la gestion des frontières

Bien que le contrôle de l'entrée et la résidence des non-citoyens demeure un élément central de la souveraineté d'un Etat, l'exercice de sa compétence doit respecter le droit international relatif aux droits de l'homme et aux droits des réfugiés, tels que l'obligation du non-refoulement pour les individus risquant de subir de sérieuses violations des droits humains à leur retour.²⁶ La mise en application des obligations de non-refoulement dans le contrôle des frontières a été une inquiétude majeure pour les acteurs de la protection. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a inventé la notion de « système d'entrée attentif à la protection » dans son plan d'action en Dix points autour de la protection des réfugiés et de la migration mixte.²⁷ L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) parle de « gestion

24 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move."

25 Ibid.

26 Le débat concerne également le droit pour toute personne de quitter un pays, y compris le sien.

27 UNHCR, "Refugee Protection and Mixed Migration: A 10-Point Plan of Action" (Geneva: UNHCR, 2007); UNHCR, "10 Point Plan in Action 2016 Update," (2016).

humanitaire des frontières » dans des contextes d'afflux accrus,²⁸ et tente de renforcer la capacité de gérer de telles situations y compris à travers des « plans de contingence, systèmes d'alerte rapide, opérations de recherche et sauvetage et des unités mobiles d'enregistrement, [...] développant une prise de conscience renforcée des vulnérabilités parmi les flux de migration mixte pendant les crises et des systèmes d'orientation pour la protection des individus et groupes vulnérables. »²⁹ Les deux agences offrent un soutien en renforcement des capacités pour développer davantage d'attention aux enjeux de protection. Le HCR a également développé un guide pour les situations de migration mixte qui met l'accent sur le rôle du renforcement des capacités autour de la gestion des frontières, par exemple dans les efforts pour améliorer la connaissance des officiers de police et de contrôle des frontières sur un système d'entrée plus vigilant quant à la protection.³⁰

D'autres guides des Nations Unies illustrent le rôle du renforcement des capacités pour rendre la gestion des frontières plus soucieuse de la protection.³¹ Pour aider les Etats à respecter leurs obligations internationales dans la gestion de leurs frontières, Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a par exemple développé un guide sur les dispositions juridiques en matière des droits de l'homme aux frontières internationales qui accompagne le rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la protection des migrants.³² Les principes comportent, entre autre, la non-discrimination ainsi qu'une offre d'assistance et de protection contre les sévices pour tous les migrants aux frontières. En termes de renforcement des capacités, les directives recommandent que les autorités frontalières des Etats soient suffisamment formées, équipées et rémunérées, et que des codes de conduite soient développés et adoptés pour eux. En réponse à l'appel des déclarations de New York pour élaborer un guide non contraignant sur le traitement des migrants « en situation de vulnérabilité »,³³ Le HCDC est également en train de développer des « Principes et directives sur la protection du droit des migrants en situation de vulnérabilité au sein de mouvement vastes ou mixtes », qui incluent un appel à former adéquatement les autorités

28 Par exemple Zoran Anđelković and Zoran Dženovljanović, "Humanitarian Border Management - Standard Operating Procedures for Border Police," (Belgrade, Serbia: International Organization for Migration (IOM), 2016).

29 Maximilian Pottler, "Humanitarian Border Management," *Forced Migration Review*, no. 45 (2014).

30 UNHCR, "Refugee Protection and Mixed Migration: A 10-Point Plan of Action"; UNHCR, "10 Point Plan in Action 2016 Update."

31 Par exemple UNHRC, "Resolution on the Protection of the Human Rights of Migrants: Migrants in Transit," (Human Rights Council, HRC, 2015); OHCHR, "Migration and Human Rights: Improving Human Rights-Based Governance of International Migration," (Geneva: Office of the UN High Commissioner for Human Rights on Migration and Human Rights, 2013); IOM, "Migration Governance Framework: The Essential Elements for Facilitating Orderly, Safe, Regular and Responsible Migration and Mobility of People through Planned and Well-Managed Migration Policies," in *Council: 106th Session* (International Organization for Migration, 2015); OHCHR, "Report to the Human Rights Council on the Compendium of Principles, Good Practices and Policies on Safe, Orderly and Regular Migration in Line with International Human Rights Law," (United Nations High Commissioner for Human Rights, 2017).

32 OHCHR, "Recommended Principles and Guidelines on Human Rights at International Borders," (Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights, OHCHR, 2014).

33 United Nations General Assembly, "Recommendations of the Report of the UN Special Representative of the Secretary-General on Migration (Sutherland Report)," (New York City: United Nations General Assembly, UNGA, 2017).

Le renforcement des capacités en matière de gestion des frontières peut, selon sa conception, mener vers différentes directions: il peut être utilisé pour encourager le contrôle aux frontières, mais peut également être perçu comme un outil pour améliorer le respect des droits des migrants et répondre à leurs vulnérabilités. Cependant, il y a peu de connaissance sur ses effets dans des cas concrets.

frontalières.³⁴ Ces exemples montrent que le renforcement des capacités en matière de gestion des frontières peut, selon sa conception, mener vers différentes directions: il peut être utilisé pour encourager le contrôle aux frontières, mais peut également être perçu comme un outil pour améliorer le respect des droits des migrants et répondre à leurs vulnérabilités.³⁵ Cependant, il y a peu de connaissance sur ses effets dans des cas concrets. Par exemple, il n'existe que des évaluations publiques sporadiques sur le renforcement des capacités en matière de lutte contre la traite des personnes, et ces évaluations sont peu concluantes sur l'impact de ces activités.³⁶ Les formations ont tendance à se substituer au renforcement des capacités³⁷ bien qu'elles illustrent au mieux les limites de ces activités de renforcement des capacités. Une grande partie des études sur le sujet note que l'impact des formations est difficile à évaluer, jetant un doute général sur leur efficacité.³⁸ Il existe un consensus sur le fait que, tandis que des formations bien conçues peuvent être efficaces pour transmettre des compétences techniques, elles ne peuvent entraîner les transformations à grande échelle dont ont

34 OHCHR, "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft Examples February 2017," (Geneva: OHCHR, 2017); OHCHR and GMG, "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft February 2017," (Global Migration Group, OHCHR, 2017).

35 Comme l'ont observé Frelick and Kysel (2016), "bien qu'il reste discutable de savoir si de telles actions de renforcement des capacités cherchent à améliorer la protection des droits dans les pays d'origine comme une fin humanitaire en soi, ou plutôt à résoudre les "causes profondes" de la migration internationale comme moyen de juguler les flux migratoires irréguliers, le renforcement des capacités pour développer un Etat de droit, le respect des droits de l'homme, la résolution de conflit, la bonne gouvernance, et une meilleure qualité de vie représentent tous des aspects positifs de l'externalisation." Bill Frelick, Ian M. Kysel, and Jennifer Podkul, "The Impact of Externalization of Migration Controls on the Rights of Asylum Seekers and Other Migrants," *Journal on Migration and Human Security* 4, no. 4 (2016). Voir aussi IDCoalition, "There Are Alternatives: Handbook for Preventing Unnecessary Immigration Detention," idcoalition.org/wp-content/uploads/2016/01/There-Are-Alternatives-2015.pdf. and Phil Marshall and Dr. Jacqueline Berman, "Independent Project Evaluation: Promoting the Implementation of the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, and the Protocol against Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air, Both Supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime," ed. Independent Evaluation Unit (IEU) (Vienna: United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC, 2013).

36 Deanna Davy, "Anti-Human Trafficking Interventions," *American Journal of Evaluation* 37, no. 4 (2016). Les auteurs soulignent le succès du soutien par le développement d'une législation et des capacités à identifier les victimes de la traite et les référer aux systèmes de réponse nationaux. Cependant, une évaluation d'un programme global n'a trouvé aucune trace de contribution pour la mise en œuvre ou l'opérationnalisation de nouvelles lois contre la traite des personnes ou le trafic de migrants. De plus, le groupe de coopération inter-agence contre la traite des personnes (ICAT) note que malgré « des efforts considérables pour mettre en place des systèmes d'identification et de référencement des cas de traite des personnes » et une estimation d'un grand nombre de personnes victimes de la traite, les chiffres réels du volume global des cas demeurent bas. » Voir ICAT, "Pivoting toward the Evidence: Building Effective Counter-Trafficking Responses Using Accumulated Knowledge and a Shared Approach to Monitoring, Evaluation and Learning," in *Issue Paper* (Vienna: Inter-Agency Coordination Group Against Trafficking in Persons 2016).

37 ICAT, "Pivoting toward the Evidence: Building Effective Counter-Trafficking Responses Using Accumulated Knowledge and a Shared Approach to Monitoring, Evaluation and Learning.," Marshall and Berman, "Independent Project Evaluation: Promoting the Implementation of the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, and the Protocol against Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air, Both Supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime."

38 Par exemple Paula Haddock, "Monitoring and Evaluating Training: Challenges, Opportunities and Recommendations: Praxis Paper 30," (Intrac, 2015); Jenny Pearson, "Training and Beyond: Seeking Better Practices for Capacity Development," in *OECD Development Co-operation Working Papers* (2011).

uramment besoin les Etats qui ont des capacités limitées en matière de protection, notamment en termes de référencement et de système de soutien, surtout dans les contextes fragiles et de guerre.³⁹ Formations ne peuvent pas impacter l'environnement plus large qui conditionne les violations des droits humains. En outre, en plus des bénéfiques potentiels de la protection, les études énoncent plusieurs hypothèses illustrant comment le développement des capacités en matière de gestion des frontières peut aggraver la vulnérabilité des personnes en déplacement, comme exposé ci-dessous.

Effets (non) escomptés: aggraver les vulnérabilités

Il existe relativement peu de preuves sur le lien entre la coopération en gestion des frontières et la vulnérabilité des personnes en déplacement, malgré un vaste débat dans les milieux universitaires et professionnels.⁴⁰ Comme le constate Francesco Bosso, « la documentation actuelle (...) s'est principalement concentrée sur les discours politiques et les programmes sur papier » plutôt que sur les « dynamiques de la mise en œuvre concrète et leur impact réel sur les droits de l'homme. »⁴¹ Il existe plusieurs explications possibles pour cela. Premièrement, les effets de telles interventions sont difficiles à démêler, étant donné la chaîne relativement longue de causalité entre la coopération en gestion des frontières et les effets manifestes sur les vulnérabilités. Deuxièmement, les évaluations de l'impact et des résultats des mesures de renforcement des capacités sont limitées, et là où elles existent, les résultats ne sont souvent pas accessibles ou ont tendance à ne pas mesurer les risques pour les personnes en déplacement. Troisièmement, les arrangements informels entre les Etats pour établir une coopération opérationnelle en gestion des frontières sont courants mais difficiles à mettre en évidence, à cause du manque de transparence et de suivi.⁴²

De la littérature, nous avons tiré quatre hypothèses sur les risques engendrés par une gestion renforcée des frontières pour les personnes en déplacement. Celles-ci sont introduites ci-dessous, et examinées par la suite pour le Niger et le Mali. Il y a : (1) les risques pour la stabilité et les moyens de subsistance, (2) les limites sur la protection et le droit de demander l'asile, (3) la promotion de la répression et la maltraitance envers les migrants, et (4) le fait d'inciter les migrants à emprunter des routes dangereuses.

39 UNDP, "Supporting Capacity Development in Conflict and Fragile Contexts," (New York: UNDP's Bureau for Crisis Prevention and Recovery (BCPR) and the Bureau for Development Policy (BDP), 2012); Pearson, "Pearson 2011 – Training and Beyond."

40 Martin Geiger, "Policy Outsourcing and Remote Management," in *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*, ed. Ruben Zaiotti (Routledge, 2016).

41 Francesco Bosso, "Cooperation-Based Non-Entrée: What Prospects for Legal Accountability?," *IFHV Working Paper* 6, no. 1 (2016).

42 Paula García Andrade and Iván Martín, "EU Cooperation with Third Countries in the Field of Migration," (Brussels: European Parliament, Directorate General for Internal Policies Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs 2015).

La stabilité et les moyens de subsistance mis en péril ?

Hypothèse : renforcer le contrôle des frontières en soutenant certains acteurs ou activités, y compris à travers le renforcement des capacités, peut influencer les équilibres politiques et économiques fragiles. Plus de contrôle des frontières peut également nuire à l'image des migrants ou bloquer les migrations saisonnières ou circulaires, entraînant le blocage des personnes en déplacement.

Bien que ce ne soit pas un problème uniquement lié au renforcement des capacités, on trouve dans la littérature une préoccupation sur le fait que soutenir certaines régions, certains acteurs ou certaines activités au sein des pays bénéficiaires peut déstabiliser les équilibres intérieurs souvent fragiles et mettre finalement en danger la stabilité au nom d'un contrôle accru des frontières.⁴³ Ceci peut être par exemple le fait d'outiller certains groupes religieux ou ethniques opposés à d'autres, affectant ainsi un rapport de force fragile. Soutenir des acteurs non étatiques dans des zones où l'Etat est peu présent pour « améliorer » le contrôle peut mener à créer de nouvelles tensions.⁴⁴ Il y a aussi le risque de faire pression sur des régions ou des groupes fragiles dans des pays qui dépendent de « l'industrie de la migration ».⁴⁵ Enfin, il y a une inquiétude liée au fait que soutenir certains pays puisse les opposer à leurs voisins ou à d'autres Etats, entravant ainsi la coopération régionale et alimentant les frictions bilatérales.⁴⁶ La montée de l'instabilité ou des frictions peut avoir un impact néfaste sur les personnes en déplacement, en particulier quand l'instabilité aboutit à un conflit violent – qui est au final le facteur qui contribue le plus aux causes profondes de déplacement. En outre, augmenter le contrôle des frontières peut nuire à la perception de la migration dans les pays bénéficiaires lorsque les migrants, qui représentaient par le passé une part acceptée des interactions sociétales, sont de plus en plus criminalisés ou rendus illégaux par une combinaison de lois et de pratiques. Ceci peut aller de pair avec la création d'espaces restreints aux frontières dans des zones qui étaient caractérisées précédemment par

43 Global Initiative Against Organized Transnational Crime, “Integrated Responses to Human Smuggling from the Horn of Africa to Europe,” (Geneva: Global Initiative Against Organized Transnational Crime, 2017); Tuesday Reitano, “Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work,” in *News Deeply* (2017); Peter Tinti, “In Niger, Anti-Smuggling Efforts Risk Trading One Crisis for Another,” in *African Arguments* (2017); Hans Lucht, “European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger,” (DIIS, 2017); Fransje Molenaar and Floor El Kamouni-Janssen, “Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya,” (The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017); Peter Tinti, “The E.U.’S Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger,” in *News Deeply* (2017).

44 Un exemple sur comment un tel soutien extérieur peut influencer sur l'équilibre intérieur fragile est l'aide supposée de l'Italie envers les milices en Libye pour stopper la migration, voir par exemple Maggie Michael, “Backed by Italy, Libya Enlists Militias to Stop Migrants,” 29/08/2017 2017.

45 Lucht, “European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger.”; Tinti, “In Niger, Anti-Smuggling Efforts Risk Trading One Crisis for Another.”

46 Stephan Dünwald, “Bamako, Outpost of the European Border Regime?,” in *Eurafrican Borders and Migration Management - Political Cultures, Contested Spaces, and Ordinary Lives*, ed. Paolo Gaibazzi, Alice Bellagamba, and Stephan Dünwald (Palgrave Macmillan, 2017).

l'existence de communautés et d'activités transfrontalières.⁴⁷ Entretenir la perception que la migration est répréhensible peut non seulement ouvrir la voie à la discrimination envers les personnes en déplacement, mais aussi à leur exploitation. Les interventions qui cherchent à contrôler le mouvement des personnes peuvent aussi perturber les flux migratoires circulaires et saisonniers, qui sont souvent d'importantes stratégies de subsistance.⁴⁸ Ce genre d'interventions peut mener à des situations où le voyage des migrants vers la destination visée devient impossible, les immobilisant et transformant d'anciennes zones de transit en « zones d'attente » qui sont souvent mal préparées pour ce type de problème.⁴⁹ Une hypothèse similaire pour les demandeurs d'asile privés de l'opportunité de demander une protection est présentée ci-dessous.

Accès limité à l'asile, la protection balayée ?

Hypothèse : plus de contrôle aux frontières peut réduire la possibilité pour les réfugiés d'accéder à l'asile. Un programme de sécurité plus strict peut soutenir ou élargir les écarts de financement entre différentes priorités et balayer les problèmes de protection.

Il existe un nombre considérable d'études qui critiquent les effets de « l'externalisation » du contrôle de la migration, c'est-à-dire des actions extraterritoriales d'un Etat qui tentent d'empêcher les migrants d'entrer sur le territoire des pays de destination sans considérer individuellement le bien fondé des demandes de protection.⁵⁰ Dans le débat juridique, la discussion se concentre principalement sur l'étendue et l'applicabilité des obligations de non-refoulement pour les individus qui risquent de subir de graves violations de leurs droits humains à leur retour au pays. Le débat a surtout tourné autour des pratiques directes de refus d'entrée, telles que les sanctions contre les transporteurs, les interceptions ou le fait de repousser les personnes en déplacement.⁵¹ Dans une moindre mesure, les débats portent aussi sur le droit de toute personne de

47 Stephan Dünwald, "Remote Control? Europäisches Migrationsmanagement in Mauretanien Und Mali," in *movements. Journal für kritische Migrations- und Grenzregimeforschung* 1, no. 1 (2015); Geiger and Pécoud, "Geiger, Pécoud 2010 – the Politics of International Migration."; Philippe Poutignat and Jocelyne Streiff-Fénart, "Migration Policy Development in Mauritania: Process, Issues and Actors," in *The Politics of International Migration Management*, ed. Martin Geiger and Antoine Pécoud (Palgrave Macmillan, 2010); Didier Bigo, "Criminalisation of Immigrants: The Side Effect of the Will to Control the Frontiers and the Sovereign Illusion," in *Irregular Migration and Human Rights, Theoretical, European and International Perspectives*, ed. Barbara Bogusz, Ryszard Cholewinski, and Erika Szyszczak (Leiden: Martinus Nijhof, 2004); Florian Trauner and Stephanie Deimel, "The Impact of EU Migration Policies on African Countries: The Case of Mali," *International Migration* 51, no. 4 (2013); Dünwald, "Bamako, Outpost of the European Border Regime?"

48 Par exemple Douglas S Massey, Jorge Durand, and Karen A Pren, "Border Enforcement and Return Migration by Documented and Undocumented Mexicans," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 41, no. 7 (2015); Bryan Roberts, Cecilia Menjivar, and Nestor P Rodriguez, eds., *Deportation and Return in a Border-Restricted World: Experiences in Mexico, El Salvador, Guatemala, and Honduras* (Springer, 2017).

49 Par exemple Dünwald, "Bamako, Outpost of the European Border Regime?"; Ali Bensaâd, "L'irrégularité De L'immigration En Mauritanie: Une Appréhension Nouvelle, Conséquence D'enje Ux Migratoires Externs," *CARIM Analytic and Synthetic Notes* 2008/76 (2008).

50 Frelick, Kysel, and Podkul, "The Impact of Externalization of Migration Controls on the Rights of Asylum Seekers and Other Migrants."

51 James C. Hathaway and Thomas Gammeltoft-Hansen, "Non-Refoulement in a World of Cooperative Deterrence," *Law & Economics Working Papers*, no. Art. 106 (2014).

quitter tout pays, y compris le sien, tel qu'il est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.⁵² Déplacer le contrôle aux frontières près des pays d'origine peut mettre en péril la capacité des personnes à demander l'asile,⁵³ car cette pratique piège souvent les demandeurs d'asile dans des lieux dépourvus de protection efficace ou dans lesquels les droits sont bafoués, par exemple par la détention ou les renvois illégaux.⁵⁴

Soutenir les capacités pour freiner l'émigration et empêcher les gens de demander une protection dans d'autres pays implique un déplacement de la responsabilité logistique, sociale et financière vers les pays d'origine et de transit.⁵⁵ D'un côté l'intérêt croissant des bailleurs de fonds à trouver des mesures liées à la gestion des frontières dans pourrait apporter aux acteurs de la protection et aux humanitaires des opportunités supplémentaires de financement. De l'autre, un programme dédié au contrôle risque d'exclure le financement pour les questions de protection et questions humanitaires. Dans certains cas, il y a aussi l'inquiétude que le financement pour le développement et besoins humanitaires actuel soit redirigé et requalifié pour le contrôle migratoire.⁵⁶

52 Article 13 (2), Nora Markard, "The Right to Leave by Sea: Legal Limits on EU Migration Control by Third Countries," *European Journal of International Law* 27, no. 3 (2016).

53 Céline Bauloz, "The EU Migration Partnership Framework: An External Solution to the Crisis?," in *EU Immigration and Asylum Law and Policy* (2017); Steve Peers and Emanuela Roman, "The EU, Turkey and the Refugee Crisis: What Could Possibly Go Wrong?," in *EU Law Analysis - Expert insight into EU law developments* (2016); Jean-Baptiste Farcy, "EU-Turkey Agreement: Solving the EU Asylum Crisis or Creating a New Calais in Bodrum?," in *EU Immigration and Asylum Law and Policy* (2015); Henri Labayle and Philippe de Bruycker, "The EU-Turkey Agreement on Migration and Asylum: False Pretences or a Fool's Bargain?," in *EU Immigration and Asylum Law and Policy* (2016); Xavier Ferrer-Gallardo and Henk van Houtum, "The Deadly EU Border Control," *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 13, no. 2 (2014); Jens Vedsted-Hansen, "Europe's Response to the Arrival of Asylum Seekers: Refugee Protection and Immigration Control," in *New Issues in Refugee Research*, Working Paper No. 6 (Copenhagen: Centre for Documentation and Research, 1999).

54 Par exemple en ce moment au Mexique, voir The Economist, "Mexico Becomes a Destination for Migrants," 27/07/2017 2017. Voir aussi Ferrer-Gallardo and Houtum, "The Deadly EU Border Control."; FIDH, "60th Session Achpr : Externalization of European Borders in Africa: From Cooperation to Blackmail," (International Federation for Human Rights - 60th Ordinary session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, 2017); Dünnwald, "Remote Control? Europäisches Migrationsmanagement in Mauretanien Und Mali."; Georgi, "Georgi 2010 - for the Benefit of Some."; Poutignat and Streiff-Fénart, "Migration Policy Development in Mauritania: Process, Issues and Actors."; Rutvica Andrijasevic, "Deported: The Right to Asylum at Eu's External Border of Italy and Libya," *International Migration* 48, no. 1 (2010); Jørgen Carling and María Hernández-Carretero, "Protecting Europe and Protecting Migrants? Strategies for Managing Unauthorised Migration from Africa," *The British Journal of Politics & International Relations* 13, no. 1 (2011); Amnesty International, "The Human Cost of Fortress Europe: Human Rights Violations against Migrants and Refugees at Europe's Borders," (2014); Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."; Amnesty International, "Americas: Facing Walls: USA and Mexico's Violations of the Rights of Asylum-Seekers," (Amnesty International, 2017); Oxfam International, "Closed Borders: The Impact of the Borders Closures on People on the Move in Serbia and Macedonia," (Oxfam International, 2016); Randall Hansen and Demetrios G. Papademetriou, "Securing Borders - the Intended, Unintended, and Perverse Consequences," ed. Migration Policy Institute (2014), 9; OHCHR, "Situation of Migrants in Transit," (Geneva: OHCHR, 2016).

55 Human Rights Watch, "European Union: Managing Migration Means Potential EU Complicity in Neighboring States' Abuse of Migrants and Refugees," (Human Rights Watch, 2006); Red Cross EU Office, "Shifting Borders: Externalising Migrant Vulnerabilities and Rights?," (Brussels: Red Cross EU Office, 2013); Podkul and Kysel, "Interdiction, Border Externalization, and the Protection of the Human Rights of Migrants," (Human Rights Institute (Georgetown Law), Women's Refugee Commission, 2015).

56 Aderanti Adepoju, Femke Van Noorloos, and Annelies Zoomers, "Europe's Migration Agreements with Migrant-Sending Countries in the Global South: A Critical Review," *International Migration* 48(2010); Frelick, Kysel, and Podkul, "The Impact of Externalization of Migration Controls on the Rights of Asylum Seekers and Other Migrants."; Katarzyna Lemanska, Gian Marco Grindatto, and Fanny Voitzwinkler, "Misplaced Trust: Diverting EU Aid to Stop Migration - the EU Emergency Trust Fund for Africa," (Global Health Advocates France (GHA), 2017).

La répression et la maltraitance des migrants favorisées ?

Hypothèse: la coopération frontalière peut réduire la capacité d'influer sur les pays bénéficiaires aux bilans médiocres en matière des droits de l'homme et augmenter leur pouvoir de négociation, tandis que les bailleurs de fonds ferment potentiellement les yeux sur les abus perpétrés par ces derniers. Un contrôle accru peut aussi mener à renforcer les capacités répressives de certains Etats, et ouvrir la voie aux abus tels que la maltraitance physique ou l'extorsion.

De nombreux chercheurs ont exprimé leur inquiétude face à une coopération aux frontières peu scrupuleuse avec des Etats qui ont un mauvais bilan en matière de droits de l'homme, en particulier lorsque l'on considère le devoir des Etats de ne pas aider ou soutenir d'autres Etats qui ne respectent pas leurs obligations internationales envers les droits de l'homme.⁵⁷ La préoccupation générale est que la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités peut être moins efficace lorsque ceux-ci sont menés dans un contexte où les institutions sont faibles. Certains chercheurs soutiennent qu'il y a également un risque plus important que les droits de l'homme des migrants soient négligés lorsque ces Etats sont utilisés comme des garde-barrière, surtout lorsque la coopération renforce la capacité de répression des Etats aux bilans médiocres en matière de droits de l'homme.⁵⁸ Dans le pire des cas, soutenir les capacités des pays qui contribuent aux causes profondes de la migration et des déplacements peut limiter les possibilités de solliciter une protection, et alimenter ainsi le cercle vicieux.⁵⁹ D'autres auteurs mettent en garde sur le fait que le programme de contrôle des donateurs peut mener à des situations où les Etats bénéficiaires « imitent » les mesures répressives telles que la détention et les expulsions illégales « à des fins de bonnes relations. »⁶⁰ De plus, il y a une inquiétude sur le fait que de telles coopérations peu scrupuleuses augmentent le pouvoir de négociation des bénéficiaires dans d'autres domaines⁶¹ et affaiblit la capacité des donateurs à défendre les droits de l'homme. Enfin, ce genre de coopération pourrait également mettre de côté les organisations de la société civile qui œuvrent pour améliorer les droits de l'homme et la responsabilité des pays bénéficiaires.⁶²

57 Vedsted-Hansen, "Europe's Response to the Arrival of Asylum Seekers: Refugee Protection and Immigration Control."

58 Carling and Hernández-Carretero, "Protecting Europe and Protecting Migrants? Strategies for Managing Unauthorised Migration from Africa."; FIDH, "60th Session Achpr: Externalization of European Borders in Africa: From Cooperation to Blackmail."; Amnesty International, "The Human Cost of Fortress Europe: Human Rights Violations against Migrants and Refugees at Europe's Borders."; Thomas Demmelhuber, "The European Union and Illegal Migration in the Southern Mediterranean: The Trap of Competing Policy Concepts," *The International Journal of Human Rights* 15, no. 6 (2011); T. Abderrahim and A Knoll, "The EU's Migration Cooperation with North Africa: Will the Carrot and Stick Approach Work?," (European Centre for Development Policy Management, 2017); Frelick, Kysel, and Podkul, "The Impact of Externalization of Migration Controls on the Rights of Asylum Seekers and Other Migrants."

59 Vedsted-Hansen, "Europe's Response to the Arrival of Asylum Seekers: Refugee Protection and Immigration Control."

60 Human Rights Watch, "European Union: Managing Migration Means Potential EU Complicity in Neighboring States' Abuse of Migrants and Refugees," 11.

61 Declan Walsh and Jason Horowitz, "Italy, Going It Alone, Stalls the Flow of Migrants. But at What Cost?," *NYTimes online*, 17 September 2017 2017.

62 Theodore Baird, "Viewpoint: Migration, EU Cooperation and Authoritarianism," (Statewatch, 2016).

Les migrants poussés sur les routes périlleuses ?

Hypothèse : plus de contrôle aux frontières peut entraîner les migrants à emprunter des routes plus dangereuses et se retrouver dans les mains des passeurs et des trafiquants qui prennent plus de risques pour profiter de la traversée des frontières qui coûte de plus en plus cher.

Il n'est pas certain que le renforcement des capacités de gestion des frontières puisse stopper les traversées non autorisées des frontières lorsque les déplacements sont provoqués par des forces structurelles qui échappent à l'influence des autorités comme la demande de main d'œuvre,⁶³ ou lorsque la migration est nourrie par les effets de « l'industrie de la migration », les réseaux sociaux, et ses défenseurs.⁶⁴

En outre, l'intérêt politique et économique actuel visant à maintenir un certain statu quo aux frontières rend le renforcement des capacités pour la gestion des frontières plus

difficile. Des agents de l'Etat collaborent souvent avec les passeurs ou les réseaux de patronage locaux pour protéger les profits générés par « l'industrie » du trafic de personnes.⁶⁵ Cependant il y a un consensus sur le fait que la baisse des chiffres de la migration est souvent localisée, avec les migrants qui changent leurs points de départ, leurs routes de transit et de traversée des frontières.⁶⁶ Des mesures plus efficaces de contrôle direct peuvent créer un cercle vicieux, tel que la création de nouvelles stratégies de trafic plutôt qu'une réelle diminution de la migration.

La baisse des chiffres de la migration est souvent localisée, avec les migrants qui changent leurs points de départ, leurs routes de transit et de traversée des frontières. Des mesures plus efficaces de contrôle direct peuvent créer un cercle vicieux, tel que la création de nouvelles stratégies de trafic plutôt qu'une réelle diminution de la migration.

Les nouvelles stratégies de trafic appellent à leur tour de nouvelles mesures de contrôle. Ce cercle vicieux peut prendre la forme d'une délocalisation géographique, de changements organisationnels, ou d'innovations technologiques de la part des passeurs.⁶⁷ Le changement des routes est souvent associé à un danger accru.⁶⁸

63 Jagdish Bhagwati, "Borders Beyond Control," *Foreign Affairs*, no. January/February (2003); Stephen Castles, "Why Migration Policies Fail," *Ethnic and Racial Studies* 27(2004); Wayne A. Cornelius et al., *Controlling Immigration: A Global Perspective* (Stanford, CA: Stanford University Press, 2004); Frank Düvell, ed. *Illegal Immigration in Europe: Beyond Control* (Palgrave Macmillan UK, 2006).

64 Hein De Haas, "The Internal Dynamics of Migration Processes: A Theoretical Inquiry," *Journal of Ethnic & Migration Studies* 36(2010); Douglas S. Massey, "Social Structure, Household Strategies, and the Cumulative Causation of Migration," *Population Index* 56(1990).

65 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move."

66 García Andrade and Martín, "EU Cooperation with Third Countries in the Field of Migration."; Mathias Czaika et Hein De Haas, "The Effectiveness of Immigration Policies," *Population and Development Review* 39, no. 3 (2013).

67 Carling and Hernández-Carretero, "Protecting Europe and Protecting Migrants? Strategies for Managing Unauthorised Migration from Africa."; Jørgen Carling, "Migration Control and Migrant Fatalities at the Spanish-African Borders," *International Migration Review* 41, no. 2 (2007); Wayne A. Cornelius and Idean Salehyan, "Does Border Enforcement Deter Unauthorized Immigration? The Case of Mexican Migration to the United States of America," *Regulation & Governance* 1, no. 2 (2007); Thomas Spijkerboer, "The Human Costs of Border Control," *European Journal of Migration and Law* 9(2009).

68 David K. Androff and Kyoko Y. Tavassoli, "Deaths in the Desert: The Human Rights Crisis on the U.S.-Mexico Border," *Social Work* 57, no. 2 (2012): 171.

Les organisations de la société civile et les organisations internationales ont donc souligné le lien entre la coopération en matière de gestion des frontières, le changement des routes, et une plus grande vulnérabilité des migrants.⁶⁹

Les lacunes dans la littérature et la valeur ajoutée de cette étude

Le renforcement des capacités financé par les bailleurs de fonds a été utilisé comme un outil visant de multiples objectifs politiques, y compris celui de soutenir une gestion des frontières « soucieuse de la protection » et de répondre aux vulnérabilités des personnes en déplacement. Toutefois, la littérature liste une variété de risques associés à l'augmentation des capacités de contrôle des frontières, que nous avons résumés en quatre hypothèses : (1) les risques pour la stabilité et les moyens de subsistance, (2) les limites sur la protection et le droit de demander l'asile, (3) la promotion de la répression et la maltraitance des migrants, et (4) le risque d'entraîner les migrants à utiliser des routes dangereuses. Jusqu'à présent il existe peu de preuves sur la contribution spécifique des activités de renforcement des capacités sur ces risques. Cette étude cherche à confirmer les hypothèses sur les risques et bénéfices potentiels pour la protection en relation avec l'augmentation des capacités de gestion des frontières dans les cas du Niger et du Mali.

69 Par exemple le Conseil des droits de l'homme, "Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants, François Crépeau," (Human Rights Council, United Nations General Assembly, 2015); UNODC, "Smuggling of Migrants into, through and from North Africa: A Thematic Review and Annotated Bibliography of Recent Publications," (Vienna: UNODC, 2010), 24; UNHCR, "Refugee Protection and International Migration," (Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR, 2014); *ibid*; Oxfam International, "Closed Borders: The Impact of the Borders Closures on People on the Move in Serbia and Macedonia."; Amnesty International, "The Human Cost of Fortress Europe: Human Rights Violations against Migrants and Refugees at Europe's Borders."; ProAsyl, "Wenn Menschenrechte Nicht Mehr Zählen - Europas Kooperationen Mit Despoten,"(2016), www.proasyl.de/hintergrund/wenn-menschenrechte-nicht-mehr-zaehlen-europas-kooperationen-mit-despoten/.

Le cas du Niger et du Mali

Les flux de migration mixte et les vulnérabilités

Les routes migratoires au sein de l'Afrique de l'Ouest sont dynamiques et diverses. D'importants couloirs relient des plaques tournantes économiques des régions côtières avec l'arrière-pays et le Sahel.⁷⁰ Le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les principaux pays de destination, liés au développement de l'industrie du pétrole, minière et agricole de ces pays.⁷¹ Les pays de la bande du Sahel, comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso, sont dans une large mesure des pays d'origine et de transit pour les migrants qui voyagent au sein de l'Afrique de l'Ouest et vers l'Afrique du Nord. Les mouvements migratoires ont aussi connu des évolutions dans le temps en matière de réponse aux crises économiques et conflits récurrents, particulièrement en Côte d'Ivoire et en Libye.⁷² Le poids de la migration intra-régionale est considérable en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, où l'on estime que 75 pour cent des personnes en déplacement restent dans la région.⁷³

Il existe une riche histoire de la migration et du commerce entre les pays de chaque côté du désert du Sahara, avec des migrants offrant leur force de travail aux économies en plein essor des pays d'Afrique du Nord. Cette migration de travail tente souvent de contrer les chocs qui menacent les moyens de subsistance dans les régions du désert, ou apparaissent en réponse à l'insécurité ou aux conflits.⁷⁴ Les routes de transit à travers le Niger, par exemple, sont les plus importantes pour les migrants saisonniers et circulaires qui voyagent vers l'Afrique du Nord et vers les pays voisins de la zone CEDEAO, souvent pour pallier aux pénuries de nourriture et aux sécheresses récurrentes.⁷⁵ En direction du Maghreb, les migrants saisonniers sont souvent

70 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move." Voir aussi Nelly Robin, "Migrations, Observatoire Et Droit. Complexité Du Système Migratoire Ouest- Africain. Migrants Et Normes Juridiques," (Poitiers Cedex - France: Université de Poitiers, 2014).

71 Sahel and West Africa Club/OECD, "The Socio-Economic and Regional Context of West African Migrations," in *Working Document 1* (Issy-Les-Moulineaux: Sahel and West Africa Club/Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2006); Mandiougou Ndiaye and Nelly Robin, "Les Migrations Internationales En Afrique De Louest: Une Dynamique De Régionalisation Articulée À La Mondialisation," (University of Oxford: International Migration Institute, 2010).

72 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move."

73 UNICEF, "Mixed Migration in West and Central Africa: Key Trends Affecting Children, Challenges and Opportunities for Advocacy and Programming."

74 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya." Voir aussi: Julien Brachet, "Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to the through the Central Sahara," in *Saharan Frontiers: Space and Mobility in Northwest Africa*, ed. J Scheele and J McDougall (Bloomington: Indiana University Press, 2012).

75 Altai Consulting, "Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean," (Abuja: Altai Consulting, IOM Nigeria, 2015).

originaires des régions nigériennes de Zinder et Agadez.⁷⁶ Le Niger et le Mali ont établi des accords bilatéraux avec de nombreux pays⁷⁷ en y incluant des dispositions pour les formalités d'entrée et de résidence.

Actuellement, il existe deux routes principales de migration mixte reliant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord, qui connectent les pays côtiers aux frontières de l'Algérie et de la Libye via le désert du Sahara. D'un côté la route centrale traverse Niamey ou Zinder vers la ville du désert Agadez avant de continuer à travers le désert vers les frontières de la Libye ou de l'Algérie.⁷⁸ De l'autre la route occidentale qui traverse le Mali et mène vers Gao ou Tombouctou en passant par Bamako et Mopti, avant de se poursuivre à travers le désert jusqu'à la frontière algérienne.⁷⁹

Les données limitées qui existent suggèrent que la route par Agadez vers la frontière libyenne comptabilise de manière constante le plus grand nombre de personnes en déplacement vers le Nord, avec un nombre de migrants sortants qui dépasse largement le nombre de migrants entrants⁸⁰ - bien que le nombre de personnes recensées sur les routes suivies ait récemment chuté, comme il sera exposé ci-après. En comparaison, le nombre de migrants entrants et sortants vers l'Algérie est assez constant, soulignant la nature circulaire de ce flux.⁸¹ Tandis que le conflit au Mali n'a pas arrêté la migration de transit et que les données sur le nombre de personnes voyageant à travers le Mali restent limitées,⁸² il est possible que l'intensification du conflit au Mali ait déplacé les personnes vers les routes du Niger. Des preuves récoltées par l'initiative Mixed Migration Monitoring Mechanism (4Mi) suggèrent que ceux qui voyagent à travers le Mali ont davantage l'intention de voyager vers l'Afrique du Nord que vers l'Europe; néanmoins ceci n'est pas représentatif de toutes les personnes en déplacement, puisque certaines personnes pourraient dissimuler leur intention ou changer d'avis en cours de route.

Certaines tribus, clans et groupes ethniques transfrontaliers ont une longue histoire de liens sociaux, de mobilité et de commerce à travers les frontières dans la région du Sahara.⁸³ Dans la région du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali

76 Tamer Afifi, "Economic or Environmental Migration? The Push Factors in Niger," *International Migration* 49, no. S1 (2011); Hein de Haas, "Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union: An Overview of Recent Trends" (International Organization for Migration Geneva, 2008); Altai Consulting, "Mixed Migration: Libya at the Crossroads," (Altai Consulting, UNHCR, 2013).

77 Pour le Niger, ce sont: l'Algérie, le Burkina Faso, la France, le Ghana, la Libye, le Mali, le Maroc et la Tunisie. Pour le Mali: le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Niger, le Cameroun, et la France. Voir ICMFD, "A Survey on Migration Policies in West Africa," (ICMPD, IOM, Swiss Agency for Development and Cooperation SDC, 2015).

78 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move," 8; Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

79 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move.," Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya," 16.

80 IOM, "Niger Flow Monitoring Points: Statistical Report for January," in *Displacement Tracking Matrix* (IOM, 2016).

81 *ibid.*

82 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

83 Brachet, "Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to the through the Central Sahara.," Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

et le Niger, il existe aussi de graves conflits intercommunautaires. De plus, le Niger et le Mali ont tous deux des frontières étendues, parfois dans des régions isolées, et les deux pays manquent de capacités pour les contrôler efficacement dans leur intégralité.⁸⁴ Le conflit récent au Nord du Mali, qui a commencé avec une rébellion séparatiste et un coup d'état militaire en 2012, a provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes à travers la région.⁸⁵ Des groupes armés ou des acteurs locaux ont établi de facto le contrôle sur des territoires ou des routes spécifiques, en particulier au nord du Mali.⁸⁶ Ce conflit a aussi entraîné l'incursion d'acteurs armés dans les Etats voisins.⁸⁷ Par conséquent, les pays comme le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal ont tenté de sécuriser de plus en plus leurs frontières avec le Mali.⁸⁸ Par exemple en mars 2017, le Niger a déclaré l'état d'urgence pendant trois mois le long de sa frontière occidentale avec le Mali après une vague d'attaques, ce qui a entraîné la réduction de la circulation des véhicules dans la zone après la tombée de la nuit.⁸⁹ Approuvée récemment, la force du G5 Sahel illustre l'approche régionale de lutte contre l'insécurité, avec une présence militaire accrue dans les régions frontalières.⁹⁰

Au sein de l'Afrique de l'Ouest, conformément à la politique de libre-circulation de la CEDEAO, les migrants peuvent circuler librement entre les pays de la CEDEAO sans visa pour une période de 90 jours,⁹¹ à condition qu'ils soient en possession de documents de voyage en cours de validité.⁹² Bien que la mise en œuvre des protocoles de libre circulation demeure inégale,⁹³ les autorités nationales au Niger et au Mali ont traditionnellement eu une approche tolérante vis-à-vis de la migration irrégulière.⁹⁴ Il sera exposé ci-dessous que le contexte est en train de changer en raison de la coopération avec les bailleurs qui veulent limiter la migration. Les migrants qui paient des pots-de-vin aux officiers au cours de leur voyage, y compris pour traverser les frontières, est une pratique relativement répandue, indépendamment des documents qu'ils possèdent.⁹⁵

84 Voir par exemple Brachet, "Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to the through the Central Sahara."; Mariama Awumbila et al., "Across Artificial Borders: An Assessment of Labour Migration in the Ecowas Region," (Brussels: IOM, ACP Observatory on Migration, 2014).

85 Pour les derniers chiffres, voir: <https://data2.unhcr.org/en/situations/malisituation>.

86 Voir par exemple ACAPS, "Mali Crisis Analysis," ACAPS, www.acaps.org/country/mali/crisis-analysis.

87 UN Security Council, "Report of the Secretary-General on the Situation in Mali' from the 28 September 2017," (2017).

88 Awumbila et al., "Across Artificial Borders: An Assessment of Labour Migration in the Ecowas Region."

89 Voir OCHA, "Niger: Aperçu Sur La Situation Humanitaire Et Sécuritaire Dans Les Régions De Tahoua Et Tillabéry (Mai 2017)," (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), 2017).

90 ISS, "Challenges and Opportunities for the G5 Sahel Force,"(2017), www.reliefweb.int/report/mali/challenges-and-opportunities-g5-sahel-force.

91 Economic Community of West African States (ECOWAS), Revised Treaty of the Economic Community of West African States (ECOWAS), 1993, art. 59.

92 Protocole supplémentaire A/SP.1/7/85 relatif à l'exécution du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, 1985 ; Protocole supplémentaire A/SP.1/7/86 sur la deuxième phase (droit de résidence), 1986 ; Protocole supplémentaire A/SP.1/6/89 amendant et complétant les dispositions de l'article 7 protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement, 1989 ; Protocole supplémentaire A/SP.2/5/90 sur la mise en œuvre de la troisième phase (droit d'établissement), 1990.

93 Alexandre Devillard, Alessia Bacchi, and Marion Noack, "A Survey on Migration Policies in West Africa: Second Edition," (Vienna and Dakar: ICMPD, IOM, 2016).

94 *ibid.*

95 <http://www.westafrica.regionalmms.org/index.php/4mi-page>.

Les routes qui traversent le désert entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord sont empruntées par des migrants réguliers, irréguliers et circulaires qui voyagent vers l'Afrique du Nord, ainsi que par des migrants qui ont l'intention de voyager jusqu'en Europe pour travailler ou demander l'asile, des personnes victimes de la traite envoyées en Afrique du Nord ou en Europe pour y être exploitées, et des mineurs non accompagnés et séparés qui se déplacent pour diverses raisons. Les données collectées par le 4Mi montrent que le voyage en bus est le moyen le plus utilisé pour se déplacer vers le Niger ou le Mali, avec ou sans l'aide des passeurs.⁹⁶ Pour ensuite traverser ces pays, les personnes en déplacement utilisent une combinaison de moyens réguliers et irréguliers, voyageant le plus souvent par bus vers les villes de transit (Agadez au Niger, Gao au Mali), avant de poursuivre leur trajet dans des véhicules privés ou des camions, presque toujours avec l'aide de passeurs.⁹⁷

20 pour cent des migrants interrogés par le 4Mi entre juin et septembre 2017 ont indiqué qu'un passeur les avait aidés dans leur voyage depuis leur pays d'origine, alors que pour 44 pour cent, des passeurs les avaient aidés plus tard dans leur trajet. Parmi ceux qui avaient fait appel à au moins un passeur pour leur voyage, la majorité avait fait appel à plusieurs passeurs pour effectuer le trajet (56 pour cent). Cette situation facilite le mouvement des personnes mais diminue aussi leur protection lorsqu'elles traversent les frontières. Les migrants sont très dépendants de leur passeurs pour la traversée du désert, ce qui accentue le risque de kidnapping, de rançon, de travail forcé pour le compte des passeurs, ou encore d'être abandonné dans le désert.⁹⁸

Les systèmes judiciaires au Niger et au Mali étant mal financés, mal gérés et l'état de droit étant faible, les crimes restent largement impunis.⁹⁹ Bien que l'implication des officiers de l'Etat dans les incidents avec les migrants soit très difficile à évaluer faute de données, les preuves récoltées par le 4Mi suggèrent un nombre important de cas, y compris d'agressions physiques et de détentions arbitraires. Les entretiens avec des experts ont confirmé le fait que dans certains endroits des deux pays, des gardes-frontières travaillent en collaboration avec les passeurs et soutirent de l'argent aux migrants qui traversent les frontières.

96 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

97 *ibid.*

98 Bastide, "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move."; Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

99 Human Rights Watch, "Mali - Events of 2016," (2017).

La portée et la forme du renforcement des capacités de gestion des frontières

L'ampleur du financement des bailleurs de la migration

En tant que goulot d'étranglement de la route migratoire la plus importante en direction de l'Europe, le Niger est devenu un point d'intérêt central pour les bailleurs qui tentent d'endiguer la migration irrégulière, tandis que le Mali continue aussi de jouer un rôle important. Plusieurs personnes interrogées ont confirmé que les problèmes liés à la migration sont devenus une priorité absolue parmi les bailleurs depuis 2015. L'UE est la mieux placée pour illustrer ce phénomène car elle est devenue le bailleur de fonds le plus important pour les projets liés à la migration au Niger et au Mali, devant d'importants bailleurs bilatéraux tels que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. D'autres bailleurs non européens comme les Etats-Unis ou le Japon se sont aussi largement concentrés sur le renforcement des capacités pour la gestion des frontières et la sécurité.

Le financement est acheminé à travers divers outils. Au Sommet de La Valette sur la migration en novembre 2015, l'UE s'est accordée sur le Plan d'Action de la Valette et a créé le « Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique ». Le fonds fiduciaire fournit un financement pour une variété de mesures dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire, et de la sécurité, reliant tous ces secteurs avec la gestion migratoire. Depuis sa création, la « fenêtre Sahel et bassin du lac Tchad » du fonds fiduciaire (qui comprend le Niger et le Mali ainsi que le Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mauritanie, Nigéria, Sénégal et la Gambie) a financé des projets pour un total de 918,5 millions d'euros.

Au Mali, neuf projets d'un volume de 151,5 millions d'euros ont été approuvés, aux côtés de neuf projets à hauteur de 139,9 millions d'euros approuvés pour le Niger. Ceci fait du Mali et du Niger les deuxième et troisième pays bénéficiaires les plus importants après le Sénégal. Ce financement individuel des pays vient compléter les 114,9 millions d'euros versés par le fonds fiduciaire pour les programmes régionaux. Après le lancement du fonds fiduciaire, le cadre de partenariat pour les migrations sous l'agenda européen en matière de migration a été initié en juin 2016, et il a fait du Niger et du Mali des pays prioritaires (aux côtés de quelques autres pays d'Afrique de l'Ouest). Le cadre met l'accent sur la réduction de la migration irrégulière et la résolution des causes profondes de la migration.

PAYS	NIGER	MALI	PROGRAMMES REGIONAUX
Nombre de projets	9	9	7
Budget en millions d'€	139.9	151.5	114.9

PAYS	BURKINA FASO	CAMEROUN	TCHAD	MAURITANIE	NIGERIA	SENEGAL	LA GAMBIE
Budget en millions d'€	80.5	40.3	88.3	38.2	58.5	161.8	14.9

Tableau 1: Budget du fonds fiduciaire pour la fenêtre Sahel et bassin du lac Tchad en millions d'euros, de 2015 à 2020. Source: Commission européenne¹⁰⁰

La gestion des frontières et de la migration est aussi soutenue à travers d'autres financements en dehors du fonds fiduciaire. Dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE (PSDC), les forces de sécurité nigériennes et maliennes et les institutions reçoivent de l'aide des programmes EUCAP Sahel Niger et Mali pour lutter contre le terrorisme et les crimes organisés. L'objectif est aussi de soutenir les « capacités des forces de sécurité pour mieux contrôler les flux migratoires et combattre la migration irrégulière ». ¹⁰¹ Un budget considérable a été investi dans les deux pays pour le développement et l'aide humanitaire, dont une part non précisée est utilisée pour la gestion des frontières. ¹⁰² De plus, à la fin de l'année 2016, la Commission européenne a annoncé une augmentation de 609,9 millions d'euros pour soutenir financièrement le Niger, principalement pour les efforts gouvernementaux en matière de « réforme et renforcement de l'Etat ». ¹⁰³ En 2017, l'Italie a ajouté 50 millions d'euros supplémentaires à son budget pour traiter de la migration. ¹⁰⁴

Les efforts de l'UE pour stopper la migration mixte vers le Nord à travers le Niger, et dans une moindre mesure le Mali, semblent s'intensifier. En mai 2017, les ministres de l'intérieur de l'Allemagne et de l'Italie ont demandé à la Commission européenne d'amplifier le renforcement de la frontière entre le Niger et la Libye et de « mettre en place une mission européenne à la frontière ... qui pourrait comprendre des patrouilles mobiles ... ainsi que l'examen des demandes d'asile ». ¹⁰⁵ En Juin, le gouvernement nigérien, l'UE, et divers partenaires opérationnels se sont mis d'accord sur une série

100 European Commission, "Factsheet EU Emergency Trust Fund for Africa," European Commission, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/factsheet-eu-emergency-trust-fund-africa-2017-update-0606_en.pdf.

101 European External Action Service, "The European Union and the Sahel, Fact Sheet "; Council of the European Union, "Council Conclusions on the Sahel Regional Action Plan 2015-2020," (Brussels: European Union, 2015).

102 European Commission, "Factsheet on EU Development Cooperation with Niger," (Brussels: European Commission, 2015).

103 European Commission, "European Union Steps up Its Support for Niger to the Tune of Eur 609.9 Million. Press Release," (Brussels: European Commission, 2016).

104 Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."

105 Jamie Dettmer, "Germany, Italy Push for EU Mission on Libya-Niger Border to Deter Migrants," VoA, May 15, 2017.

d'étapes pour soutenir leurs bases et accélérer la réalisation des projets.¹⁰⁶ En juillet, la Commission a annoncé que l'UE et les Etats membres allaient redoubler leurs efforts pour empêcher les mouvements du Niger et du Mali vers la Libye, promettant 50 millions d'euros de soutien financier pour mettre en place la force conjointe du G5 Sahel afin entre autres de rétablir le contrôle des frontières dans les zones de transit.¹⁰⁷ Au Sommet de Paris à la fin août 2017, quelques-uns des principaux dirigeants européens ont rencontré les dirigeants nigériens, tchadiens et libyens pour décider d'un plan d'action à court terme pour répondre au trafic de personnes et limiter la migration.¹⁰⁸

Le renforcement des capacités comme outil de gestion des frontières

Les activités de renforcement des capacités pour la gestion des frontières jouent un rôle important en tant qu'instrument de mise en œuvre de l'agenda politique financé par l'UE et d'autres bailleurs de fonds. Dans le cadre de cette étude, ces activités sont cartographiées pour la période qui s'étend de 2007 à 2017,¹⁰⁹ enregistrant 69 projets qui mentionnent le Niger et/ou le Mali comme pays central, avec un volume combiné d'au moins 1,2 milliards d'euros.¹¹⁰

Pour la majeure partie, ces projets ont été mis en œuvre pas l'OIM (26 projets), l'Espagne et l'agence allemande de coopération internationale GIZ (3 projets chacun), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le crime (ONUDC) (2 projets), Interpol, l'UE, le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), et le Département d'Etat des Etats-Unis (2 projets chacun). Tous ces projets peuvent être divisés en trois catégories : les projets visant à améliorer la gestion et le contrôle des frontières axés sur la sécurité (tels que des projets de lutte contre le crime organisé) ; les projets qui traitent des besoins de protection des personnes en déplacement ; et les projets qui combinent ces deux composantes.

Sur les 52 mesures de renforcement des capacités enregistrées incluant le Niger comme bénéficiaire (dont 18 étaient dédiées exclusivement au Niger), 34 projets mettaient clairement l'accent sur un renforcement des capacités pour une gestion et un contrôle des frontières axés sur la sécurité. Sur les projets restants, neuf peuvent être considérés comme visant à renforcer les capacités de réponse aux besoins de protection des personnes en déplacement, alors que huit projets incluent ces deux aspects de protection et de sécurité.¹¹¹ Parmi les 48 projets mis en œuvre au Mali (dont huit

106 European Commission, "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration," (Strasbourg: European Union, 2017), 4.

107 European Commission, "Central Mediterranean Route: Commission Proposes Action Plan to Support Italy, Reduce Pressure and Increase Solidarity, Press Release," 2017.

108 Patrick Wintour and Kim Willsher, "African and European Leaders Agree Action Plan on Migration Crisis" *The Guardian*, August 28, 2017.

109 Nous supposons une partialité temporelle dans les données accessibles au public et dans les données archivées reçues des agences. Cette partialité engendre probablement une attention disproportionnée sur les projets récents aux dépens des projets plus anciens.

110 Les données ne permettent pas de distinguer le volume financier détaillé pour chaque pays, étant donné que la plupart des projets se concentrent sur plusieurs Etats. Pour 28 projets, les données n'étaient pas accessibles. Calculé sur la base de toute information concrète, au taux de change du 13 septembre 2017.

111 Le dernier ne pouvait être classifié à cause du manque d'information.

étaient exclusivement mis en œuvre au Mali), 35 mettaient l'accent sur des activités de contrôle et sécurisation en matière de gestion des frontières, six étaient plus orientés vers la protection, et cinq projets comprenaient ces deux composantes. Deux projets ne pouvaient être classifiés par manque de données. Des exemples d'objectifs visés par ces projets sont l'amélioration de la récolte systématique des informations et des données pour lutter contre le trafic de personnes, la coopération transfrontalière pour la gestion des frontières, et l'utilisation des méthodes ou outils pour détecter le trafic de migrants ou les documents falsifiés.

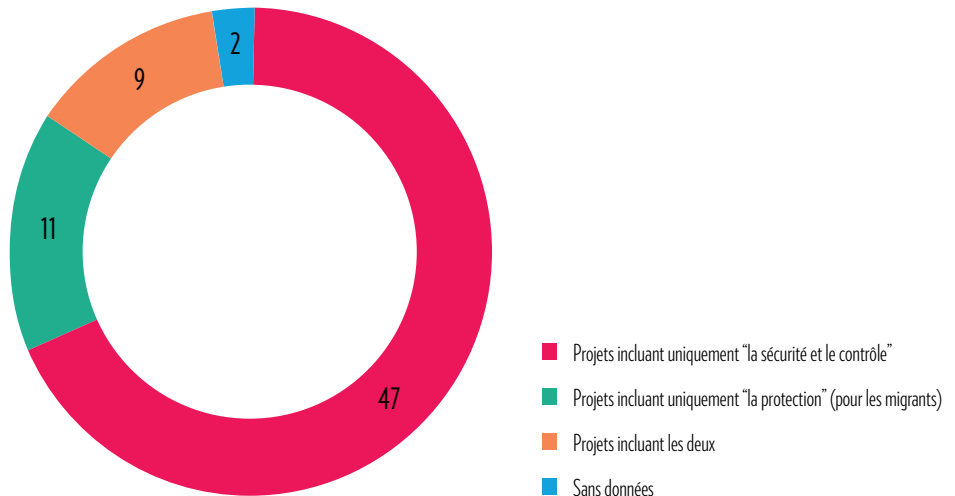


Figure 3: Axes des projets de renforcement des capacités enregistrés au Niger et/ou au Mali (voir aussi annexe 2)

En termes d'activités dans les projets de renforcement des capacités, la formation constitue l'activité la plus fréquente, aux côtés du soutien politique et stratégique (47 projets chacun), suivi du soutien financier et matériel (26 projets). Le soutien financier et matériel a subventionné les dispositifs de sécurité et administratifs. Le soutien à la stratégie technique a le plus souvent pris la forme de promotion de la coopération des acteurs pour la gestion des frontières (essentiellement la coopération entre les différents acteurs de la sécurité et les agences gouvernementales et, dans une moindre mesure, la coopération entre la société civile et les agents gouvernementaux). Cela comprend également l'ébauche de documents politiques ou la conduite du processus politique et administratif formel pour mettre en œuvre les stratégies et structures politiques.

Enfin, les formations ont surtout mis l'accent sur les questions administratives, la collecte de données et la lutte contre le crime organisé, suivis par les questions liées à la protection (ce dernier élément est exposé plus en détail ci-après). Elles ont souvent pour objectif d'optimiser la coopération en offrant des formations collectives pour des membres d'agences de différents pays ou en introduisant des plateformes de partage de données ou des outils d'analyse de données. Les formations qui mettent l'accent

sur la sécurité visent généralement la lutte contre le crime transnational organisé en améliorant les compétences en matière de contrôle des passeports, l'analyse de risques et les techniques d'investigation, ainsi qu'en équipant les institutions telles que les bureaux d'enquêtes judiciaires.

« L'attention à la protection »: avantages et limites des formations

Comme discuté ci-dessous, de nombreuses agences mettent en œuvre des activités de renforcement des capacités pour favoriser une vigilance accrue aux enjeux de protection dans la gestion des frontières et le respect des normes relatives aux droits de l'homme. Puisque les formations constituent l'outil le plus fréquemment utilisé par ces agences, nous concentrerons notre analyse sur celles-ci. Les projets de formations axées sur la protection au Mali et/ou au Niger étaient principalement mis en œuvre par l'OIM (trois projets), l'ONUSUD (deux), ou le HCDH (deux). Ces projets incluent parallèlement d'autres volets tels que le soutien politique et stratégique, et la coopération avec d'autres acteurs pour la gestion des frontières.

Box 2: Exemples illustratifs de projets de renforcement des capacités au Niger et au Mali qui tentent de répondre aux besoins de protection des personnes en déplacement

- Dans le projet "Border Management & Border Communities in the Sahel" mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les formations pour le personnel chargé de l'application de la loi en vue de promouvoir les droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit d'asile, et les questions relatives au genre occupent une place importante. Le projet a été mis en œuvre entre 2015 et 2016, et financé par le Japon pour 3,2 millions d'euros.
- Le projet "FMM West Africa (Support for Free Movement of Persons and migration in West Africa)" est mis en œuvre par l'OIM, ICMPD, et le BIT, et financé à hauteur de 24,45 millions d'euros par l'UE et la CEDEAO pour une période de mise en œuvre s'étalant de 2013 à 2018. Il cherche à accroître la libre circulation et la migration dans la région de la CEDEAO et la Mauritanie et le dialogue inter-régional afin d'améliorer le droit des migrants et des populations transfrontalières. Plus particulièrement, le projet cherche à renforcer les capacités des institutions nationales dans la région afin de renforcer la gestion des frontières et des capacités de la Commission de la CEDEAO pour améliorer et augmenter le dialogue inter-régional. D'autres objectifs incluent l'amélioration de la sécurité des migrants et des populations transfrontalières et leur accès à l'information en engageant les acteurs non étatiques et les autorités locales, et le renforcement de leurs droits à travers la prévention, le plaidoyer et les activités d'assistance. Les migrants et les populations transfrontalières sont clairement identifiés comme bénéficiaires. Le projet comprend un atelier de formation régionale pour améliorer la compréhension des politiques migratoires.

- Une autre proposition de projet porte sur “le renforcement des capacités des Etats d’Afrique de l’Ouest pour mettre en place une réponse au trafic de migrants basée sur les droits de l’homme et pour répondre efficacement aux violations des droits de l’homme liées à la migration irrégulière.” Le projet est développé conjointement par l’ONUDC et le HCDH avec une proposition de durée de mise en œuvre de deux ans dans plusieurs pays de l’Afrique de l’Ouest. Le projet a pour objectif d’accroître les capacités nationales pour détecter, enquêter, et juger le trafic de migrants et les crimes associés, tout en assurant une protection efficace du droit des migrants (en renforçant les structures et politiques ainsi que leurs capacités). De plus, le projet cherche à renforcer la coopération régionale et internationale et l’échange d’informations opérationnelles sur le trafic de migrants et le droit des migrants. Un troisième objectif consiste à améliorer la protection et la promotion des droits de l’homme pour les migrants pendant leur trajet (en augmentant les normes nationales, les capacités de protection et l’accès à la justice). Le projet comporte plusieurs formations pour les institutions nationales des droits de l’homme, responsables de l’application de la loi, acteurs de la justice pénale, et autres acteurs au Niger et au Mali. Les sujets traités sont entre autres l’investigation et les sanctions des cas en lien avec le trafic de migrants ainsi que l’identification et le référencement des personnes dans un contexte de migration mixte.

Bien que la littérature émette l’hypothèse que de telles interventions pourraient avoir des effets positifs sur la protection, il existe peu de données tangibles pour le moment au Niger et au Mali. Les évaluations ne sont pas systématiquement conduites et celles qui existent ne sont pas accessibles au public. En même temps, il existe des études sur l’efficacité de ce type de formation dans la région, et l’on peut en tirer des conséquences par analogie d’après d’autres domaines d’application. Des entretiens avec des acteurs clés sur le terrain ont aidé à trianguler ces observations.

Durant les entretiens avec les ONG, les bailleurs et le personnel des agences des Nations Unies travaillant sur la question de la migration mixte en Afrique de l’Ouest, la plupart ont rejeté l’idée de donner « des formations pour faire des formations » et personne ne considérait la formation comme une fin en soi. Malgré tout, tel que l’a énoncé un employé des nations unies « tout le monde donne des formations ici, tout le temps ». Comme certaines personnes interrogées ont pu l’affirmer, une des explications est qu’il existe une demande de formation de la part des partenaires gouvernementaux et des services sociaux car elles sont faciles à organiser et assimiler.

D’autres ont affirmé que les formations permettent de créer une plateforme de communication entre les partenaires et sont un moyen de faire plaisir aux collaborateurs et d’entretenir le dialogue. Il a également été observé que les bailleurs apprécient les formations car elles offrent des résultats relativement rapides au niveau du suivi. Ceci a été décrit comme pertinent dans le contexte de pression provenant des instruments de financement axés sur les rendements rapides tel que le fonds fiduciaire de l’UE. Une autre personne interrogée travaillant pour une agence de mise en œuvre a affirmé que les formations sont « sincèrement le moyen le plus efficace de dépenser l’argent. » Il a été rapporté que certains gouvernements bénéficiaires profitent du manque de coordination entre les bailleurs et les agences de mise en œuvre pour

participer à plusieurs formations. De nombreuses critiques ont souligné le fait que les formations étaient parfois demandées seulement pour profiter des *per diem* et des frais de transports attrayants pour les participants. Les formations offrent également l'occasion aux participants de quitter temporairement leurs environnements de travail souvent frustrants.

Les entretiens avec les acteurs de la protection sur le terrain ont confirmé que les formations, dans leur forme actuelle comportaient de nombreuses faiblesses et étaient entravées par les circonstances dans lesquelles elles étaient assurées. Les incitations financières, contraintes de ressources et de temps, ainsi que le favoritisme interfèrent souvent avec une sélection efficace des participants. Bien que certaines personnes interrogées aient affirmé pouvoir influencer sur la liste des participants, d'autres disent ne recevoir la liste qu'au dernier moment. Beaucoup de personnes ont trouvé qu'il était difficile d'effectuer une sélection stricte et se sont plaintes que les participants n'étaient envoyés que pour récolter leurs *per diem*. Plusieurs représentants d'agences ont aussi affirmé qu'ils passaient un temps considérable à « former les mêmes personnes sur les mêmes sujets ». Ils ont rapporté que les formations étaient parfois trop générales, et souvent en décalage avec les besoins du terrain en constante évolution. Les analyses des besoins sont rarement réalisées de manière adéquate avant les formations. De plus, l'expérience passée a démontré que les formateurs sont souvent perçus comme des étrangers avec peu d'expérience pratique ou peu de connaissance du terrain, nuisant à leur crédibilité et leur autorité, affaiblissant la formation dans son ensemble.

D'autre part, l'instabilité de l'emploi parmi le personnel des institutions en Afrique de l'Ouest étant élevée, beaucoup d'apprenants restent moins d'un an à leur poste. Les gardes-frontières au Mali sont parfois affectés à leur poste pour seulement quelques semaines. Un officier de police détaché auprès d'une organisation internationale et menant régulièrement des formations a affirmé que pour que les formations soient efficaces, « nous devrions former tout le monde ». Au Mali par exemple, les formations

Les formations, dans leur forme actuelle, comportaient de nombreuses faiblesses et étaient entravées par les circonstances dans lesquelles elles étaient assurées. Les incitations financières, contraintes de ressources et de temps, ainsi que le favoritisme interfèrent souvent avec une sélection efficace des participants.

devraient être étendues à l'armée qui effectue souvent le travail de contrôle des frontières étant donné le contexte d'insécurité et l'absence d'une police aux frontières. Cependant, les agences de mise en œuvre travaillent généralement avec les institutions civiles et manquent souvent d'expérience pour avoir accès aux personnes adéquates au sein des forces de l'ordre, alors que les bailleurs ont souvent des restrictions concernant la coopération avec l'armée. Le renouvellement régulier des employés entrave le développement itératif d'un programme et les formations peuvent stagner ou échouer. De plus, les formations renforcent souvent les dynamiques existantes dans lesquelles les apprenants avec des compétences supérieures sont transférés vers des postes plus prestigieux, rejoignent les bancs des organisations de bailleurs ou déménagent même à l'étranger.

En matière d'impact, la plupart des experts interrogés affirment que les formations peuvent être utiles pour répondre à certaines questions de protection dans des circonstances précises. Par exemple, les acteurs ont affirmé qu'ils considéraient les formations comme un outil important dans la promotion de la protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest car elles permettent aux participants de s'associer et travailler ensemble dans leurs domaines de compétences. Les formations peuvent aussi être pertinentes dans les zones reculées où l'accès à l'information est généralement restreint, ou dans le cas où les partenaires sont véritablement motivés pour faire

avancer un certain programme. Cependant, il y a aussi un scepticisme important quant à l'efficacité des formations concernant les problèmes de protection dans le passé. Un membre du personnel d'une agence de l'ONU a résumé ainsi des années d'expérience dans la formation en protection : « soit nous ne le faisons pas correctement ou soit juste pour la forme – c'est comme pousser un mur, on ne perçoit pas vraiment l'impact. » Plusieurs personnes interrogées ont affirmé que les formations en droits de l'homme pour les forces de sécurité et police aux frontières sont « discutables » lorsque les circonstances ne permettent pas de voir se réaliser les résultats de la formation. Au niveau interne et institutionnel, les apprenants ont tendance à manquer de compétence et de pouvoir pour amorcer un changement depuis leur position et au sein d'institutions souvent sous financées et sous équipées. Si un membre de la police malienne venait à identifier une victime de la traite des personnes dans un lieu reculé, il ou elle n'aurait probablement pas les moyens nécessaires pour référer cette personne vers un endroit où un suivi serait possible.

Au Niger, il a été observé que les enfants en déplacement qui étaient identifiés comme vulnérables étaient parfois amenés aux postes de police mais ne pouvaient être que rarement transférés vers un système de soutien plus large, et étaient souvent simplement invités à quitter les lieux au bout de quelques jours. Les préférences des bailleurs et le contexte politique international sont aussi des facteurs non négligeables : les personnes interrogées, toutes agences confondues, étaient d'accord sur le fait que le programme de protection en Afrique de l'Ouest faisait actuellement face à une pression énorme compte tenu de l'agenda du fonds fiduciaire de l'UE qui est largement axé sur le contrôle. Les conséquences (non) escomptées du renforcement des capacités sur la vulnérabilité des personnes en déplacement sont explorées plus en détail ci-dessous.

Box 3: Exemples illustratifs de projets de renforcement des capacités axés sur la sécurité et le contrôle des frontières au Niger et au Mali

- Le programme “Police Programme Africa” (ou “Supporting Police Reform Processes in Africa”), qui comprend huit projets individuels nationaux, a été mis en œuvre par la GIZ et financé par le bureau fédéral des affaires étrangères allemand. Il a commencé en 2013 et sera mis en place jusqu’en 2018. Au Niger, le projet tente de renforcer la sécurité et le contrôle aux frontières, et traite du crime transnational organisé, y compris le trafic d’armes et de drogues. Il se concentre sur l’amélioration des compétences techniques et les processus de gestion interne de la police nigérienne, ainsi que le renforcement des capacités en gestion des ressources humaines et des nouveaux dispositifs de formation. Par ailleurs, le projet a aidé à construire de nouveaux postes de contrôle aux frontières avec le Nigéria et le Burkina Faso, et encourage le respect des droits de l’homme. D’après la GIZ, les résultats comprennent une présence accrue de la police ainsi qu’une meilleure gestion dans les régions reculées.¹¹²
- Le projet “Secure Borders in Northern Niger,” mis en œuvre par l’OIM et financé par le Canada pour un budget de 206 000 euros, cherche à renforcer la police avec un accent mis sur le renforcement des capacités pour détecter, dissuader et combattre les activités terroristes, ainsi qu’assurer la sécurité des migrants et des communautés transfrontalières.¹¹³
- Le projet “Coordinated Border Management in Niger, Mali, Mauritania and Burkina Faso and Immigration and Border Management in Niger” est un exemple de projet multilatéral mis en œuvre par l’OIM et financé par le Japon à hauteur de 2,5 millions d’euros d’avril 2015 à mai 2016. Le projet tente d’augmenter les capacités opérationnelles et stratégiques dans la région en augmentant l’usage de la technologie pour les investigations et les analyses de risque aux frontières, ainsi qu’à travers l’amélioration de la collecte et l’utilisation des données.
- Le projet en cours intitulé “Rapid Action Groups - Monitoring and Intervention in the Sahel (GAR-SI SAHEL)” a pour objectif de renforcer les capacités opérationnelles et les autorités nationales afin de permettre un contrôle plus efficace des frontières et des territoires dans les pays du G5 Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, et Niger. Les patrouilles conjointes et les formations sont financées avec une enveloppe de 41,6 millions d’euros apportée par l’Espagne, la France, l’Italie et le Portugal. Les gendarmeries des pays donateurs instruisent les unités de chaque pays avec pour but de mettre en place des groupes d’action rapides, opérationnels en 20 mois.

112 GIZ, “Police Programme Africa – Niger Project Description,” www.giz.de/en/worldwide/20718.html.

113 Canadian Government, “On the Relations Canada-Niger,” www.canadainternational.gc.ca/mali/bilateral_relations_bilaterales/bilateral_canada_niger.aspx?lang=eng.

Le renforcement des capacités et les conséquences (non) escomptées sur les vulnérabilités

Le voyage vers le Nord à travers le Niger et le Mali a toujours été difficile, et les conditions rigoureuses entraînent d'importants risques pour la dignité, la santé et la sécurité de nombreux migrants.¹¹⁴ Les conditions environnementales de ce trajet, telles que les températures extrêmes et les terrains accidentés sont particulièrement hostiles. De plus, l'exploitation par les passeurs est courante et les routes migratoires se déploient parallèlement à un commerce transfrontalier illégal, tandis que les dangers venant d'acteurs non étatiques sont imminents.¹¹⁵

Une fois entrés en Libye, les migrants font face à des menaces et risques décuplés.¹¹⁶ Dans d'autres régions du Niger ou du Mali comme Diffa au Niger, le Mali du Nord et du Centre, et la région du Liptako-Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, la présence d'une variété d'acteurs armés est une menace pour la sécurité.¹¹⁷ Tandis que les routes migratoires qui traversent le Niger et le Mali ont toujours été un sujet épineux, les partenaires interrogés sont unanimes sur le fait que la situation pour les migrants irréguliers est devenue plus difficile dans le contexte actuel de mesures de renforcement des capacités de contrôle des frontières. Tous les partenaires interrogés ont partagé la même analyse selon laquelle les risques auraient augmenté à cause de la coopération internationale pour une gestion plus stricte des frontières, conformément à certaines hypothèses soulignées dans la revue de la littérature sur le sujet au chapitre 2 de ce rapport. Premièrement, la stabilité a été mise en péril, entre autres en mettant un frein à d'importantes stratégies de subsistance dans « l'industrie de la migration » sans offrir d'alternatives et en nuisant à l'image des migrants, tout en mettant potentiellement à rude épreuve la migration circulaire.

Le manque de financement pour la protection demeure important, et le contrôle renforcé des frontières piège probablement les personnes qui fuient la guerre ou la persécution. Il y a aussi un manque d'attention aux questions des droits de l'homme dans la coopération aux frontières dans les deux pays, qui risque d'alimenter la corruption et la maltraitance envers les migrants. En particulier au Niger, les organisations de la

114 Altai Consulting, "Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean."

115 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."; Fransje Molenaar, "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Niger." (The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017); GMDAC, "Dangerous Journeys - International Migration Increasingly Unsafe in 2016," in *Data Briefing Series* (Berlin: Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC), 2016); UNODC, "Smuggling of Migrants into, through and from North Africa: A Thematic Review and Annotated Bibliography of Recent Publications."

116 Altai Consulting, "Mixed Migration: Libya at the Crossroads."; Human Rights Watch, "World Report 2017 - Events of 2016." (New York City: Human Rights Watch, 2017); IOM, "IOM Niger - 2016 Migrant Profiling Report," (Geneva: International Organization for Migration (IOM), 2017); Mixed Migration Hub, "Detained Youth: The Fate of Young Migrants, Asylum Seekers and Refugees in Libya Today," in *Study 1, July 2015* (The North Africa Mixed Migration Task Force (MHUB), 2015); Marie-Cecile Darne and Tahar Benattia, "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges," (Altai Consulting, IMPACT Initiatives, UNHCR, 2017).

117 RMMS, "Monthly Mixed Migration Summary July 2017," (Regional Mixed Migration Secretariat West Africa, 2017); Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

société civile risquent d'être mises de côté. De plus, alors que le contrôle aux frontières augmente, les migrants sont de plus en plus incités à emprunter des routes périlleuses.

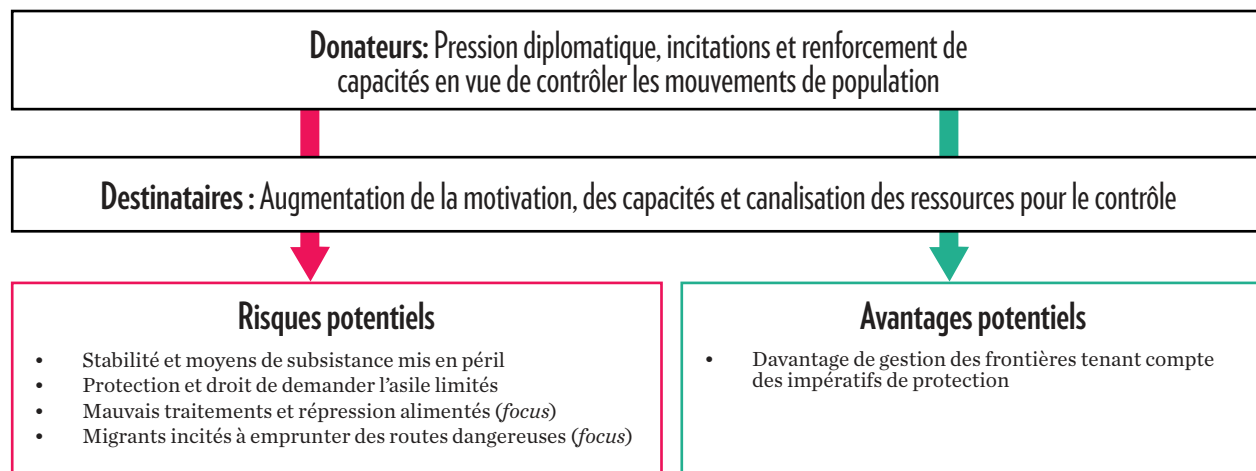


Figure 4: Schéma sur la chaîne des causalités entre le renforcement des capacités de contrôle des frontières et les risques pour les migrants dans l'étude de cas

La stabilité et les moyens de subsistance mis en péril ?

Bien que le Niger soit considéré comme l'un des Etats les plus stables de la région affectée par le conflit du Sahel, l'actuelle course au contrôle migratoire est en train de mettre en péril l'équilibre de pouvoir interne entre le Nord, dépendant de la migration, et le Sud du pays.¹¹⁸ Après la chute de Kadhafi, le Niger a réussi à désarmer et réintégrer les rebelles du Nord et les combattants revenus de Libye. De plus, Agadez a bénéficié d'un degré important d'autonomie pour maintenir la stabilité et l'intégrité.¹¹⁹ Depuis lors, l'industrie de la migration est devenue l'une des maigres sources de revenus dans le nord du pays, et l'effort de plus en plus important pour le contrôle a mis la pression sur les moyens de subsistance et alimenté le mécontentement des politiciens, citoyens et passeurs, dont certains sont d'anciens combattants. Il y a une inquiétude significative sur le fait que la tension économique provoquée par le programme de contrôle pourrait pousser les personnes à rejoindre les groupes rebelles ou extrémistes si celle-ci n'est pas traitée.¹²⁰ Le séquençage de l'offensive de lutte contre le trafic de personnes au Niger

118 Global Initiative Against Organized Transnational Crime, "Integrated Responses to Human Smuggling from the Horn of Africa to Europe."; Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."; Tinti, "In Niger, Anti-Smuggling Efforts Risk Trading One Crisis for Another."; Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."; Reitano, "Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work."; Tinti, "The E.U.'S Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger."

119 Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."

120 Peter Tinti and Tom Westcott, "The Niger-Libya Corridor - Smugglers' Perspectives," (Institute for Security Studies - ISS Paper 299, 2016).

a été critiqué par les personnes interrogées comme étant malavisé, car le commerce de la migration subit déjà une pression énorme alors que les projets pour l'emploi autour d'Agadez n'ont pas encore montré de résultats. En outre, au niveau régional, les entretiens avec des acteurs divers ont également indiqué que cette impulsion vers un contrôle accru, et la définition constamment élargie de la migration irrégulière venant même des partenaires de la CEDEAO (qui impacte aussi les migrants qui en théorie sont libres de circuler au sein de la région avec les documents adéquats) a provoqué un ressentiment envers le Niger.

Ceci est également alimenté par l'idée que le Niger « prend tout l'argent », comme l'a observé un expert. Un partenaire interrogé qui avait la connaissance des rouages internes du gouvernement malien a affirmé que certains considéraient que le Niger était en train de détériorer le régime de libre circulation de la CEDEAO au nom d'un profit unilatéral. Les effets potentiels à long terme de tels griefs sur la coopération intra-régionale sont une préoccupation non négligeable dans une région qui fait face à

de nombreux problèmes qui ne peuvent être résolus que par une approche régionale et qui a généralement bénéficié d'une plus grande intégration régionale. Plusieurs personnes du milieu universitaire et de la société civile locaux interrogées estiment que la course actuelle vers un contrôle plus strict au Niger a endommagé l'image de la migration au sein de la population locale, en particulier depuis que les migrants (même ceux qui voyagent légalement avec leurs papiers) sont de plus en plus sujets aux contrôles et soupçonnés de voyager vers le Nord.¹²¹ Un chercheur local au Niger a indiqué qu'avant que l'OIM n'établisse un poste frontière dans une zone de Diffa, personne ne percevait la frontière comme une ligne mais plutôt comme un espace ouvert que l'on pouvait aisément traverser. Au

Niger et au Mali, l'évolution de la perception des frontières et de la migration en général a un impact sur ceux qui voyagent régulièrement.

Par exemple, les migrants de la CEDEAO se cachent de plus en plus à l'intérieur du Niger bien qu'ils soient théoriquement autorisés à circuler librement au sein de la région avec les papiers adéquats.¹²² Il y a peu de données sur les changements dans la migration circulaire mais un certain nombre de personnes interrogées se sont dites préoccupées par le fait que le contrôle accru au Niger a peut-être commencé à empêcher certaines personnes d'accéder à des stratégies vitales de subsistance, conséquence qui a fait l'objet d'une mise en garde de la part des observateurs non gouvernementaux.¹²³ Des observateurs critiques à Niamey ont signalé que même les migrants circulaires se retrouvaient fichés comme des « victimes des passeurs ». Le Mali dépend partiellement de la main d'œuvre qualifiée venant des pays voisins, et des émigrés maliens résident également dans ces pays.¹²⁴ La migration temporaire est aussi utilisée comme réponse

La course actuelle vers un contrôle plus strict au Niger a endommagé l'image de la migration au sein de la population locale, en particulier depuis que les migrants (même ceux qui voyagent légalement avec leurs papiers) sont de plus en plus sujets aux contrôles et soupçonnés de voyager vers le Nord.

121 Par exemple Reitano, "Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work."

122 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

123 Par exemple Tuesday Reitano, "What Incentives Does Niger Have for Cracking Down on Migrant Smuggling? Not Many," in *Firoz Lalji*, ed. LSE Centre for Africa (London 2016).

124 Dünwald, "Bamako, Outpost of the European Border Regime?"

aux enjeux climatiques grandissants.¹²⁵ D'un autre côté, les données montrent que la migration de transit, en particulier des nigériens et des maliens à l'intérieur et vers l'Algérie, n'a pas beaucoup changé entre cette année et l'année passée,¹²⁶ peut-être grâce aux réseaux existants et les accords tacites entre les migrants et les tribus locales qui contrôlent de facto les frontières dans de nombreuses zones.¹²⁷ Cependant, le risque que les moyens de subsistances et les stratégies de résilience principales dans la région du Sahel soient freinés est réel et devrait être pris au sérieux.

Par ailleurs, quelques entretiens avec des acteurs opérationnels à Niamey ont souligné le fait qu'il y avait des risques que des personnes en déplacement se retrouvent bloquées du fait de ce contrôle accru. En plus des personnes bloquées, entre février et août 2016, 91 500 migrants retournés volontairement ou expulsés sont rentrés au Niger depuis la Libye (77 pour cent) et l'Algérie (23 pour cent). Beaucoup d'entre elles sont traumatisées par ce retour.¹²⁸ Les entretiens ont montré que les migrants bloqués et de retour sont un fardeau pour une région qui est déjà économiquement tendue et qui offre peu de moyens alternatifs de subsistance.

En effet la région d'Agadez, qui est déjà économiquement tendue, accueille à présent une population qui est passée de 100 000 à plus de 500 000 personnes au cours des dernières années.¹²⁹ Cette situation correspondant à une période où les revenus liés à l'industrie de la migration sont sous forte pression et que les autres sources de revenus sont encore à mettre en place, il y a un risque que cette pression démographique devienne problématique. A l'origine, les migrants n'étaient pas perçus comme faisant partie du marché du travail local d'Agadez et la durée souvent temporaire de leur séjour limitait leur impact sur l'économie locale.¹³⁰ La manière dont ces perceptions vont changer du fait de l'augmentation du nombre de personnes bloquées et de la durée de leur séjour demeure floue. Par ailleurs, bon nombre de migrants sont poussés vers les périphéries des villes dans des habitations isolées, rendant leur accès difficile pour les services d'aide. Les entretiens avec les acteurs majeurs de la protection ont également montré que les migrants de retour ne bénéficiaient souvent pas l'aide adéquate à Agadez, en particulier ceux qui refusaient de retourner dans leur pays d'origine.

Certains craignaient également d'accepter l'aide de l'OIM, qui est perçue comme une agence de collecte de données sur les migrants et de collaboration avec le gouvernement. Les ONG ont commencé à apporter de l'aide aux migrants qui passaient entre les mailles du système, et ont confirmé le besoin urgent de redoubler leurs efforts, par exemple dans le domaine de l'assistance psycho-sociale.

125 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."

126 RMMS, "Monthly Mixed Migration Summary July 2017."

127 Altai Consulting, "Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean," 20.

128 Samuel Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger," (Geneva: IOM, 2016).

129 Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."; Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger."

130 Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger."

La situation est un peu différente pour le Mali, car il n’y a pour l’instant pas de zone dans le pays qui soit économiquement dépendante de l’organisation de la migration et également parce que les migrants en général n’y restent pas bloqués.

L'accès à l'asile limité, la protection balayée ?

Concernant la question des personnes en déplacement au Niger, il y a un risque important que le contrôle accru des frontières piège les personnes qui fuient la guerre ou la persécution. Sans augmentation en parallèle des infrastructures de protection, ce contrôle accru pourrait les empêcher d’obtenir une protection internationale efficace ou même d’accéder aux services de base.¹³¹ Bien que les données soient limitées, l’analyse du HCR montre que 30 pour cent des personnes qui traversent le désert vers la Libye seraient en mesure d’obtenir une certaine forme de protection en Europe.¹³² Le HCR mène la détermination de statut au Niger et est en train de mettre en place les capacités de détermination de statut à Agadez pour faciliter ces demandes d’asile au Niger. Ceci pour répondre au fait que les individus interceptés dans la région d’Agadez étaient renvoyés à Niamey pour y déposer leur demande d’asile. Au Mali, l’absence de l’Etat dans de vastes régions du pays signifie qu’il y a généralement moins de contrôle des mouvements de personnes. Sur la base de ce qui est connu des agences d’aide et des chercheurs interrogés pour cette étude, on constate que les personnes déplacées semblent avoir généralement accès aux pays voisins du Mali.

Le risque que la protection soit “balayée” des financements ne peut pas être corroboré. De nombreux acteurs opérationnels ont confirmé que l’intérêt accru pour la migration leur avait fourni des opportunités supplémentaires de financement pour des programmes de protection et d’action humanitaire, en particulier lorsqu’ils utilisaient des termes accrocheurs à la mode pour dénommer leurs activités, comme la traite des personnes ou des enfants en déplacement. Le déficit de financement des problèmes humanitaires demeure important, mais il n’est pas clair que ce phénomène soit une contrepartie directe de la gestion des frontières axé sur la sécurité. Le déficit de financement des besoins humanitaires au Niger était le plus élevé de toute l’Afrique de l’Ouest en valeur absolue en 2016 et 2017.

Le HCR a signalé un déficit de financement au Niger qui s’élève aujourd’hui à 69 pour cent ou 58,5 millions de dollars en 2017¹³³ (comparé à un déficit de 55 pour cent ou 28,1 millions de dollars en 2016, et un déficit de 58 pour cent ou 29,75 millions de dollars en 2015¹³⁴). Parallèlement, le nombre de personnes ayant besoin d’assistance humanitaire a plus que doublé entre 2014 et 2016, pour un total d’environ 302 000 personnes pour seulement le Niger.¹³⁵ Pour le Mali, les déficits en valeur absolue et

131 Un rapport récent du Secrétariat Régional pour la Migration Mixte (RMMS) a également soulevé ce risque: Bastide, “Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move.”

132 Michelle Hoffman, “Deadly Trade through Niger Snares Refugees and Migrants,” August 4, 2017; UNHCR, “Niger Factsheet May 2017,” (Geneva: UNHCR, 2017).

133 UNHCR, “West Africa 2017 Funding Update as of 5 September 2017,” (Geneva: UNHCR, 2017).

134 UNHCR, “West Africa Funding Update 2015 Contributions as of 20 October 2015,” (Geneva: UNHCR, 2015).

135 UNHCR, “Niger Information Web Page,” UNHCR, reporting.unhcr.org/node/4637.

relative étaient parmi les plus importants de la région.¹³⁶ Pour toute l'Afrique de l'Ouest, ce déficit de financement s'élève à 74 pour cent ou 231,8 millions de dollars (comparé à un déficit de 70 pour cent ou 191,1 millions de dollars pour 2016¹³⁷).

La répression et maltraitance des migrants entretenues ?

De nombreux rapports récents ont constaté que certains officiers du dispositif sécuritaire au Niger étaient complices ou activement engagés dans la corruption, et figuraient parmi les auteurs des mauvais traitements physiques et psychologiques envers les migrants.¹³⁸ Le risque potentiel que le renforcement des capacités de gestion des frontières puisse ouvrir la voie à la corruption et la maltraitance sera exposé de manière plus détaillée dans la deuxième section focus ci-dessous. Diverses personnes de la société civile interrogées au Niger et au Mali ont critiqué certains aspects de la coopération des pays de l'UE avec Niger car ils sont liés à d'autres préoccupations autour de la répression. Ces personnes interrogées affirment qu'il y avait une indifférence vis-à-vis des obligations relatives aux droits de l'homme et au droit international, une vision qui fait écho à celle des journalistes et des ONG.¹³⁹

Conformément à l'une des critiques avancées, le partenariat stratégique avec l'UE ne tente pas d'améliorer les conditions des droits de l'homme dans les pays bénéficiaires malgré la preuve évidente de violations des droits, et la dimension des droits de l'homme ne fait pas partie du rapport intermédiaire publié par l'UE.¹⁴⁰ La manière dont l'accroissement des capacités de sécurité dans les pays bénéficiaires a contribué aux violations des droits de l'homme n'est pas claire, mais le bilan des forces de sécurité nigériennes est médiocre, avec des signalements de détentions arbitraires et de tortures à Diffa.¹⁴¹ Bien que le rang du Niger dans l'indice démocratique soit resté bas ces dix dernières années et qu'il est actuellement qualifié de pays « autoritaire », le Niger a généralement fait preuve de constance dans son accueil des réfugiés venus d'autres pays, comme l'ont confirmé les interlocuteurs majeurs de la protection.

Dans un autre registre, les entretiens avec divers acteurs concernés ont indiqué que l'espace pour les organisations de la société civile (OSC) critiques à l'égard du gouvernement est très étroit et contesté au Niger, et qu'il y a un risque que le programme de contrôle entraîne la mise à l'écart des questions de droits humains et des OSC qui ont une fonction d'examen. Il semble qu'il y ait des cas où le gouvernement refuse

136 UNHCR, "West Africa 2016 Funding Update as of 8 November 2016," (Geneva: UNHCR, 2016); UNHCR, "West Africa 2017 Funding Update as of 5 September 2017."

137 UNHCR, "West Africa 2016 Funding Update as of 8 November 2016."

138 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger.;" Alternative Espaces Citoyens, "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger," (Niamey: Alternative Espaces Citoyens (AEC), 2017); UNHCR and IOM, "Migrants En Détresse: Analyse De Situation Et Cadre De Protection - Cas Du Niger Et Du Togo," (Geneva: UNHCR, IOM, 2013); IOM, "IOM Niger - 2016 Migrant Profiling Report."

139 Reitano, "Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work.;" Charlotte Alfred, "Year in Review: The Refugee Crisis in 2016," in *News Deeply* (2016); Bauloz, "The EU Migration Partnership Framework: An External Solution to the Crisis?"; Baird, "Viewpoint: Migration, EU Cooperation and Authoritarianism."

140 Baird, "Viewpoint: Migration, EU Cooperation and Authoritarianism," 2.

141 Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."

de participer aux groupes de travail lié à la migration ou d'approuver des projets qui incluent ces OSC critiques, et possède un record de condamnation de personnes ayant un point de vue critique sur d'autres sujets.¹⁴² Les interlocuteurs locaux perçoivent l'Union européenne comme engagée à impliquer les OSC critiques, mais remarquent également qu'elle n'utilise pas de son pouvoir d'influence pour promouvoir les droits de l'homme, l'état de droit, la participation de la société civile et les questions de responsabilité (y compris à travers la réforme du secteur de la sécurité).

Au Mali, les interlocuteurs de la société civile interrogés n'ont jamais évoqué un espace limité ou réduit pour exercer leur activité ou un encouragement de bailleurs aux capacités de répression de l'Etat au nom du contrôle des frontières. Ici, c'est plutôt l'absence de l'Etat qui est perçue comme le plus grand problème concernant la vulnérabilité des migrants. Une exception possible est la conduite des forces armées du Mali et des pays du G5 Sahel. La force du G5 est en train d'être mise en place mais les troupes déjà en place connaissent un bilan très médiocre en matière de droits de l'homme.¹⁴³ Certains experts ont exprimé lors des entretiens leur crainte que les forces du G5 ne tentent de stopper la migration irrégulière. Cependant, étant donné la portée de leur mission, la taille et la zone dans laquelle elles opèrent, les interlocuteurs gouvernementaux et du secteur humanitaire estimaient que ceci était improbable.

Les migrants incités à emprunter des routes plus périlleuses

Les experts interrogés au Niger ont confirmé que la pression pour le contrôle a contribué à augmenter la volonté, la capacité politique, et le transfert des ressources nationales vers le contrôle de la migration. Ceci a modifié les routes migratoires et les a rendues encore plus dangereuses.¹⁴⁴ Une telle évolution de la politique vers le contrôle est moins visible au Mali, étant donné que la majorité des ressources politiques sont actuellement investies dans le processus de paix. L'Etat est généralement absent et la capacité de lutte contre le trafic de personnes reste insuffisante.¹⁴⁵ The subsequent analysis will focus on shifting routes, as well as the expanding opportunities for abuse against people on the move, which constitute the main protection concerns that interviewees working on mixed migration in the case study countries identified.

Focus: des routes encore plus périlleuses

Il y a des indices clairs indiquant que les routes migratoires changent et deviennent plus périlleuses. Cependant, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les déplacements actuels à travers le Niger et le Mali ont chuté ou évolué vers d'autres routes du fait des contrôles plus stricts résultants du renforcement des capacités, mais du fait

142 Amnesty International, "Niger 2016/2017," (2017). Voir la section sur la liberté d'expression.

143 Human Rights Watch, "Mali: Unchecked Abuses in Military Operations. Mali, Burkina Faso Troops Commit Killings, "Disappearances," Torture," (2017).

144 Voir également la section focus ci-dessous.

145 Fransje Molenaar and Thibault van Damme, "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Mali," (The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017).

aussi d'autres facteurs influents comme la pression des bailleurs. L'UE a elle-même déclaré que le fonds fiduciaire européen avait « amélioré la gestion de la migration, de la sécurité, et la gestion des frontières, »¹⁴⁶ avec succès, tandis que diverses sources d'information ont indiqué que les bailleurs avaient lié leur soutien pour le renforcement des capacités au système de la carotte et du bâton, à l'instar de l'aide au développement, pour entraîner un changement significatif des modalités aux frontières.¹⁴⁷ Un exemple particulier de l'impact que peut avoir le renforcement des capacités de contrôle sur le changement des routes est la loi de lutte contre le trafic de personnes de 2015 au Niger. Au fil des entretiens menés au Niger, il est devenu évident que l'adoption de cette loi fut un tournant décisif qui a fortement touché les routes existantes. La loi a été élaborée et mise en œuvre avec le soutien de l'initiative MIEUX (Migration EU expertise), financée par l'UE.¹⁴⁸ L'OIM travaille actuellement avec le gouvernement pour rendre la loi opérationnelle, notamment à travers un plan d'action et l'organisation de formations pour les acteurs des forces de l'ordre et du système judiciaire.¹⁴⁹ Cette loi

Il y a des indices clairs indiquant que les routes migratoires changent et deviennent plus périlleuses. Cependant, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les déplacements actuels à travers le Niger et le Mali ont chuté ou évolué vers d'autres routes du fait des contrôles plus stricts résultants du renforcement des capacités.

est une première dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Elle requiert que les migrants possèdent des papiers d'identité, l'allongement des peines encourues par les passeurs de un à trente ans de prison, introduit des sanctions financières importantes et autorise la confiscation des véhicules des passeurs.¹⁵⁰ Tandis que la loi définit les personnes ayant fait l'objet de trafic comme victime de violation des droits de l'homme, soit disant pour prévenir les effets néfastes sur les

migrants,¹⁵¹ de nombreuses personnes interrogées ont indiqué que la loi était appliquée de manière trop laxiste depuis novembre 2016, ce qui a contribué à une criminalisation générale des migrants et des personnes travaillant dans la partie légale de l'industrie de la migration comme les entreprises de transport qui desservent les routes nationales au Niger. Le président du Conseil de la Jeunesse d'Agadez a affirmé que la loi avait provoqué une « chasse aux sorcières ».¹⁵² TL'ONG Alternative Espaces Citoyens a soutenu que la loi avait entraîné la création de nouvelles routes plus dangereuses, aboutissant à des pertes de vies, une chasse aux migrants par les forces de sécurité et une hausse des

146 European Commission, "First Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration," (2016).

147 The literature also gives indications of this La littérature donne également des preuves de ce phénomène: UNICEF, "Mixed Migration in West and Central Africa: Key Trends Affecting Children, Challenges and Opportunities for Advocacy and Programming."; Molenaar and Kamouni-Janssen, "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya."; RMMS, "Monthly Mixed Migration Summary July 2017."

148 Voir la Loi n°2015-36 du 26 mai 2015 relative au trafic illicite de migrants, qui complète les lois existantes telles que l'Ordonnance n°2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la lutte contre la traite des personnes. Pour le moment, l'initiative MIEUX aide également le Niger à développer sa stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière. Voir MIEUX, "Where We Work: Niger - Irregular Migration," www.mieux-initiative.eu/en/actions/95-niger-irregular-migration.

149 RMMS, "Mixed Migration in West Africa August 2017," (2017).

150 Frontex, "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015," in *AFIC Joint Report* (Warsaw: Frontex, 2016).

151 Darne and Benattia, "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges."

152 Cité dans Ibrahim Manzo Diallo, "EU Strategy Stems Migrant Flow from Niger, but at What Cost?," *IRIN-News*, February 2, 2017.

abandons de migrants dans le désert par les chauffeurs.¹⁵³ D'autres interlocuteurs ont critiqué le fait que ni les bailleurs ni les responsables de la mise en œuvre n'offraient une élaboration et une application minutieuse de la loi respectueuse des différences entre la migration légale, le trafic et la traite des personnes.

Le renforcement des capacités a contribué à la création de cette loi ambiguë et a joué un rôle dans sa mise en application. Tandis que certains interlocuteurs et auteurs ont émis des doutes quant à l'intérêt sincère du gouvernement à combattre le commerce des passeurs,¹⁵⁴ d'autres observateurs ont mis l'accent sur le rôle qu'a joué l'aide extérieure dans l'augmentation de la pénalisation des passeurs, l'application de la loi et les contrôles aux frontières associés.¹⁵⁵ L'UE a elle-même affirmé que l'offre directe de soutien au Niger a été « décisif » dans l'augmentation du nombre de passeurs arrêtés, la confiscation de leur équipement, et l'arrestation des officiers de police sur base de corruption. Selon l'UE, ceci comprend également « le soutien direct sur le terrain pour aider la conception et la mise en œuvre d'actions à court terme pour combattre le trafic et la traite de personnes » et « une série de formations, y compris 20 sessions de formation sur la migration, les renseignements et techniques d'arrestation pour 360 membres des forces de sécurité intérieures. »¹⁵⁶

Tandis que les données de l'OIM suggèrent que les mouvements vers l'Afrique du Nord semblent avoir diminué, cette information pourrait masquer le nombre de personnes qui voyagent sur des routes changeantes autour des points de collecte de données du fait des contrôles plus stricts.

Tandis que les données de l'OIM suggèrent que les mouvements vers l'Afrique du Nord semblent avoir diminué, cette information pourrait masquer le nombre de personnes qui voyagent sur des routes changeantes autour des points de collecte de données du fait des contrôles plus stricts. Alors qu'au moins 310 000 migrants ont traversé le Niger vers la Libye en 2016, et 30 000 personnes de plus à travers l'Algérie, les chiffres ont baissé de 29 000 personnes par mois en 2016 à 5 500 durant les 7 premiers mois de 2017.¹⁵⁷ L'UE a présenté ces données comme une réussite, indiquant « une diminution régulière du nombre de migrants quittant ces points frontaliers vers la Libye depuis mai 2016. »¹⁵⁸

Bien que le nombre de personnes ait diminué dans les parties établies et surveillées, les routes sont loin d'être complètement fermées. Les personnes interrogées, les moniteurs locaux, les analystes et l'UE supposent tous que les changements et la

153 Citoyens, "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger." – traduit du français pas les auteurs: "Cette loi ... s'est révélée, dans la pratique, un véritable obstacle à la jouissance de leurs droits [=des migrants]. Depuis août 2016, début de l'application de cette loi, on a assisté à une détérioration progressive des conditions de parcours migratoire résultant de la création de nouvelles routes plus dangereuses entraînant davantage de pertes en vies humaines, une chasse aux migrants par les FDS, ... [et] l'abandon des migrants dans le désert par les chauffeurs ... "

154 Reitano, "Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work."; Reitano, "What Incentives Does Niger Have for Cracking Down on Migrant Smuggling? Not Many."

155 Par exemple Darme and Benattia, "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges."

156 European Commission, "Second Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration," (Strasbourg: European Union, 2017); European Commission, "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration."

157 IOM, "Population Flow Monitoring Dashboard Niger - Displacement Tracking Matrix, June July 2017," (IOM, 2017); IOM, "Niger Flow Monitoring Points (Fmp)," in *Statistical Report - Overview* (Geneva: International Organization for Migration (IOM), 2016).

158 European Commission, "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration."

multiplication des routes ont lieu dans la région d'Agadez qui est aussi vaste que le territoire de la France entière. Les flèches sur la carte du Niger ci-dessous, une analyse de l'OIM sur l'évolution des routes non surveillées à partir de fin 2016.

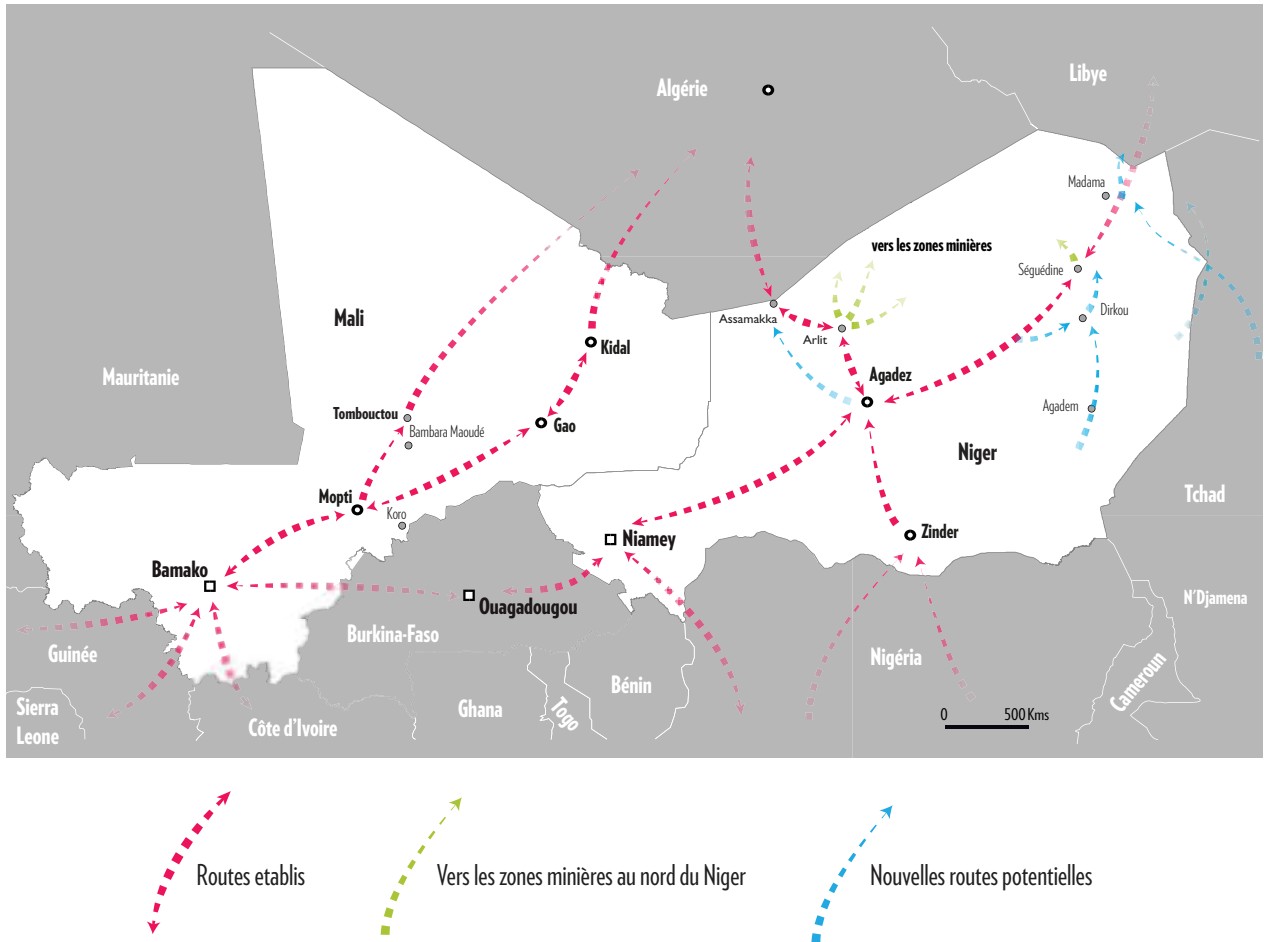


Figure 5: Réacheminement potentiel vers les routes moins surveillées au Niger, selon l'OIM¹⁵⁹

159 IOM, "Niger Flow Monitoring Points (Fmp)." La carte est indicative de l'information actuelle mais pas nécessairement exacte.

Le changement des routes dû à la fermeture des voies légales et du contrôle accru est un phénomène bien connu. Comme expliqué dans le chapitre 2, il existe de nombreuses études qui examinent ce cercle vicieux : le contrôle accru entraînant une déviation des déplacements vers des routes qui sont plus difficiles à surveiller et quantifier.¹⁶⁰ En Afrique de l'Ouest, la capacité d'adaptation des passeurs et des migrants peut rendre les politiques répressives inefficaces, telles que des analyses précédentes ont pu le constater.¹⁶¹ L'UE a réagi à ces déviations en promettant une meilleure « aide au Niger pour mettre en place des solutions adéquates sur les nouvelles routes migratoires. »¹⁶²

Les acteurs qui traitent de la migration mixte ont identifié le phénomène des routes qui changent et se multiplient comme le problème de protection majeur au Niger aujourd'hui. Comme exposé ci-dessus, le nord du Niger est un désert dépourvu d'infrastructures, au terrain accidenté et aux conditions environnementales hostiles, avec des températures extrêmes et un manque d'eau potable. Les habitants locaux ont remarqué que les personnes en déplacement à Agadez traversaient maintenant le désert à pied sur plusieurs kilomètres pour rejoindre les nouveaux points de départ, ce dont les autorités ont conscience. Les observateurs locaux et les acteurs de la protection ont affirmé que les personnes qui se déplaçaient en dehors des voies établies disposaient de moins d'infrastructures, ce qui pouvait augmenter les risques de se perdre. Les personnes empruntent des trajectoires où il est plus difficile de circuler, plus exposées aux accidents et elles se retrouvent souvent exposées à des dangers naturels et des conditions climatiques extrêmes. Elles peuvent aussi se retrouver dans des zones où l'insécurité et la violence des rebelles, criminels et terroristes sont omniprésents.

Toutes ces circonstances contribuent aux risques directs et indirects pour la protection des personnes en déplacement, et entraînent plus de déplacements irréguliers et des gains potentiels plus élevés pour les passeurs.¹⁶³ Les accidents sur les terrains difficiles ont augmenté, selon l'organisation locale Alternative Espaces Citoyens, qui a aussi remarqué qu'à cause des barrières plus importantes et des nouvelles restrictions, les comportements à risque et les décès étaient en hausse.¹⁶⁴ Dans des cas les plus graves, les migrants sont abandonnés dans le désert par leurs passeurs, qui, à cause des contrôles accrus, font face à des risques plus élevés, à savoir

160 Par exemple Hansen and Papademetriou, "Securing Borders – the Intended, Unintended, and Perverse Consequences."; Zaiotti, ed. *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*.

161 Florianne Charrière and Marion Frésia, "West Africa as a Migration and Protection Area," (UNHCR, 2008); Hein De Haas, "The Myth of Invasion: Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union," in *IMI Research Report* (Oxford: International Migration Institute, 2007).

162 European Commission, "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration."

163 Liska Wittenberg, "Managing Mixed Migration: The Central Mediterranean Route to Europe," (New York: International Peace Institute (IPI), 2017); Lucht, "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger."; Tuesday Reitano, "A Perilous but Profitable Crossing: The Changing Nature of Migrant Smuggling through Sub-Saharan Africa to Europe and EU Migration Policy (2012-2015)," *The European Review of Organised Crime* 2, no. 1 (2015); Tinti and Westcott, "The Niger-Libya Corridor - Smugglers' Perspectives."; Citoyens, "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger."

164 Citoyens, "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger."; cité dans Diallo, "EU Strategy Stems Migrant Flow from Niger, but at What Cost?"; Boureima Balima, "Dreams That Wither and Die in the African Desert," July 15, 2015.

celui de manquer de carburant, de se perdre, ou de se faire arrêter.¹⁶⁵ Les données d'études récentes suggèrent que la plupart des décès de migrants sont liés à la maladie, au manque de médicaments, à l'absence de nourriture, à la déshydratation et à la maltraitance physique.¹⁶⁶ Une autre étude a confirmé cette tendance, constatant qu'un tiers du total des décès étaient dus à l'absence de nourriture et à la déshydratation, alors que 25 pour cent étaient dus aux chutes de véhicule sans assistance des chauffeurs, 21 pour cent ont été causés par des conditions climatiques hostiles et 10 pour cent par des actes de violence perpétrés par les passeurs et les criminels.¹⁶⁷ Pour répondre à ces états de faits, l'OIM a lancé un nouveau programme de recherche et sauvetage des migrants dans le Sahara, et a rapporté avoir sauvé plus de 1000 migrants au nord d'Agadez en 2017 et découvert un total de 52 corps.¹⁶⁸

Des informations fiables sur ces tragédies sont difficiles à obtenir, et les estimations sur le nombre de cas non signalés d'incidents mortels et de personnes disparues sont généralement élevées.¹⁶⁹ Tandis que le projet pour les migrants disparus vise à surveiller le nombre de décès de migrants, les chiffres pour les routes vers le Nord au départ du Niger sont incertains et incomplets. Au total, l'OIM a enregistré 265 décès en Afrique du Nord en 2017 jusqu'à présent, contre 1382 en 2016 et 800 en 2015.¹⁷⁰ Ces chiffres ne sont pas détaillés par pays et incluent d'autres pays que le Niger. A cause de la nature fragmentée des données disponibles, il est pratiquement impossible d'en tirer des tendances significatives. Le centre de la migration mixte pour l'Afrique du Nord a sondé les migrants qui ont indiqué que 38 pour cent des décès de migrants observés ont eu lieu dans le désert du Sahara (contre 44 pour cent en Libye et 15 pour cent en mer), indiquant la probabilité que le nombre de cas non signalés soient élevés.¹⁷¹ Des informations du 4Mi, qui, à l'heure où ce rapport est rédigé, comprend le témoignage de 622 entretiens avec des migrants de juin à septembre 2017, suggère que 53 personnes ont été témoins d'un ou plusieurs décès lors de leur trajet à cette période, y compris 38 incidents au Niger et 11 au Mali, avec la majorité des cas ayant eu lieu à Agadez.¹⁷² Il est également difficile d'établir dans quelle mesure le changement des routes a contribué à plus de décès dans le désert, et dans quelle mesure une augmentation de la surveillance a mené à une hausse statistique du nombre de cas enregistrés, tel que divers acteurs l'ont

165 Comme la récente tragédie des 44 migrants qui ont péri au nord d'Agadez rapportée dans le Deutsche Welle, juin 2017 "44 Flüchtlinge Verdurstet in Der Wüste." Un incident similaire a eu lieu en 2016, lorsque 34 Africains sont morts de faim et de déshydratation à la frontière entre le Niger et l'Algérie, après avoir été abandonnés par leurs passeurs, IOM, "Niger Deaths Add to Growing Toll of Migrant Fatalities within Africa" IOM, www.iom.int/news/niger-deaths-add-growing-toll-migrant-fatalities-within-africa.

166 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali & Niger."

167 Mixed Migration Hub, "Mhub Survey Snapshot Italy," (2017).

168 UN News Centre, "Niger: L'oim Est Venu Au Secours De 1.000 Migrants Dans Le Désert Du Sahara Depuis Avril," 08/08/2017 2017; UN News Centre, "Au Niger, L'oim Sauve 600 Migrants Dans Le Désert Du Sahara, Mais 52 Autres Sont Morts," June 27, 2017.

169 GMDAC, "Dangerous Journeys - International Migration Increasingly Unsafe in 2016.," IOM, "Niger Deaths Add to Growing Toll of Migrant Fatalities within Africa".

170 IOM, "Latest Global Figures: Migrant Fatalities Worldwide," in *Missing Migrants: Tracking Deaths Along Migratory Routes* (2017).

171 Mixed Migration Hub, "Mhub Survey Snapshot Italy."

172 Pour plus d'information, voir <http://4mi.regionalmms.org/>.

indiqué dans leurs entretiens et tel que rapporté par le RMMS.¹⁷³ Cependant, la grande majorité des experts et professionnels au Niger et au Mali suggère que les nouvelles routes comportent d'importants risques pour toutes les personnes en déplacement, et la littérature soutient cette préoccupation. Bien qu'étant un bailleur majeur orientant cet agenda, l'UE reconnaît également que les efforts accrus pour sécuriser les frontières au nord du Niger « a déplacé les routes migratoires et forcé les passeurs et leurs clients à prendre des routes plus dangereuses et plus difficiles à travers le désert, augmentant à la fois le prix et les risques pour les migrants. »¹⁷⁴

Focus: les abus entretenus

La plupart des acteurs interrogés considèrent les routes de plus en plus dangereuses comme étant la clé des risques de protection encourus par les migrants. L'ONUDC a observé que les routes plus longues et clandestines mettent les personnes dans « des situations peu familières et stressantes. »¹⁷⁵ En outre, comme indiqué par les entretiens, le deuxième problème majeur avec la volonté et capacité politique accrue pour le contrôle de la migration au Niger et au Mali consiste en des opportunités multipliées d'abus, tels que la corruption et la maltraitance physique ou psychologique. Il y a plusieurs

facteurs qui supposent des opportunités pour des comportements coercitifs par les autorités. La corruption est endémique au Niger et au Mali ; de plus, les forces de sécurité mieux équipées maintenant sont souvent mal formées et mal payées, et le nombre de postes de contrôle nationaux et postes frontière a augmenté. Par exemple, un acteur majeur de la protection s'est dit préoccupé par le nombre de « rackets » des migrants par les agents de sécurité qui pourrait aisément ouvrir encore la voie à une exploitation accrue. Cette

section traite des risques de corruption dans un premier temps, puis de la maltraitance physique ou psychologique, démontrant que les deux sont souvent liés et ne peuvent être analysés séparément. Bien entendu, théoriquement, lorsque le travail a été exécuté correctement, des capacités accrues peuvent aussi amener à une réduction de la corruption et des abus. Il ne s'agit pas de l'augmentation des capacités en tant que telle qui est soulevée ici, mais la manière dont les capacités accrues sont utilisées (ou l'échec du renforcement des capacités). A la fois au Niger et au Mali, les migrants ont longtemps subi des rackets, et les pots-de-vin sont une réalité courante dans la circulation à travers les deux pays¹⁷⁶. Le trajet difficile et l'insécurité dans les zones frontalières

A la fois au Niger et au Mali, les migrants ont longtemps subi des rackets, et les pots-de-vin sont une réalité courante dans la circulation à travers les deux pays. Le trajet difficile et l'insécurité dans les zones frontalières offrent un terrain propice au développement de la corruption et des actes d'extorsion par des groupes non étatiques.

173 RMMS, "West Africa - Monthly Mixed Migration Summary: Covering Mixed Migration Events, Incidents, Trends and Data from the West Africa Region. June 2017," (RMMS West Africa, June 2017).

174 European Commission, "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration."

175 UNODC, "Smuggling of Migrants into, through and from North Africa: A Thematic Review and Annotated Bibliography of Recent Publications."

176 ICMPD, "A Survey on Migration Policies in West Africa.;" Daniel Flynn, "Corruption Stymies Niger's Attempts to Stem Flow of Migrants to Europe" *The Guardian*, June 22, 2015; Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger.;" Frontex, "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015.;" UNHCR and IOM, "Migrants En Détresse: Analyse De Situation Et Cadre De Protection - Cas Du Niger Et Du Togo."

offrent un terrain propice au développement de la corruption et des actes d'extorsion par des groupes non étatiques. Egalement, l'afflux de revenus liés à la migration venant des réseaux de trafic peuvent pousser la complicité des agents gouvernementaux.¹⁷⁷ Des entretiens avec les agences de l'ONU au Niger ont confirmé que le manque de formations adéquates, d'éducation, de supervision des forces de sécurité, mais aussi le manque de connaissances des droits des migrants, sont des moteurs supplémentaires. Un autre facteur qui profite à la corruption est le manque systématique de moyens et les salaires insuffisants des agents du gouvernement, rendant les pots-de-vin « indispensables pour entretenir le fonctionnement des forces de sécurité. »¹⁷⁸

En effet, selon un rapport récent, accepter des pots-de-vin d'un bus rempli de migrants peut « facilement permettre à un policier ou un garde de gagner un salaire mensuel en un jour. »¹⁷⁹ L'irrégularité de la poursuite des trajets vers la Libye mène aussi à des situations où il est particulièrement aisé de tirer profit des migrants. Tel qu'il a été rapporté par l'agence de gestion frontalière de l'UE Frontex, les gardes sont parfois très démotivés car ils sont envoyés dans des régions isolées, parfois considéré comme une « forme de sanction professionnelle. »¹⁸⁰ Au-delà des agents de l'Etat, les auteurs de ces abus peuvent être des criminels ou autres individus qui exploitent les migrants en situation de vulnérabilité de manière ponctuelle.¹⁸¹

Enfin, la corruption dans le secteur des transports joue également un rôle important, notamment en matière de contrôle des routes.¹⁸² Dans ce contexte, l'impact de la corruption sur les migrants n'est pas étonnant. L'agence anticorruption nigérienne HALCIA (Haute Autorité de lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées) décrit la corruption liée à la migration comme étant une préoccupation majeure.¹⁸³ En 2015, un rapport gouvernemental confidentiel affirmait visiblement que « la corruption est tellement ancrée [à Agadez] que pour lutter contre le trafic de migrants il faudrait remplacer presque tous les officiers militaires et les agents de police. »¹⁸⁴ Un rapport affirme que les pots-de-vin sont systématiquement demandés aux migrants – 92 pour cent à l'entrée du Niger, et 89 pour cent à l'entrée d'Agadez.¹⁸⁵ Les sondages menés par les moniteurs sur le terrain ont révélé que les migrants de la zone CEDEAO devaient payer des pots-de-vin aux agents gouvernementaux pour passer les postes de contrôles nationaux qui prolifèrent.¹⁸⁶ Plus de la moitié des personnes interrogées au cours de la récente étude du 4Mi ont dû payer des pots-de-vin au moins une fois durant leur voyage,

177 Molenaar, "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Niger."; Tinti and Westcott, "The Niger-Libya Corridor - Smugglers' Perspectives."

178 Daniel Flynn, "Graft Stalls Niger's Bid to End Migrant Route to Europe," June 19, 2015.

179 Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger," 19.

180 Frontex, "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015."

181 UNODC, "Smuggling of Migrants into, through and from North Africa: A Thematic Review and Annotated Bibliography of Recent Publications."; Tinti and Westcott, "The Niger-Libya Corridor - Smugglers' Perspectives."; Molenaar, "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Niger."

182 Frontex, "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015."

183 Flynn, "Graft Stalls Niger's Bid to End Migrant Route to Europe."

184 Ibid.

185 Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger."

186 RMMS, "Monthly Mixed Migration Summary July 2017."

la plupart trois fois. Ceux qui ont été détenus par les forces de sécurité ou la police ont mentionné des sommes démesurées. Les personnes en déplacement vers Agadez sont souvent harcelées aux postes de contrôle et plusieurs personnes ont signalé qu'elles avaient été obligées de soudoyer des agents de la police pendant leur trajet, même les personnes qui se sont présentées comme citoyens des pays de la CEDEAO.¹⁸⁷

Entre juin et septembre 2017, des entretiens avec un échantillon non représentatif de 622 migrants ont révélé que le pot-de-vin moyen s'élevait à environ 10 000 CFA (à peu près 15€) et ont eu lieu au Mali (38 pour cent) et au Niger (42 pour cent). Ceux qui ne peuvent pas payer évitent ces postes de contrôles en faisant appel à des passeurs. Les méthodes d'extorsion peuvent être : détenir les personnes dans une pièce, refuser le passage à un poste de contrôle, confisquer les cartes d'identité, et autres tactiques.¹⁸⁸ Une étude RMMS a affirmé que « le blocage illégal des routes et la corruption des agents de sécurité gouvernementaux sont des problèmes majeurs dans ce contexte et continuent d'être une menace pour la protection des migrants. »¹⁸⁹ Des chercheurs locaux ont affirmé que l'impulsion pour plus de contrôle a aussi augmenté la corruption aux postes frontière au Niger et au Mali. Les acteurs de la protection sur le terrain ont également exprimé leur inquiétude sur le fait que ceci pouvait faire des migrants des proies faciles pour l'exploitation puisque ces derniers ont besoin de rassembler des sommes importantes pour pouvoir poursuivre leur voyage. Ceci correspond à l'analyse qui affirme que les pots-de-vin ont « radicalement » réduit la capacité des migrants à financer leur voyage vers le Maghreb, imposant des haltes pour gagner de l'argent ou recevoir des transferts d'argent.¹⁹⁰ Une fois entrés au Niger, les migrants, selon les propos des observateurs, sont souvent récalcitrants à l'idée de rentrer chez eux à cause de la pression sociale ou pour des raisons culturelles.

En plus des pots-de-vin, de nombreuses sources ont mentionné que la maltraitance physique et psychologique de la part des autorités était préoccupante. Bien que cela ne semble pas être le problème de protection le plus frappant au Niger d'après les personnes interrogées, un employé de l'ONU a affirmé que les autorités participent fortement à ce harcèlement. Par exemple, un officier d'une agence de l'ONU a remarqué que certains migrants sont pillés et ensuite renvoyés à Agadez, un phénomène relativement récent qui est apparu après que la loi de lutte contre le trafic de personnes soit entrée en vigueur en 2015. De nombreuses études récentes ont constaté que des individus au sein du dispositif de sécurité au Niger sont complices ou impliqués dans un nombre de cas important d'abus envers les migrants, en plus de leur corruption.¹⁹¹ Entre juin et

187 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

188 Darne and Benattia, "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges," 99.

189 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

190 Darne and Benattia, "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges."

191 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."; Citoyens, "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger."; UNHCR and IOM, "Migrants En Détresse: Analyse De Situation Et Cadre De Protection - Cas Du Niger Et Du Togo."; IOM, "IOM Niger - 2016 Migrant Profiling Report."

septembre 2017, des entretiens avec un échantillon non représentatif de 622 migrants ont révélé que 41 personnes avaient été témoins de 61 incidents d'agression sexuelle, dont 37 au Niger (37 incidents impliquant 80 personnes, dont 20 qui ont eu lieu à Agadez et dont 7 cas impliquaient apparemment les autorités), et 12 au Mali (5 cas impliquant apparemment les autorités). 90 personnes ont déclaré 145 incidents d'agression physique, dont 17 ont eu lieu au Mali qui pour la plupart impliquaient les autorités, et 79 incidents au Niger, avec des officiers de l'Etat impliqués dans 30 de ces cas. Globalement, les officiers de l'Etat dans la région ont apparemment été impliqués dans 79 cas d'incidents d'agression physique, tandis que les passeurs étaient impliqués dans 56 incidents. Un total de 131 incidents de détention étaient signalés par 100 personnes, dont 73 au Mali (souvent pour entrer et sortir illégalement du pays), et 37 au Niger (la plupart à Agadez) où les personnes ignoraient la plupart du temps les raisons de leur détention.¹⁹² Une autre enquête (non représentative) conduite en 2016 a révélé que 80 pour cent des migrants ayant répondu à des questions connexes ont subi des abus, de la violence, de l'exploitation par des acteurs divers à chaque étape de leur voyage, parfois pendant le trajet, parfois pendant une halte temporaire. Au Niger, plus d'un migrant sur trois a subi des menaces et des violences psychologiques, un migrant sur cinq de la violence physique, et un migrant sur dix a été détenu et privé de son argent.¹⁹³

Détention	10%
Restriction de la liberté de circulation	8%
Confiscation d'argent	11%
Confiscation de salaire	2%
Privation de nourriture	8%
Menaces et violences psychologiques	35%
Violences physiques	19%
Autres	8%

Tableau 2: Abus et violence envers les migrants résidant au Niger (% des migrants ayant signalé un incident), adapté de l'OIM¹⁹⁴

Concernant les lieux et les auteurs de ces abus, les données collectées par le 4Mi révèlent que la plupart de ces incidents ont eu lieu à Agadez. De plus, les passages frontaliers au Niger par le Burkina Faso, même la capitale Niamey et les points de passage nationaux se sont révélés des lieux à risques.¹⁹⁵ Le RMMS a conclu que puisque "le contrôle et la surveillance à la frontière nord du Niger s'intensifient dans un contexte général de pression pour entraver le mouvement des personnes, les tentatives de stopper les mouvements pourraient survenir plus tôt sur le trajet, déplaçant également les risques

192 Pour plus d'information, voir <http://4mi.regionalmms.org/>.

193 IOM, "IOM Niger - 2016 Migrant Profiling Report."

194 Adapté de ibid.

195 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

de protection en aval du voyage». ¹⁹⁶ Les principaux instigateurs de violence se sont révélés être les forces gouvernementales, les personnes travaillant dans la chaîne migratoire, et les groupes criminels. Les incidents avec les autorités sont souvent liés à la corruption. ¹⁹⁷ Ceci a été confirmé par une enquête récente qui a révélé que plus d'un migrant sur dix avait été détenu durant son voyage en Afrique de l'Ouest, dont deux tiers étaient détenus par des officiers de l'immigration ou des gardes-frontière supposément en raison d'entrée ou de sortie illégale du pays. La majorité des migrants étaient détenus pour de l'argent, et les moniteurs locaux ont remarqué qu'à Agadez la détention étaient souvent utilisée comme menace. La même enquête a révélé de nombreux incidents de maltraitance envers les migrants, y compris la privation des besoins vitaux, l'enfermement, les attaques verbales, physiques modérées et physiques extrêmes. L'enquête a révélé que les forces de sécurité ou de police étaient les auteurs dans 38 pour cent des cas, contre 20 pour cent pour les passeurs (notons encore que l'échantillon enregistré est relativement restreint et ne peut donc être représentatif). ¹⁹⁸

A l'instar du changement de routes, le rôle exact qu'a joué le renforcement des capacités dans ces évolutions ne peut être évalué, mais il est possible d'en estimer son importance. La corruption est omniprésente dans les pays des études de cas. Le contrôle accru qui touche des domaines plus étendus comme les routes nationales ainsi

que d'autres types de mouvements qui sont souvent légaux ¹⁹⁹ signifie que les migrants et les agents de l'Etat sont davantage en contact. Dans ce contexte, et si les motivations pour la corruption persistent, il est possible de présumer que l'espace pour la corruption s'étend. L'augmentation des capacités de contrôle (combinée avec une volonté politique accrue et une détermination pour stopper la migration) accroît l'intérêt des passeurs qui investissent plus dans la collusion et la corruption et augmentent

leurs prix en raison du risque plus important de se faire arrêter.

La corruption a été décrite comme l'un des moteurs clés du comportement et des prix pratiqués par les passeurs. ²⁰⁰ Par exemple, des observateurs locaux ont rapporté que les passeurs travaillent en étroite collaboration avec la police aux frontières et les appellent avant d'envoyer un bus de migrants vers leur poste frontière. Les gardes récoltent ensuite l'argent des migrants dans le bus et en reversent une partie aux passeurs, assurant ainsi un accord gagnant-gagnant. De la même façon, il est probable que l'espace pour les abus s'étende à mesure que des ressources de plus en plus importantes sont investies dans le renforcement des capacités de contrôle des mouvements des personnes et que de plus en plus de migrants, même ceux qui voyagent légalement, sont perçus comme

Des observateurs locaux ont rapporté que les passeurs travaillent en étroite collaboration avec la police aux frontières et les appellent avant d'envoyer un bus de migrants vers leur poste frontière. Les gardes récoltent ensuite l'argent des migrants dans le bus et en reversent une partie aux passeurs, assurant ainsi un accord gagnant-gagnant.

196 Ibid., 17.

197 Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger."

198 Munsch, Powell, and Joly, "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger."

199 RMMS, "Monthly Mixed Migration Summary July 2017."

200 Paola Monzini, "Migration: Human Rights of Irregular Migrants in Italy," in *Review Meeting: Migration - Human Rights Protection of Smuggled Persons* (Geneva: The International Council on Human Rights Policy, 2005); De Haas, "The Myth of Invasion: Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union."

« illégaux » ou « criminels ». Au Niger, le bilan des dispositifs de sécurité est alarmant. Il a été observé dans d'autres cas qu'une telle augmentation du contrôle peut mettre en danger la situation des migrants en les forçant par exemple à se cacher ou à s'abstenir de dénoncer les abus.²⁰¹

Intégrer l'impact des activités de renforcement des capacités dans la stratégie des bailleurs

Les sections précédentes ont démontré que l'impact des mesures de renforcement des capacités pour la gestion des frontières ne pouvait être compris sans prendre en compte le contexte plus large dans lesquels les bailleurs et les pays bénéficiaires collaborent. Le personnel de quelques agences de bailleurs et de mise en œuvre au Niger et au Mali ont affirmé que la réduction du flux migratoire est une demande récurrente et significative des bailleurs de fonds. Selon les entretiens menés, le fonds fiduciaire a formulé des attentes claires et exigé des engagements spécifiques de la part des pays bénéficiaires afin de stopper la migration.

Pour mettre en œuvre leur stratégie de lutte contre la migration irrégulière, les bailleurs au Niger et au Mali ont utilisé la stratégie de la carotte et du bâton, qui a pris la forme d'une combinaison de pression diplomatique et d'incitations, y compris des projets de renforcement des capacités. Des analyses précédentes menées au Mali²⁰² et dans d'autres pays africains ont montré que la « coopération pour la migration est liée à la pression ou aux concessions dans d'autres domaines politiques. »²⁰³ Le cadre de partenariat de l'UE a introduit les « incitations négatives » en cas de non-conformité.²⁰⁴ Deux interlocuteurs ont affirmé que le Ministère de l'Intérieur du Niger subit une pression considérable pour présenter une réduction du nombre de départs. Néanmoins, en plus de d'exercer une pression sur les pays bénéficiaires, les bailleurs offrent également des mesures incitatives.

Au Niger, « l'argent à récolter de la migration » des bailleurs est généralement destiné au contrôle de la migration.²⁰⁵ Durant un sommet avec le Niger en août 2017, les dirigeants européens ont exigé plus de contrôle migratoire « en échange de l'aide ». ²⁰⁶ Le Global Initiative Against Organized Transnational Crime (GITOC - Initiative mondiale contre le crime organisé transnational) a constaté que les autorités n'ont commencé à répondre au trafic de personnes à Agadez que « lorsque le gouvernement nigérien a

201 Dünwald, "Remote Control? Europäisches Migrationsmanagement in Mauretanien Und Mali."; Geiger and Pécoud, "Geiger, Pécoud 2010 – the Politics of International Migration."; Poutignat and Streiff-Fénart, "Migration Policy Development in Mauritania: Process, Issues and Actors."

202 Dünwald, "Remote Control? Europäisches Migrationsmanagement in Mauretanien Und Mali."; Dünwald, "Bamako, Outpost of the European Border Regime?"

203 Carling and Hernández-Carretero, "Protecting Europe and Protecting Migrants? Strategies for Managing Unauthorised Migration from Africa," 45.

204 Diallo, "EU Strategy Stems Migrant Flow from Niger, but at What Cost?"

205 Hall, "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger," 19.

206 Wintour and Willsher, "African and European Leaders Agree Action Plan on Migration Crisis".

enfin reçu un bon ensemble d'incitations. »²⁰⁷ Tel qu'il sera exposé ci-dessous, le Niger a été plutôt ouvert à ce genre de financement et a essayé de négocier des récompenses supplémentaires dans d'autres domaines. Ceci est moins le cas pour le Mali, étant donné que les priorités du gouvernement semblent se concentrer sur la mise en œuvre de l'accord de paix.

Le Niger se montre pour l'instant enclin à prendre ce rôle central dans la stratégie de l'UE pour contrôler la migration irrégulière. Plusieurs entretiens menés dans la région ont confirmé que le Niger s'est montré le « bon élève » du programme de l'UE. Dans son premier rapport intermédiaire sur le cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration, la Commission européenne a jugé que le « Niger avait témoigné d'un engagement majeur pour développer une collaboration plus étroite en matière de migration avec l'UE. »²⁰⁸ Lors d'une visite de la chancelière allemande Merkel l'été 2017, le président nigérien Mahamadou Issoufou a déclaré que le Niger devait « réduire la migration irrégulière, en particulier celle des personnes qui tentent de traverser le désert et y meurent par centaines. »²⁰⁹ De plus, Issoufou a récemment affirmé que le fonds fiduciaire européen était bien loin d'offrir assez d'argent pour arrêter la migration irrégulière, et a demandé un milliard d'euros supplémentaires exclusivement à cette fin,²¹⁰ ce qui représenterait à plus du tiers du volume total actuel du fonds fiduciaire.²¹¹

Les entretiens avec les bailleurs à Niamey ont souligné le fait que le pays était aussi motivé pour recevoir des financements pour le renforcement des capacités. Par exemple le Niger faisait partie d'un groupe d'Etats africains qui avaient proposé que « l'octroi des formations et des équipements techniques » devaient être une partie intégrante des efforts pour lutter contre la migration irrégulière et autres problèmes transnationaux.²¹² L'ancien ministre des affaires étrangères français Jean-Marc Ayrault a déclaré durant sa visite en 2016 qu'il était « particulièrement frappé par l'énergie déployée par le Niger dans la lutte contre le terrorisme et la migration, »²¹³ et un observateur politique a qualifié le président Issoufou de « tout ce que l'Occident attend d'un dirigeant africain. »²¹⁴ L'UE a jugé positivement son investissement au Niger. En 2016, un responsable de l'UE a appelé Agadez « un laboratoire très important, un cas test à dupliquer dans d'autres régions, » et Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a déclaré aux journalistes que les premiers résultats seraient visibles sur le terrain.²¹⁵

207 Global Initiative Against Organized Transnational Crime, "Integrated Responses to Human Smuggling from the Horn of Africa to Europe," 42, accent ajouté.

208 European Commission, "First Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration."

209 Deutsche Welle, "Merkel Talks Irregular Migration in Niger," *Deutsche Welle*, October 10, 2016.

210 Ibid.

211 European Commission, "Factsheet EU Emergency Trust Fund for Africa."

212 Frontex, "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015."

213 Reuters, "Niger Tells Europe It Needs 1 Bln Euros to Fight Illegal Migration," 2016.

214 Alex Thurston, "Niger's Issoufou Is Everything the West Wants in an African Leader," *World Politics Review* 2017.

215 Eric Maurice, "EU Hails First Result in Africa Migration Deals," in *EU Observer* (Brussels 2016).

En juin 2017, la Commission a publié le quatrième rapport intermédiaire du cadre de partenariat pour la migration.²¹⁶ L'évaluation a estimé le Niger « emblématique de ce qui pouvait être accompli dans un pays de transit, » mentionnant le développement d'une « politique migratoire (nationale) cohérente avec un cadre stratégique clair » et louant la mise en œuvre d'un plan d'action à court terme pour lutter contre les réseaux de passeurs dans la région d'Agadez. »²¹⁷ Bien qu'en surface la coopération se soit accentuée, il demeure un sérieux doute quant au véritable intérêt du Niger à réduire l'activité économique nationale générée par la migration.²¹⁸ Tel que Peter Tinti l'affirme, « à part la promesse de financement de l'Europe, la réalité est que le gouvernement nigérien a peu de raisons qui puissent le motiver à lutter contre le trafic de migrants, en partie car cela implique d'énormes risques politiques et sécuritaires. »²¹⁹

216 European Commission, “Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration.”

217 Ibid., 4.

218 Le transfert de fonds des migrants représente environ 2% du PIB annuel du Niger (environ 6% au Mali). Reitano, “Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work.”; Reitano, “What Incentives Does Niger Have for Cracking Down on Migrant Smuggling? Not Many.”; World Bank Group, “Migration and Remittances Factbook 2016,” in *Third Edition* (Washington, DC: World Bank Group, 2016).

219 Tinti, “The E.U.’S Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger.”

Recommandations: déplacer la protection de la périphérie vers le centre

Tandis que lutter contre la migration irrégulière est une préoccupation justifiée, la décision de le faire et les moyens pour y parvenir – y compris par la coopération internationale pour le renforcement des capacités de gestion des frontières dans les pays de transit – pourraient avoir des conséquences sur la stabilité politique et économique dans les pays cibles et sur la vulnérabilité des personnes en déplacement. Pour réduire les risques potentiels que peuvent engendrer les efforts de renforcement des capacités pour une meilleure gestion des frontières, et pour augmenter le potentiel positif de ces programmes, les gouvernements donateurs devraient prendre un nombre de mesures:

1. Maintenir la stabilité et la sécurité des moyens de subsistance.

Les bailleurs devraient systématiquement réaliser au préalable des analyses de risques et des évaluations d'impact qui couvrent les dynamiques politiques et économiques à tous les niveaux – local, provincial, national ou régional. Une attention portée sur des résultats rapides plutôt que la création d'impact durable risque de mettre en péril le principe « Do No Harm » en provoquant des effets néfastes tels que l'instabilité et l'insécurité des moyens de subsistance. Les bailleurs devraient concevoir leur soutien pour rendre la mobilité la plus sûre, digne, et ordonnée possible plutôt que de combattre la migration. Lorsqu'ils offrent un renforcement des capacités pour la gestion des frontières, les bailleurs devraient résister à la tentation de vouloir tout obtenir immédiatement, et consulter les organisations régionales, les gouvernements partenaires, les organisations locales, les communautés concernées ainsi que les migrants eux-mêmes sur les objectifs réalistes et souhaitables.

Les analyses d'impact préalables **devraient couvrir les possibles effets négatifs non escomptés que le contrôle accru des frontières pourrait avoir sur les moyens de subsistance des personnes des pays partenaires**. Les schémas stables de migration circulaire, en particulier dans le contexte de variations du travail saisonnier, devraient toujours être autorisés à persister. Cette forme de migration de travail peut être régulée là où il n'existe pas de réglementation, mais les marchés du travail ne devraient pas être perturbés par le contrôle accru des frontières. Là où les économies locales sont liées ou dépendantes de la migration irrégulière, y compris à travers la corruption ou le crime organisé, le contrôle accru des frontières devrait être accompagné par des

programmes de développement qui soutiennent la création de moyens alternatifs de subsistance pour les personnes qui vivent grâce à l'industrie de la migration. Dans ce contexte, les bailleurs devraient porter attention à l'échelonnement et au calendrier de leurs interventions. Lorsqu'ils allouent leur soutien financier, les bailleurs devraient rester attentifs à la compétition entre les gouvernements bénéficiaires. Cela signifie que **les bailleurs devraient éviter de miner la stabilité et l'intégration régionale** en incitant les gouvernements à fournir unilatéralement un contrôle accru des frontières en échange d'une augmentation de l'aide au développement. Dans les cas où il existe des mécanismes de gouvernance régionale qui promeuvent la mobilité intra-régionale pour les moyens de subsistance et le développement, cette liberté de circulation devraient être soutenue et non entravée.

Les efforts de renforcement des capacités de protection devraient être conçus de manière inclusive. Les communautés hôtes concernées devraient être consultées pendant la phase conceptuelle, et les projets devraient inclure des mesures de transparence et de confiance entre les autorités et la population.

Tout le long du cycle de projet des programmes de renforcement des capacités, les bailleurs peuvent fournir plus d'efforts pour garantir la stabilité et les moyens de subsistance. Ils devraient exiger et financer des suivis et évaluations au-delà des résultats, demander aux agences de mise en œuvre de développer des stratégies d'atténuation pour les possibles conséquences inattendues, et autoriser l'ajustement rapide et non bureaucratique des activités pour éviter les conséquences négatives. Les résultats des évaluations d'impact devraient être rendus publiques pour assurer la responsabilité et l'apprentissage institutionnel pour toutes les organisations et agences de mise en œuvre.

2. Soutenir la protection de tous les migrants et garantir l'accès à l'asile.

Dans les cas où des frontières non surveillées ou renforcées le sont en réponse à une demande extérieure avec un soutien financier externe, **les gouvernements donateurs ont une obligation de diligence et devraient s'assurer qu'un tel renforcement des capacités n'exacerbe pas les vulnérabilités.** Par conséquent, les bailleurs devraient soutenir les opérations de recherche, de sauvetage et d'assistance médicale, l'identification et l'orientation des personnes en situation de vulnérabilité et avec des besoins spécifiques, et garantir également que les personnes déplacées de force aient accès à une protection.

La réforme des lois de gestion de la migration ainsi que les politiques et pratiques associées devraient **intégrer une protection systématique et non discriminatoire contre les préjudices et une assistance pour tous les migrants.** Ces réformes devraient aussi se baser sur les conseils exhaustifs développés par les acteurs internationaux de la protection sur la manière d'augmenter l'attention à la protection dans la gestion des frontières, la coopération, les systèmes de saisie des données, les dispositifs de réception, le processus de contrôle et d'orientation, les processus et

procédures différenciées, etc.²²⁰ Dans les pays où les capacités de gouvernance et l'Etat de droit sont limités, il n'est pas réaliste d'espérer des résultats rapides et des activités de protection efficaces, même si des lois nouvellement élaborées répondent de droit aux exigences du droit international relatif aux droits de l'homme. Ceci est particulièrement vrai si les responsabilités de protection sont mutées vers les pays de transit sans assurer le financement adéquat.

Les bailleurs devraient aussi augmenter le soutien direct de la protection. Ils devraient soutenir les gouvernements dans les régions de transit (ainsi que le HCR quand nécessaire) pour établir les processus de détermination de statut pour les demandeurs d'asile, pour protéger le droit des réfugiés qui ont été soumis à la détermination de statut, et pour trouver des solutions durables pour les réfugiés, y compris par la réinstallation.

A long terme, le renforcement des capacités sur mesure peut renforcer le pouvoir des Etats de protéger les personnes en déplacement qui sont en situation de vulnérabilité, notamment si les bailleurs et les gouvernements bénéficiaires ont la volonté politique de favoriser un tel résultat. Néanmoins, tandis que la formation – l'approche la plus fréquente actuellement pour améliorer la protection – peut contribuer au transfert de compétences techniques, elle ne constitue pas en soi une réponse adéquate pour la protection. **Les bailleurs devraient développer une stratégie de protection synchronisée** dans laquelle toutes les activités de protection sont coordonnées entre les bailleurs et les agences de mise en œuvre, et où les formations sont complétées par d'autres efforts, comme le renforcement des systèmes d'orientation et d'assistance.

Les bailleurs devraient investir pour rendre les formations à l'attention des gardes-frontière et autres personnels gouvernementaux plus efficaces en termes de méthodes et d'approches. La formation devrait être intégrée au sein des programmes d'institutions de formation reconnues, et devrait aspirer à concevoir des modules de « formation de formateurs ». Elle devrait répondre aux compétences et niveaux des participants, comprendre des entraînements de mise en application pratique et des exercices, former *in situ* sur le terrain, offrir des mentors et des conseillers, favoriser l'échange d'expériences professionnelles, et permettre le contact entre les personnels de chaque côté de la frontière. L'impact et l'efficacité des méthodes de formation devraient être suivis et évalués de manière appropriée. Lorsqu'une formation ne parvient pas à produire le résultat escompté, les bailleurs de fonds devraient ajuster leur démarche et envisager également d'interrompre le financement des programmes de formation.

220 Par exemple UNHCR, "Refugee Protection and Mixed Migration: A 10-Point Plan of Action"; UNHCR, "10 Point Plan in Action 2016 Update."; OHCHR, "Recommended Principles and Guidelines on Human Rights at International Borders.", and OHCHR, "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft Examples February 2017."; OHCHR and GMG, "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft February 2017."

3. Prévenir les mauvais traitements et la répression.

Lorsqu'ils augmentent leur soutien au contrôle des frontières dans des pays qui possèdent un bilan documenté de mauvais traitements et de répression, **les bailleurs devraient en parallèle augmenter leur soutien pour établir un Etat de droit, des capacités de suivi et de surveillance des droits de l'homme, bien au-delà du strict domaine de la migration irrégulière.** L'aide aux capacités de surveillance, à l'instar de celle des parlements, institutions nationales des droits de l'homme ou des ombudsmen, et des groupes de la société civile ou des médias peut contribuer à gérer les risques d'abus gouvernementaux. Le soutien financier, technique mais aussi diplomatique est particulièrement important dans les endroits où les défenseurs des droits de l'homme travaillent dans un espace strictement limité ou qui se rétrécit. Les gouvernements donateurs devraient systématiquement dénoncer le harcèlement de la part d'acteurs spécifiques et les lois ou politiques qui entravent la surveillance des droits de l'homme. La surveillance régulière est néanmoins insuffisante.

Les bailleurs devraient également charger les agences de mise en œuvre de sélectionner avec précaution leurs partenaires dans les dispositifs de sécurité et d'établir un mécanisme de plainte où les préoccupations concernant des programmes, activités, ou personnes spécifiques impliquées dans le programme peuvent être enregistrées et traitées. Un tel mécanisme de plainte devrait être rendu accessible et sûr pour les plaignants. Les bailleurs ont la responsabilité de vérifier que les dispositifs mis en place par les agences de mise en œuvre sont satisfaisants à cet égard. Les bailleurs devraient se tenir prêts à intervenir et enquêter sur les plaintes et, lorsque c'est justifié, dénoncer les violations des droits de l'homme. Lorsqu'ils possèdent une information sur le bilan médiocre en matière de mauvais traitements d'une unité particulière, les bailleurs devraient partager cette information avec d'autres bailleurs. Pour créer un effet de levier, ils devraient également imposer des conditions d'amélioration du respect des droits de l'homme au soutien offert à des acteurs particuliers de la sécurité.

Enfin, des efforts particuliers sont nécessaires pour résoudre les problèmes de corruption et d'abus, tels que par le suivi et le soutien à la transparence et aux mécanismes de recours. **Les bailleurs devraient investir dans l'infrastructure de justice et anti-corruption** dans les pays bénéficiaires pour atténuer la potentielle augmentation des possibilités d'exploitation des migrants soumis à de plus de plus de contrôles pas les autorités nationales, et faire de la coopération contre la migration irrégulière une occasion de traiter des problèmes plus structurels.

Annexe 1: Organisations consultées

Un total de 56 entretiens avec 79 personnes ont été menés, 7 entretiens préparatoires à Genève, Vienne et Bruxelles par téléphone (avec un total de 7 personnes interrogées), 13 entretiens personnels à Dakar (un total de 22 personnes interrogées), 18 entretiens à Niamey (un total de 21 personnes interrogées) et 18 entretiens personnels à Bamako (un total de 29 personnes interrogées). En plus, 5 entretiens téléphoniques ont été menés avec les moniteurs locaux présents dans de nombreux endroits au Mali et au Niger. Les personnes interrogées comprenaient : des responsables (nationaux et régionaux) de la protection, des droits de l'homme, humanitaires ; des responsables de programmes et coordinateurs régionaux ; des consultants ; des responsables de la sécurité ; des experts en suivi et évaluation ; des responsables de la formation ; des chercheurs ; des avocats ; diplomates ; personnel des bailleurs ; et les autorités nationales. Tous les entretiens étaient semi-structurés et confidentiels. La liste ci-dessous a été rendue anonyme.

Organisations consultées	
Entretiens préparatoires: Genève (personnel), Vienne, Bruxelles, Washington D.C. (téléphonique)	Dakar (personnel)
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD)	Department for International Development (DFID)
International Organization for Migration (IOM)	EU Trust Fund (EUTF), European Union External Action Service (EEAS)
Konrad-Adenauer-Stiftung	International Labour Organization (ILO)
Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)	International Organization for Migration (IOM)
United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)	IPAR - Initiative Prospective Agricole et Rurale
Researcher at University of Geneva	IPAR - Initiative Prospective Agricole et Rurale
US Department of State	Institut de recherche pour le développement (IRD)
	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), Regional Office for West Africa
	Save the Children
	United Nations Development Programme (UNDP)
	United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

	United Nations Children’s Fund (UNICEF)
	United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)
	US Bureau of Population, Refugees, and Migration (PRM)

Organisations consultées

Bamako (personnel)	Niamey (personnel)
Association Malienne des Expulsés	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)
COOPI Cooperazione Internazionale	Agence Française de Développement (AFD)
Danish Regional Sahel Peace And Stabilization Program	Agencia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo (AICS)
Danish Demining Group (DDG)	Danish Demining Group (DDG)
Department for International Development (DFID)	EU Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (DG ECHO)
Dutch Embassy	EUCAP Niger
EU Capacity Building Mission in Mali (EUCAP Mali)	EU Delegation
EU Delegation	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
German Embassy	International Committee of the Red Cross (ICRC)
Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	International Organization for Migration (IOM)
Haut Conseil des Maliens de l’Extérieur	International Rescue Committee (IRC)
International Committee of the Red Cross (ICRC)	Laboratoire d’Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement (LASDEL)
International Organization for Migration (IOM)	Local Monitors
International Rescue Committee (IRC)	Alternative Espaces Citoyen
Institute for Security Studies (ISS)	Researcher at University of Niamey
Local Monitors	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
Ministère des Maliens de l’Extérieur et de l’Intégration Africaine	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)
Swiss Cooperation (DEZA)	United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
United Kingdom Foreign and Commonwealth Office	United Nations Children’s Fund (UNICEF)
United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)	United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)
United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)	
US Embassy	

Annexe 2: Résultats des exercices de cartographie

Note: Nous supposons une partialité temporelle dans les données accessibles au public et dans les données archivées reçues des agences. Cette partialité engendre probablement une attention disproportionnée sur les projets récents aux dépens des projets plus anciens.

69 projets mis en œuvre au Mali et/ou au Niger ont été classifiés selon qu'ils étaient plus axés sur la sécurité et le contrôle ou plus axés sur la protection, répondant aux besoins des personnes en déplacement. A la suite d'une description des activités, les programmes ont été catégorisés selon des mots clés ainsi que par l'accent mis par les acteurs de la mise en œuvre eux-mêmes. Par conséquent, les activités décrites somme se concentrant sur la *stratégie* des forces de sécurité, l'optimisation des *systèmes* et des *procédures*, soutien des réformes des procédures et la *coordination* aux frontières, renforcement de la *connaissance technique*, l'*infrastructure* et les *ressources* pour la sécurité et le contrôle des frontières, etc. sont définies comme « Sécurité et Contrôle ». D'un autre côté, les projets qui impliquent des activités soulignant la *protection* ou l'*implication* de certains groupes de personnes en déplacement, la protection des droits (*de l'homme*) des migrants, la *sensibilisation sur les risques et les dangers pour les migrants*, ou *intégrant spécifiquement les différents intérêts et renforçant l'assistance* aux migrants bloqués ou nommant les personnes en déplacement bénéficiaires sont catégorisés comme « Protection ». ²²¹ Parmi les 69 projets, la majorité (47 projets, 68%) sont axés sur des activités de sécurité et contrôle des frontières. Environ un sixième des projets (11 projets, 16%) mettent l'accent sur la protection des personnes en déplacement. Parfois, certains projets comportent à la fois des mesures de sécurité et de contrôle ainsi que des mesures de protection (9 projets, 13%). Quelques projets ne peuvent être catégorisés sans équivoque à cause d'un manque de données (2 projets, 3%, voir ci-dessous).

Countries

Niger: NER, Mali: MLI. Furthermore: Algeria: DZA, Benin: BEN, Burkina Faso: BFA, Cameroon: CMR, Cape Verde: CPV, Chad: TCD, Côte d'Ivoire: CIV, Egypt: EGY, Gambia: GMB, Ghana: GHA, Guinea: GIN, Guinea-Bissau: GNB, Liberia: LBR, Libya:

²²¹ La catégorisation provient de l'interprétation des informations disponibles sur les projets décrits par les acteurs de mise en œuvre ou les bailleurs eux-mêmes. Néanmoins, cette approche peut ne pas avoir été vérifiée de manière méthodique et tirer des conclusions inter-subjectivement reproductibles. Ceci est également dû à la partialité temporelle des données disponibles mentionnée ci-dessus.

LBY, Mauritania: MRT, Morocco: MAR, Nigeria: NGA, Senegal: SEN, Sierra-Leone: SLE, Togo: TGO, Tunisia: TUN, G5: BFA, MLI, MRT, NER, TCD

Note: Les tableaux détaillant les résultats de la cartographie ci-dessous ont été maintenus dans leur forme originale en anglais.

Mapping Results

Projects including both Niger and Mali

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €) ²²¹	Project Emphasis
African Union	Support to the African Union Border Programme	2008 - 2018	Lead executive agency: African Union Commission (AUC), Peace and Security Department (PSD); Regional Economic Communities; National ministries for border issues; National border commissions GIZ is assisting with the implementation of the Border Programme across the continent, and at regional, national and local levels.	(Commissioned by German Federal Foreign Office)	37,200,000.00	Security & Control
BFA, MAL, NER	Strengthening Democratic Control and Oversight of the Security Sector In the Sahel Region	01/07/14 – 01/12/16	National Democratic Institute (NDI) and Center for Democratic Control of the Armed Forces (DCAF)	Denmark	No data	Security & Control
MAL, MRT, NER,	Contre Terrorisme Sahel Project (CT Sahel)	2011 – 2015	CIVIPOL, FIIAPP, OCAM, AEI; Managed by DG DEVCO	EU (IcSP)	8,700,000.00	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER, TCD	Appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel et au Collège Sahélien de Sécurité (T05-EUTF-SAH-REG-01)	No data (adopted 06/06/2016, 24 months-period of implementation)	G5	EU	7,000,000.00	Security & Control
~ 40 countries	Support to Africa-EU MMD (Migration and Mobility Dialogue). Incl. Setting up of a facility to support African countries, regions and institutions	No data	No data	EU (DCI)	18,500,000.00	Security & Control
EGY, MAL, MAR, NER (plus countries in Asia, Eastern Europe and Latin America)	Global action to prevent and address trafficking in persons and the smuggling of migrants 2015-2019	2015 – 2019	EU, UNODC, IOM, UNICEF	EU and UNODC	10,000,000.00	Security & Control and Protection
~ 40 countries	ACP-EU Migration Action	No data	IOM	EU (EDF)	9,700,000.00	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER, SEN, TCD	Rapid Action Groups - Monitoring and Intervention in the Sahel (GAR-SI SAHEL)	No data (adopted 13/06/2016, total duration 46 months)	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIIAPP, Spain); Consortium of Member States (France, Italy, Portugal)	EU (EUTF)	41,600,000.00	Security & Control

221 Tous les budgets indiqués dans une devise différente de l'euro ont été convertis en utilisant le taux de change officiel du 13 septembre 2017.

Mapping Results

Projects including both Niger and Mali

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €) ²²¹	Project Emphasis
MAL, MRT, NER, SEN	Thematic Programme for Migration and Asylum (DCI-MIGR 2010/224-349)	01/03/11 – 03/03/13	Jefatura Fiscal y Fronteras de la Guardia Civil (Spain)	EU (1.952.200€ support); No data on the rest	2,440,000.00	Security & Control
BFA, MAL, NER	Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS)	No data; ongoing	No data	France (Fonds de Solidarité Prioritaire FSP)	752,000,000 (2010-2013)	Security & Control
BFA, MAL, NER	Border Security and Management in the Sahel	Since 01/02/14; ongoing	DRC-DDG	Denmark, UK, Netherlands, USA	No data	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER	Enhancing Security in the Sahel	April 2015 – March 2016	IOM	Japan	No data	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER	Coordinated Border Management in Niger, Mali, Mauritania and Burkina Faso and Immigration and border Management in Niger	01/04/15 – 01/03/16	IOM	Japan	2,523,270.00	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER, TCD	Border Management & Border Communities in the Sahel	March 2015 – March 2016	UNDP	Japan	3,196,142.00	Security & Control and Protection
BFA, MAL, NER, NGA, SEN	Border Security Management Course	On hold due to funding	Kofi Annan International Peacekeeping Training Center	Japan, UNDP	No data	Security & Control
BEN, BFA, CIV, GHA, MAL, NER, NGA, TGO	Border management focus of INTERPOL training in West Africa	23/05/16 – 03/06/16	INTERPOL	No data	No data	Security & Control
- 15 countries	Training Course on International Migration Law for the Representatives of CEN-SAD Countries	01/12/08 – 28/02/09	IOM	No data	90,566.89	Security & Control
BFA, MAL, NER	Strengthening ECOWAS Capacities on Population Displacement Management	01/08/15 – 31/07/16	IOM	No data	84,109.00	Security & Control
- 10 countries	Migration Profiles in Selected Countries in West and Central Africa: A Tool for Strategic Policy Development	01/10/09 – 31/01/10	MRF Dakar, Research Division in Headquarters, EC, Switzerland and Belgium	No data	126,163.5	Security & Control
- 10 countries	Security sector reform projects and technical assistance through consultancy services and training in preventing and tackling irregular migration, terrorism and organized crime	No data	No data	Spain	330,000.00	Security & Control
West Africa	Protecting and creating prospects for children and young migrants in difficulty	06/01/12 – 30/11/17 (SDC has been a supporter since 2010)	SDC	Switzerland	7,746,823.20	Protection
MAL, NER, SEN + G5 and ECOWAS	Strengthening the capacities of West African states to develop a human rights-based response to smuggling of migrants and to effectively respond to human rights violations related to irregular migration	No data, 2 years proposed project implementation period	UNODC/ OHCHR	The Netherlands	2,000,000.00	Security & Control and Protection

Mapping Results

Projects including both Niger and Mali

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €) ²²¹	Project Emphasis
BFA, DZA, MAL, MAR, MRT, NER, NGA, SEN, TCD, TUN	Counterterrorism Capacity Building Program (CTCBP): Strengthening Travel Document Security and Identification Management in the Sahel Region	December 2013 – March 2015	International Civil Aviation Organization (ICAO)	Canada	515,775.00	Security & Control
BFA, MAL, MRT, NER, NGA, SEN	Enhancing the capacity of West African Law Enforcement to Prevent Human Smuggling through training and Connectivity to INTERPOL Systems	25/03/14 – 15/05/15	Canada	Canada	809,422.90	Security & Control
BFA, MAL, NER, NGA, SEN	ECOWAS Cross Border Initiatives Programme	No data	ECOWAS	No data	No data	Protection
ECOWAS, MRT	FMM West Africa (Support for Free Movement of Persons and migration in West Africa)	01/06/13 – 28/02/18	IOM, ECOWAS Commission, ICMPD, ILO	EU	26,000,000.00	Protection
BFA, MAL, MRT, NER, NGA, TCD	Building capacities and reducing vulnerabilities for mobile and host populations	TBD (not yet active)	IOM	No data	No data	Protection
BFA, MAL, NER, NGA, SEN	ECOWAS-Spain Migration Project	Launched in 2014	Spain	No data	No data	No data
MAL, NER	Increase Interdiction on Sahel Borders	05/07/05 - FY2017	UNODC	No data	3,469,496.25	Security & Control
MAL, NER	Regional Cross Border Management Course	04/05/15 – 08/05/15	US Department of State	No data	No data	Security & Control and Protection
- 20 countries	Support to the African Union Border Programme (AUBP)	2008-2018	African Union Commission (AUC), Peace and Security Department (PSD), assisted by GIZ	German Federal Foreign Office	10,400,000 (2016-2018), 37,200,000 in total	Security & Control

Mapping Results

Projects in Mali

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €)	Project Emphasis
BFA, GAB, MAL, MRT, SEN	Addressing Document Fraud in Burkina Faso, Gabon, Mali, Mauritania and Senegal	15/07/11 – 15/04/12	IOM	Co-financed by ICMPD and France	126,163.50	Security & Control
- 20 countries	MIEUX III	2016 – 2019	ICMPD	EU	8,000,000.00	Security & Control
MAL, MRT	Trainings for law enforcement officers dealing with border security, support the enhancement of ability to analyze and collect information/ intelligence	No data	IOM	Japan	2,556,913.60	Security & Control
GIN, GMB, GNB, LBR, MAL, SEN, SLE	Training to strengthen border management in West Africa	18/04/16 – 29/04/16	INTERPOL	No data	No data	Security & Control

Mapping Results

Projects in Mali

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €)	Project Emphasis
BFA, CIV, GIN, MAL, SEN	Counter Trafficking Capacity Building, Cooperation and Networking in West Africa	No data, total duration 12 months	IOM	No data	168,218.00	Security & Control
GHA, MAL	Enhancing the Capacity of Migration Management in North Western Africa	31/03/11 – 31/12/11	IOM	No data	28,186.61	Security & Control
MAL, MRT	Renforcer la Gestion Conjointe des Frontières entre le Mali et la Mauritanie	No data, total duration 12 months	IOM	No data	168,218.00	Security & Control
MAL, MRT	Enhancing the collective capacity for managing borders and protecting border communities between Mali and Mauritania	01/03/15 – 01/02/17	IOM	Japan	2,523,270.00	Security & Control
MAL, MRT	Migratory Flow Management	No data	Spain	No data	No data	No data
MAL	Strengthening Labour Migration in Mali	01/03/10 – 31/03/11	IOM	No data	77,380.28	Security & Control
MAL	Support Malian National and Local Institutions in Managing Environmental Migration within the Framework of their Strategy for Reducing Vulnerability to Climatic Changes	01/07/11 – 30/09/16	IOM	No data	126,163.50	Protection
MAL	Workshop on Displacement Management in Emergency Situations in Mali	11/07/16 – 15/07/16	IOM	IOM Development Fund	No data	Security & Control
MAL	Strengthening the Knowledge Base to Better Protect and Assist Migrants in a Situation of Vulnerability in Mali	01/10/16 – 30/09/17	IOM	No data	168,218.00	Security & Control
MAL	Setting Standards on Protection and Assistance to Vulnerable Migrants in Support of the Global Action to Prevent and Address Trafficking in Persons and the Smuggling of Migrants	01/10/16 – 30/09/18	IOM	No data	42,054.50	Security & Control
MAL	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali	Date of adoption 12/14/2016, total duration 36 months	IOM/AECID	EU (European Union Emergency Trust Fund for stability and addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa)	15,000,000.00	Protection
MAL	Border Security in the Sahel: Building a Regional Platform for Dialogue and Action	01/04/15 – 31/03/16	UK	UK Conflict Security and Stability Fund	272,170.50	Security & Control and Protection
MAL	Programme of support for enhanced security in the Mopti and Gao regions and for the management of border areas (PARSEC Mopti-Gao)	01/03/17 – 01/03/20	Expertise France	EU (EUTF)	29,000,000.00	Security & Control

Mapping Results

Projects in Niger

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €)	Project Emphasis
NER, TGO	Enhancing the Protection of Stranded Migrants in West Africa: a Study in Niger and Togo	01/10/12 – 31/07/13	IOM	No data	84,109.00	Protection
NER, TCD	Community engagement on border management mechanism in Niger- Flintlock 2017	23/09/16 – 23/09/17	IOM; partnerships with DS/ATA and SOCAFRICA	USG: DOS	832,679.10	Security & Control
DZA, EGY, LBY, MRT, MAR, NER, TUN	RDPP North Africa Programme	No data	No data	EU (ENI): 3.000.000€; EU (AMIF): 17.500.000€; EU (EUTF): 10.000.000€	30,500,000.00	Security & Control and Protection
NER	EUCAP Sahel Niger	08/08/12 – 15/07/16	EU		17,770,000.00	Security & Control
NER	Migration EU Expertise	Ongoing as of October 2016	EU; implementing partner ICMPD			Security & Control
NER	Support for justice and security in Niger to fight organised crime, smuggling and Human Trafficking (AJUSEN)	Adopted 06/13/2016, total duration 60 months	French Development Agency, Civipol	EU	30,000,000.00	Security & Control
NER	Police programme Africa – supporting police reform processes in Niger	2013 – 2018	GIZ	AA	No data	Security & Control
NER	Programme to support local development and governance for better management of migratory flows	No data	GIZ	EU	25,000,000.00	Security & Control
NER	Support to the Inter-Ministerial Committee on Migration to Develop the National Strategy to Counter Irregular Migration	June 2016; ongoing	ICMPD	EU	131,000.00	Security & Control
NER	Secure borders in Northern Niger	No data	IOM	CTCBP (Canada)	206,310.00	Security & Control
NER	Security Diffa Niger Project (SEDINI)	No data, total duration 18 months	IOM	EU (CPSI)	3,000,000.00 (SEDENI + AGAMI)	Security & Control and Protection
NER	Agadez Migration Project (AGAMI)	No data, total duration 12 months	IOM	EU (CPSI)	see above (SEDENI + AGAMI)	Protection
NER	Response Mechanism and Resources for Migrants (MRRM) Phase II	01/10/16 – 01/10/19	IOM	EU (EUTF)	7,000,000.00	Security & Control
NER	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour durable au Niger (Sustainable Return from Niger – SURENI)	Adopted 14/12/2016, total duration 36 months	IOM	EU (EUTF)	15,000,000.00	Security & Control and Protection
NER	Support to the development and to local governance for a better management of migratory flows. Titre français: Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires	No data	No data	EU (EUTF)	25,000,000.00	Protection

Mapping Results

Projects in Niger

Countries/Organization	Project Title	Period of Time	Implementing Actor	Donor	Budget (in €)	Project Emphasis
NER	Création d'une équipe conjointe d'investigation pour la lutte contre l'immigration irrégulière, le trafic et la traite des êtres humains. English title : Action to set up a Joint Investigation Team	No data	No data	EU (EUTF)	6,000,000.00	Security & Control
NER	MRRM I (AGADEZ MIGRATION -"AGAMI")	No data	No data	EU (IcSP)	1,730,000.00	Protection
NER	Setting up a joint investigation team to combat irregular immigration, human trafficking and people smuggling	Adopted 18/04/2016, total duration 36 months	PAGODA with Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas	EU (European Union Emergency Trust Fund for stability and addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa)	6,000,000.00	Security & Control
NER	Document fraud and human trafficking training	October 2014; ongoing	Spain			Security & Control and Protection
NER	Access to status determination procedures, reception conditions and assistance to asylum seekers in Niger	No data	UNHCR	Italy	2,093,338.00	Protection
NER	Offered Border Security training	No data	USG: DOS	NADR/ATA	No data	Security & Control

Références

- Abderrahim, T., and A Knoll. "The Eu's Migration Cooperation with North Africa: Will the Carrot and Stick Approach Work?": European Centre for Development Policy Management, 2017.
- ACAPS. "Mali Crisis Analysis." ACAPS, www.acaps.org/country/mali/crisis-analysis.
- Adepoju, Aderanti, Femke Van Noorloos, and Annelies Zoomers. "Europe's Migration Agreements with Migrant-Sending Countries in the Global South: A Critical Review." *International Migration* 48 (2010): 42-75.
- Afifi, Tamer. "Economic or Environmental Migration? The Push Factors in Niger." *International Migration* 49, no. S1 (2011).
- Alfred, Charlotte. "Year in Review: The Refugee Crisis in 2016." In *News Deeply*, 2016.
- Altai Consulting. "Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean." Abuja: Altai Consulting, IOM Nigeria, 2015.
- Altai Consulting. "Mixed Migration: Libya at the Crossroads." Altai Consulting, UNHCR, 2013.
- Amnesty International. "Americas: Facing Walls: USA and Mexico's Violations of the Rights of Asylum-Seekers." Amnesty International, 2017.
- Amnesty International. "The Human Cost of Fortress Europe: Human Rights Violations against Migrants and Refugees at Europe's Borders." 2014.
- Amnesty International. "Niger 2016/2017." 2017.
- Andelković, Zoran, and Zoran Dženovljanović. "Humanitarian Border Management - Standard Operating Procedures for Border Police." Belgrade, Serbia: International Organization for Migration (IOM), 2016.
- Andrijasevic, Rutvica. "Deported: The Right to Asylum at Eu's External Border of Italy and Libya." *International Migration* 48, no. 1 (2010): 148-74.
- Androff, David K., and Kyoko Y. Tavassoli. "Deaths in the Desert: The Human Rights Crisis on the U.S.-Mexico Border." *Social Work* 57, no. 2 (2012): 165-73.
- Awumbila, Mariama, Yaw Bennet, Joseph Kofi Teye, and George Atiim. "Across Artificial Borders: An Assessment of Labour Migration in the Ecowas Region." Brussels: IOM, ACP Observatory on Migration, 2014.
- Baird, Theodore. "Viewpoint: Migration, EU Cooperation and Authoritarianism." *Stawatch*, 2016.
- Balima, Boureima. "Dreams That Wither and Die in the African Desert." 15/07/2015 2015.
- Bastide, Loïs. "Mixed Migration in West Africa: Data, Routes and Vulnerabilities of People on the Move." Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS) West Africa, 2017.
- Bauloz, Céline. "The EU Migration Partnership Framework: An External Solution to the Crisis?" In *EU Immigration and Asylum Law and Policy*, 2017.
- Bensaâd, Ali. "L'irrégularité De L'immigration En Mauritanie: Une Appréhension Nouvelle, Conséquence D'enjeux Migratoires Externes." *CARIM Analytic and Synthetic Notes* 2008/76 (2008).
- Bhagwati, Jagdish. "Borders Beyond Control." *Foreign Affairs*, no. January/February (2003): 98-104.
- Bigo, Didier. "Criminalisation of Immigrants: The Side Effect of the Will to Control the Frontiers and the Sovereign Illusion." In *Irregular Migration and Human Rights, Theoretical, European and International Perspectives*, edited by Barbara Bogusz, Ryszard Cholewinski and Erika Szyszczak, 61-93. Leiden: Martinus Nijhof, 2004.
- Bosso, Francesco. "Cooperation-Based Non-Entrée: What Prospects for Legal Accountability? ." IFHV Working Paper 6, no. 1 (2016).
- Brachet, Julien. "Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to the through the Central Sahara." In *Saharan Frontiers: Space and Mobility in Northwest Africa*, edited by J Scheele and J McDougall, 238-56. Bloomington: Indiana University Press, 2012.
- Canadian Government. "On the Relations Canada-Niger." www.canadainternational.gc.ca/mali/bilateral_relations_bilaterales/bilateral_canada_niger.aspx?lang=eng
- Carling, Jørgen. "Migration Control and Migrant Fatalities at the Spanish-African Borders." *International Migration Review* 41, no. 2 (2007): 316-43.
- Carling, Jørgen, and María Hernández-Carretero. "Protecting Europe and Protecting Migrants? Strategies for Managing Unauthorised Migration from Africa." *The British Journal of Politics & International Relations* 13, no. 1 (2011): 42-58.
- Castles, Stephen. "Why Migration Policies Fail." *Ethnic and Racial Studies* 27 (2004): 205-27.
- Charrière, Florianne, and Marion Frésia. "West Africa as a Migration and Protection Area." UNHCR, 2008.
- Citoyens, Alternative Espaces. "Rapport De Monitoring De La Situation Des Droits Des Migrants Dans Le Nord Niger." Niamey: Alternative Espaces Citoyens (AEC), 2017.

- Club/OECD, Sahel and West Africa. "The Socio-Economic and Regional Context of West African Migrations." In Working Document 1. Issy-Les-Moulineaux: Sahel and West Africa Club/Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2006.
- Cornelius, Wayne A., and Idean Salehyan. "Does Border Enforcement Deter Unauthorized Immigration? The Case of Mexican Migration to the United States of America." *Regulation & Governance* 1, no. 2 (2007): 139-53.
- Cornelius, Wayne A., Takeyuki Tsuda, Philip L. Martin, and James Frank Hollifield. *Controlling Immigration: A Global Perspective*. Stanford, CA: Stanford University Press, 2004.
- Council of the European Union. "Council Conclusions on the Sahel Regional Action Plan 2015-2020." Brussels: European Union, 2015.
- Council of the European Union. "Migration: State of Play and Next Steps – Exchange of Views." Brussels: Council of the European Union, 2017.
- Czaika, Mathias, and Hein De Haas. "The Effectiveness of Immigration Policies." *Population and Development Review* 39, no. 3 (2013): 487-508.
- Darme, Marie-Cecile, and Tahar Benattia. "Mixed Migration Trends in Libya: Changing Dynamics and Protection Challenges." *Altai Consulting, IMPACT Initiatives, UNHCR*, 2017.
- Davy, Deanna. "Anti-Human Trafficking Interventions." *American Journal of Evaluation* 37, no. 4 (2016): 486-504.
- De Haas, Hein. "The Internal Dynamics of Migration Processes: A Theoretical Inquiry." *Journal of Ethnic & Migration Studies* 36 (2010): 1587-617.
- De Haas, Hein. "The Myth of Invasion: Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union." In *IMI Research Report*. Oxford: International Migration Institute, 2007.
- Demmelhuber, Thomas. "The European Union and Illegal Migration in the Southern Mediterranean: The Trap of Competing Policy Concepts." *The International Journal of Human Rights* 15, no. 6 (2011): 813-26.
- Dettmer, Jamie. "Germany, Italy Push for EU Mission on Libya-Niger Border to Deter Migrants." *VoA*, 15.05.2017 2017.
- Deutsche Welle. "44 Flüchtlinge Verdurstet in Der Wüste." 2017.
- Deutsche Welle. "Merkel Talks Irregular Migration in Niger." *Deutsche Welle*, 10.10.2016 2016.
- Devillard, Alexandre, Alessia Bacchi, and Marion Noack. "A Survey on Migration Policies in West Africa: Second Edition." 233. Vienna and Dakar: ICMPD, IOM, 2016.
- Diallo, Ibrahim Manzo. "EU Strategy Stems Migrant Flow from Niger, but at What Cost?" *IRIN-News*, 02.02.2017 2017.
- Dünnwald, Stephan. "Bamako, Outpost of the European Border Regime?" In *Eurafrican Borders and Migration Management - Political Cultures, Contested Spaces, and Ordinary Lives*, edited by Paolo Gaibazzi, Alice Bellagamba and Stephan Dünnwald, 83-107: Palgrave Macmillan, 2017.
- Dünnwald, Stephan. "Remote Control? Europäisches Migrationsmanagement in Mauretanien Und Mali." *movements. Journal für kritische Migrations-und Grenzregimeforschung* 1, no. 1 (2015).
- Düvell, Frank, ed. *Illegal Immigration in Europe: Beyond Control*: Palgrave Macmillan UK, 2006.
- European Commission. "Central Mediterranean Route: Commission Proposes Action Plan to Support Italy, Reduce Pressure and Increase Solidarity, Press Release." 2017.
- European Commission. "European Union Steps up Its Support for Niger to the Tune of Eur 609.9 Million. Press Release." Brussels: European Commission, 2016.
- European Commission. "Factsheet EU Emergency Trust Fund for Africa." European Commission, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/factsheet-eu-emergency-trust-fund-africa-2017-update-0606_en.pdf.
- European Commission. "Factsheet on EU Development Cooperation with Niger." Brussels: European Commission, 2015.
- European Commission. "First Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration." 2016.
- European Commission. "Fourth Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration." Strasbourg: European Union, 2017.
- European Commission. "Joint Communication to the European Parliament and the Council: Capacity Building in Support of Security and Development –Enabling Partners to Prevent and Manage Crisis." Brussels: European Commission, 2015.
- European Commission. "Second Progress Report on the Partnership Framework with Third Countries under the European Agenda on Migration." Strasbourg: European Union, 2017.
- European External Action Service. "The European Union and the Sahel, Fact Sheet ". Brussels: European Union, 2017.
- Farcy, Jean-Baptiste. "Eu-Turkey Agreement: Solving the EU Asylum Crisis or Creating a New Calais in Bodrum?" In *EU Immigration and Asylum Law and Policy*, 2015.
- Ferrer-Gallardo, Xavier, and Henk van Houtum. "The Deadly EU Border Control." *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 13, no. 2 (2014): 295-304.
- FIDH. "60th Session Achpr: Externalization of European Borders in Africa: From Cooperation to Blackmail." International Federation for Human Rights - 60th Ordinary session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, 2017.

- Flynn, Daniel. "Corruption Stymies Niger's Attempts to Stem Flow of Migrants to Europe." *The Guardian*, 22/06/2015 2015.
- Flynn, Daniel. "Graft Stalls Niger's Bid to End Migrant Route to Europe." 19/06/2015 2015.
- Frelick, Bill, Ian M. Kysel, and Jennifer Podkul. "The Impact of Externalization of Migration Controls on the Rights of Asylum Seekers and Other Migrants." *Journal on Migration and Human Security* 4, no. 4 (2016): 190-220.
- Frontex. "Africa-Frontex - Intelligence Community - Joint Report 2015." In AFIC Joint Report. Warsaw: Frontex, 2016.
- García Andrade, Paula, and Iván Martín. "EU Cooperation with Third Countries in the Field of Migration." Brussels: European Parliament, Directorate General for Internal Policies Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs 2015.
- Geiger, Martin. "Policy Outsourcing and Remote Management." In *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*, edited by Ruben Zaiotti: Routledge, 2016.
- Geiger, Martin, and Antoine Pécoud. "International Organisations and the Politics of Migration." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 40, no. 6 (2014): 865–87.
- Geiger, Martin, and Antoine Pécoud. "The Politics of International Migration Management." In *The Politics of International Migration Management*, edited by Martin Geiger and Antoine Pécoud, 1–20. London: Palgrave Macmillan UK, 2010.
- Georgi, Fabian. "For the Benefit of Some: The International Organization for Migration and Its Global Migration Management." In *The Politics of International Migration Management*, edited by Martin Geiger and Antoine Pécoud, 45–72. London: Palgrave Macmillan UK, 2010.
- GIZ. "Police Programme Africa – Niger Project Description." www.giz.de/en/worldwide/20718.html.
- Global Initiative Against Organized Transnational Crime. "Integrated Responses to Human Smuggling from the Horn of Africa to Europe." Geneva: Global Initiative Against Organized Transnational Crime, 2017.
- GMDAC. "Dangerous Journeys – International Migration Increasingly Unsafe in 2016." In *Data Briefing Series*. Berlin: Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC), 2016.
- Haas, Hein de. "Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union: An Overview of Recent Trends". International Organization for Migration Geneva, 2008.
- Haddock, Paula. "Monitoring and Evaluating Training: Challenges, Opportunities and Recommendations: Praxis Paper 30." Intrac, 2015.
- Hall, Samuel. "Selling Sand in the Desert - the Economic Impact of Migration in Agadez, a Study Commissioned by IOM Niger." Geneva: IOM, 2016.
- Hansen, Randall, and Demetrios G. Papademetriou. "Securing Borders – the Intended, Unintended, and Perverse Consequences." edited by Migration Policy Institute, 2014.
- Hathaway, James C., and Thomas Gammeltoft-Hansen. "Non-Refoulement in a World of Cooperative Deterrence." *Law & Economics Working Papers*, no. Art. 106 (2014).
- Hoffman, Michelle. "Deadly Trade through Niger Snares Refugees and Migrants." 04/08/2017 2017.
- Human Rights Council. "Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants, François Crépeau." Human Rights Council, United Nations General Assembly, 2015.
- Human Rights Watch. "European Union: Managing Migration Means Potential EU Complicity in Neighboring States' Abuse of Migrants and Refugees." Human Rights Watch, 2006.
- Human Rights Watch. "Mali - Events of 2016." 2017.
- Human Rights Watch. "Mali: Unchecked Abuses in Military Operations. Mali, Burkina Faso Troops Commit Killings, "Disappearances," Torture." 2017.
- Human Rights Watch. "World Report 2017 - Events of 2016." New York City: Human Rights Watch, 2017.
- ICAT. "Pivoting toward the Evidence: Building Effective Counter-Trafficking Responses Using Accumulated Knowledge and a Shared Approach to Monitoring, Evaluation and Learning." In *Issue Paper*. Vienna: Inter-Agency Coordination Group Against Trafficking in Persons 2016.
- ICMPD. "A Survey on Migration Policies in West Africa." ICMPD, IOM, Swiss Agency for Development and Cooperation SDC, 2015.
- IDCoalition. "There Are Alternatives: Handbook for Preventing Unnecessary Immigration Detention." idcoalition.org/wp-content/uploads/2016/01/There-Are-Alternatives-2015.pdf.
- IOM, ed. *The Future of Migrations: Building Capacities for Change*. Geneva: International Organization for Migration, 2010.
- IOM. "IOM Niger - 2016 Migrant Profiling Report." Geneva: International Organization for Migration (IOM), 2017.
- IOM. "Latest Global Figures: Migrant Fatalities Worldwide." In *Missing Migrants: Tracking Deaths Along Migratory Routes*, 2017.
- IOM. "Migration Governance Framework: The Essential Elements for Facilitating Orderly, Safe, Regular and Responsible Migration and Mobility of People through Planned and Well-Managed Migration Policies." In *Council: 106th Session International Organization for Migration*, 2015.
- IOM. "Niger Deaths Add to Growing Toll of Migrant Fatalities within Africa" IOM, www.iom.int/news/niger-deaths-add-growing-toll-migrant-fatalities-within-africa.

- IOM. "Niger Flow Monitoring Points (Fmp)." In Statistical Report - Overview. Geneva: International Organization for Migration (IOM), 2016.
- IOM. "Niger Flow Monitoring Points: Statistical Report for January." In Displacement Tracking Matrix: IOM, 2016.
- IOM. "Population Flow Monitoring Dashboard Niger - Displacement Tracking Matrix, June July 2017." IOM, 2017.
- IOM. "Rapport De Mission Sur L'évaluation Des Routes Migratoires Du 19-25 Juillet." International Organization for Migration, 2017.
- ISS. "Challenges and Opportunities for the G5 Sahel Force." (2017), www.reliefweb.int/report/mali/challenges-and-opportunities-g5-sahel-force.
- Labayle, Henri, and Philippe de Bruycker. "The Eu-Turkey Agreement on Migration and Asylum: False Pretences or a Fool's Bargain?" In EU Immigration and Asylum Law and Policy, 2016.
- Land, Anthony, Heinz Greijn, Volker Hauck, and Jan Ubels. "Reflecting on 25 Years of Capacity Development and Emerging Trends." In Capacity Development Beyond Aid, edited by Anthony Land, Heinz Greijn, Volker Hauck and Jan Ubels, pp. 1-19. The Hague and Maastricht: SNV Netherlands Development Organisation and the European Centre for Development Policy Management (ECDOM), 2015.
- Lemanska, Katarzyna, Gian Marco Grindatto, and Fanny Voitzwinkler. "Misplaced Trust: Diverting EU Aid to Stop Migration - the EU Emergency Trust Fund for Africa." Global Health Advocates France (GHA), 2017.
- Lucht, Hans. "European Anti-Migration Agenda Could Challenge Stability in Niger." DIIS, 2017.
- Markard, Nora. "The Right to Leave by Sea: Legal Limits on EU Migration Control by Third Countries." European Journal of International Law 27, no. 3 (2016): 591-616.
- Marshall, Phil, and Dr. Jacqueline Berman. "Independent Project Evaluation: Promoting the Implementation of the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, and the Protocol against Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air, Both Supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime." edited by Independent Evaluation Unit (IEU). Vienna: United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC, 2013.
- Massey, Douglas S, Jorge Durand, and Karen A Pren. "Border Enforcement and Return Migration by Documented and Undocumented Mexicans." Journal of Ethnic and Migration Studies 41, no. 7 (2015): 1015-40.
- Massey, Douglas S. . "Social Structure, Household Strategies, and the Cumulative Causation of Migration." Population Index 56 (1990): 3-26.
- Maurice, Eric. "EU Hails First Result in Africa Migration Deals." In EU Observer. Brussels, 2016.
- Michael, Maggie. "Backed by Italy, Libya Enlists Militias to Stop Migrants." 29/08/2017 2017.
- MIEUX. "Where We Work: Niger - Irregular Migration." www.mieux-initiative.eu/en/actions/95-niger-irregular-migration.
- Mixed Migration Hub. "Detained Youth: The Fate of Young Migrants, Asylum Seekers and Refugees in Libya Today." In Study 1, July 2015: The North Africa Mixed Migration Task Force (MHUB), 2015.
- Mixed Migration Hub. "Mhub Survey Snapshot Italy." 2017.
- Molenaar, Fransje. "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Niger." The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017.
- Molenaar, Fransje, and Thibault van Damme. "Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Mali." The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017.
- Molenaar, Fransje, and Floor El Kamouni-Janssen. "Turning the Tide - the Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya." The Hague: Clingendael - Netherlands Institute of International Relations, 2017.
- Monzini, Paola. "Migration: Human Rights of Irregular Migrants in Italy." In Review Meeting: Migration - Human Rights Protection of Smuggled Persons. Geneva: The International Council on Human Rights Policy, 2005.
- Munsch, Thomas, William Powell, and Sonia Joly. "Before the Desert - Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa. Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4mi) in Mali and Niger." Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS) West Africa, 2017.
- Ndiaye, Mandiougou, and Nelly Robin. "Les Migrations Internationales En Afrique De L'ouest: Une Dynamique De Régionalisation Articulée À La Mondialisation." University of Oxford: International Migration Institute, 2010.
- OCHA. "Niger: Aperçu Sur La Situation Humanitaire Et Sécuritaire Dans Les Régions De Tahoua Et Tillabéry (Mai 2017)." United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), 2017.
- OECD. "The Challenge of Capacity Development: Working Towards Good Practice." OECD Journal on Development 8, no. 3 (2008): 233-76.
- OECD. "Paris Declaration of Aid Effectiveness." Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, OECD, 2005.
- OECD. "Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Co-Operation." 1996.
- OHCHR. "Migration and Human Rights: Improving Human Rights-Based Governance of International Migration." Geneva: Office of the UN High Commissioner for Human Rights on Migration and Human Rights, 2013.
- OHCHR. "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft Examples February 2017." Geneva: OHCHR, 2017.

- OHCHR. "Recommended Principles and Guidelines on Human Rights at International Borders." Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights, OHCHR, 2014.
- OHCHR. "Report to the Human Rights Council on the Compendium of Principles, Good Practices and Policies on Safe, Orderly and Regular Migration in Line with International Human Rights Law." United Nations High Commissioner for Human Rights, 2017.
- OHCHR. "Situation of Migrants in Transit." Geneva: OHCHR, 2016.
- OHCHR, and GMG. "Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations - Draft February 2017." Global Migration Group, OHCHR, 2017.
- Otoo, Samuel, Natalia Agapitova, and Joy Behrens. "The Capacity Development Results Framework: A Strategic and Results-Oriented Approach to Learning for Capacity Development." World Bank Institute, 2009.
- Oxfam International. "Closed Borders: The Impact of the Borders Closures on People on the Move in Serbia and Macedonia." Oxfam International, 2016.
- Pearson, Jenny. "Training and Beyond: Seeking Better Practices for Capacity Development." In OECD Development Co-operation Working Papers, 2011.
- Peers, Steve, and Emanuela Roman. "The Eu, Turkey and the Refugee Crisis: What Could Possibly Go Wrong?" In EU Law Analysis - Expert insight into EU law developments, 2016.
- Podkul, Jennifer, and Ian Kysel. "Interdiction, Border Externalization, and the Protection of the Human Rights of Migrants." Human Rights Institute (Georgetown Law), Women's Refugee Commission, 2015.
- Pottler, Maximilian. "Humanitarian Border Management." *Forced Migration Review*, no. 45 (2014): 46.
- Poutignat, Philippe, and Jocelyne Streiff-Fénart. "Migration Policy Development in Mauritania: Process, Issues and Actors." In *The Politics of International Migration Management*, edited by Martin Geiger and Antoine Pécoud, 202-19: Palgrave Macmillan, 2010.
- ProAsyl. "Wenn Menschenrechte Nicht Mehr Zählen - Europas Kooperationen Mit Despoten." (2016), www.proasyl.de/hintergrund/wenn-menschenrechte-nicht-mehr-zaehlen-europas-kooperationen-mit-despoten/.
- Red Cross EU Office. "Shifting Borders: Externalising Migrant Vulnerabilities and Rights?." Brussels: Red Cross EU Office, 2013.
- Reitano, Tuesday. "Further Criminalizing People Smuggling Will Not Work." In *News Deeply*, 2017.
- Reitano, Tuesday. "A Perilous but Profitable Crossing: The Changing Nature of Migrant Smuggling through Sub-Saharan Africa to Europe and EU Migration Policy (2012-2015)." *The European Review of Organised Crime* 2, no. 1 (2015): 1-23.
- Reitano, Tuesday. "What Incentives Does Niger Have for Cracking Down on Migrant Smuggling? Not Many." In *Firoz Lalji*, edited by LSE Centre for Africa. London, 2016.
- Reuters. "Niger Tells Europe It Needs 1 Bln Euros to Fight Illegal Migration." 2016.
- RMMS. "Mixed Migration in West Africa August 2017." (2017).
- RMMS. "Monthly Mixed Migration Summary July 2017." Regional Mixed Migration Secretariat West Africa, 2017.
- RMMS. "West Africa - Monthly Mixed Migration Summary: Covering Mixed Migration Events, Incidents, Trends and Data from the West Africa Region. June 2017." RMMS West Africa, June 2017.
- Roberts, Bryan, Cecilia Menjivar, and Nestor P Rodríguez, eds. *Deportation and Return in a Border-Restricted World: Experiences in Mexico, El Salvador, Guatemala, and Honduras*: Springer, 2017.
- Robin, Nelly. "Migrations, Observatoire Et Droit. Complexité Du Système Migratoire Ouest- Africain. Migrants Et Normes Juridiques." Poitiers Cedex - France: Université de Poitiers, 2014.
- Spijkerboer, Thomas. "The Human Costs of Border Control." *European Journal of Migration and Law* 9 (2009): 127-39.
- The Economist. "Mexico Becomes a Destination for Migrants." 27/07/2017 2017.
- Thouez, Colleen, and Sara Rosengaertner. "Who Owns and Drives Capacity-Building?" *Forced Migration Review* 28 (2007).
- Thurston, Alex. "Niger's Issoufou Is Everything the West Wants in an African Leader." *World Politics Review*, 2017.
- Tinti, Peter. "The E.U.'S Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger." In *News Deeply*, 2017.
- Tinti, Peter. "In Niger, Anti-Smuggling Efforts Risk Trading One Crisis for Another." In *African Arguments*, 2017.
- Tinti, Peter, and Tom Westcott. "The Niger-Libya Corridor - Smugglers' Perspectives." Institute for Security Studies - ISS Paper 299, 2016.
- Trauner, Florian, and Stephanie Deimel. "The Impact of EU Migration Policies on African Countries: The Case of Mali." *International Migration* 51, no. 4 (2013): 20-32.
- UN News Centre. "Au Niger, L'oim Sauve 600 Migrants Dans Le Désert Du Sahara, Mais 52 Autres Sont Morts." 27/06/2017 2017.
- UN News Centre. "Niger: L'oim Est Venu Au Secours De 1.000 Migrants Dans Le Désert Du Sahara Depuis Avril." 08/08/2017 2017.
- UN Security Council. "Report of the Secretary-General on the Situation in Mali' from the 28 September 2017." 2017.

UNDP. "Supporting Capacity Development in Conflict and Fragile Contexts." New York: UNDP's Bureau for Crisis Prevention and Recovery (BCPR) and the Bureau for Development Policy (BDP), 2012.

UNHCR. "10 Point Plan in Action 2016 Update." 2016.

UNHCR. "Niger Factsheet May 2017." Geneva: UNHCR, 2017.

UNHCR. "Niger Information Web Page." UNHCR, reporting.unhcr.org/node/4637.

UNHCR. "Refugee Protection and International Migration." Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR, 2014.

UNHCR. "Refugee Protection and Mixed Migration: A 10-Point Plan of Action ". Geneva: UNHCR, 2007.

UNHCR. "West Africa 2016 Funding Update as of 8 November 2016." Geneva: UNHCR, 2016.

UNHCR. "West Africa 2017 Funding Update as of 5 September 2017." Geneva: UNHCR, 2017.

UNHCR. "West Africa Funding Update 2015 Contributions as of 20 October 2015." Geneva: UNHCR, 2015.

UNHCR, and IOM. "Migrants En Détresse: Analyse De Situation Et Cadre De Protection - Cas Du Niger Et Du Togo." Geneva: UNHCR, IOM, 2013.

UNHRC. "Resolution on the Protection of the Human Rights of Migrants: Migrants in Transit." Human Rights Council, HRC, 2015.

UNICEF. "Mixed Migration in West and Central Africa: Key Trends Affecting Children, Challenges and Opportunities for Advocacy and Programming." In Working Paper Series. Perspectives on Migration and Children. Dakar: UNICEF WCARO - West and Central Africa Regional Office, 2016.

United Nations General Assembly. "New York Declaration for Refugees and Migrants." New York City: United Nations General Assembly, UNGA, 2016.

United Nations General Assembly. "Recommendations of the Report of the Un Special Representative of the Secretary-General on Migration (Sutherland Report)." New York City: United Nations General Assembly, UNGA, 2017.

UNODC. "Smuggling of Migrants into, through and from North Africa: A Thematic Review and Annotated Bibliography of Recent Publications." Vienna: UNODC, 2010.

Vedsted-Hansen, Jens. "Europe's Response to the Arrival of Asylum Seekers: Refugee Protection and Immigration Control." In *New Issues in Refugee Research*, Working Paper No. 6. Copenhagen: Centre for Documentation and Research, 1999.

Walsh, Declan, and Jason Horowitz. "Italy, Going It Alone, Stalls the Flow of Migrants. But at What Cost?" NYtimes online, 17 September 2017 2017.

Wintour, Patrick, and Kim Willsher. "African and European Leaders Agree Action Plan on Migration Crisis " The Guardian, 28/08/2017 2017.

Wittenberg, Liska. "Managing Mixed Migration: The Central Mediterranean Route to Europe." New York: International Peace Institute (IPI), 2017.

World Bank Group. "Migration and Remittances Factbook 2016." In Third Edition. Washington, DC: World Bank Group, 2016.

Zaiotti, Ruben, ed. *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*: Routledge, 2016.

Zamfir, Ionel. "Understanding Capacity-Building/Capacity Development: A Core Concept of Development Policy." European Parliamentary Research Service, 2017.

Global Public Policy Institute (GPPi)
Reinhardtstr. 7, 10117 Berlin, Allemagne
Téléphone +49 30 275 959 75-0
Fax +49 30 275 959 75-99
gppi@gppi.net

gppi.net